

GUIDE DE SURVIE À L'USAGE DES JOURNALISTES



LIVE NEWS

Photo de couverture:

Un photographe de presse noyé dans un nuage de gaz lacrymogène lors d'une émeute à Lima (Pérou) en mai 2000.

Photo: AP / Martin Mejia

Photo de la page de garde (droite)

Un vendeur de journaux attend les clients à Abidjan. La Côte d'Ivoire est un des nombreux pays où les médias sont menacés. En novembre 2002, un programme d'aide d'urgence fut lancé par la FIJ, la Communication Assistance Foundation, International Media Support et Media Assistance International, associés avec l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) et l'Association des journalistes d'Afrique de l'Ouest. Ce programme prévoit une formation à la sécurité et à la couverture des conflits.

Photo: AP / Clement Ntaye.

Ce document a été produit avec l'assistance financière de l'Union Européenne. Les propos présentés dans cet ouvrage n'engagent que la Fédération Internationale des Journalistes et ne peuvent en aucun cas refléter la position officielle de la Commission Européenne



LIVE NEWS



GUIDE DE SURVIE À L'USAGE DES JOURNALISTES

Écrit et produit pour la FIJ par Peter McIntyre
Publié par la Fédération internationale des journalistes, Bruxelles

Mars 2003 Avec le soutien de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme.



Live News - Guide de survie à l'usage des journalistes
Publié par la Fédération internationale des journalistes
Mars 2003.

© Fédération internationale des journalistes
Centre de presse international
Residence Palace
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 2 235 2200
<http://www.ifj.org>

Rédacteur en chef
Aidan White, Secrétaire général, FIJ
Éditrice responsable
Sarah de Jong, responsable de la campagne pour les droits de l'homme, FIJ
safety@ifj.org
Directeur des projets
Oliver Money-Kyrle
Rédigé et conçu par
Peter McIntyre, Oxford (Royaume-Uni)
petermcintyre@compuserve.com

Remerciements

La FIJ remercie:

Associated Press Photos et Reuters, pour l'autorisation d'utilisation des photos;
AKE Ltd, Hereford (Royaume-Uni), pour les conseils, les informations,
l'infrastructure et le soutien;
Mark Brayne (Dart Centre Europe) pour les conseils sur le stress post-
traumatique;
Rodney Pinder, pour les commentaires sur les premières versions;
Tous les journalistes qui ont contribué au ou ont été interviewés dans l'optique
du présent ouvrage.

La FIJ remercie également pour leurs informations et leur soutien matériel:
Centurion Risk Assessment Services, CNN, Committee to Protect Journalists,
Crimes of War Project, Michael Foley, IFEX, The Independent et Robert
Fisk, International Press Institute, Rob Judges, William McIntyre, The Media
Diversity Institute, Photoline / Kevin Cooper, Reporters Sans Frontières, Time,
Anna Wagstaff, Dr Ken Williamson.

Tous les affiliés à la FIJ qui œuvrent à rendre la vie des journalistes plus sûre;
Certains contributeurs conservent leurs droits d'auteur au-delà de l'utilisation
par la FIJ.

Table des matières

Préface	iv)
Introduction	<i>L'importance de la sécurité, Le rôle des gouvernements, Vers un institut international pour la sécurité de l'information, Aider les journalistes à prendre des décisions.</i> 1
Partie 1 Soyez préparé	
Chapitre 1	<i>La préparation au travail dans des environnements hostiles</i> 9 <i>Veillez à être physiquement prêt, La connaissance de la situation locale, Connaissez vos droits, La protection sociale, Les risques de maladie, Clarifiez les voies de communication, Le bon équipement, Préparez votre véhicule, La tenue appropriée</i>
Partie 2 La zone dangereuse	
Chapitre 2	<i>Les zones de guerre et de conflit</i> 22 <i>L'attitude des combattants, Voyager avec ou sans escorte, Devenir une cible, La connaissance des armes, La sécurité des déplacements, La recherche d'un abri, Le bon sens dans les zones de combats, Visé en tant que journaliste, Étude de cas: le conflit israélo-palestinien</i>
Chapitre 3	<i>Les émeutes et troubles civils</i> 44 <i>La planification, Le placement, Pendant l'événement, Après l'événement, Les attentats terroristes</i>
Chapitre 4	<i>Les enlèvements, les prises d'otages et les actes visant les journalistes.</i> 51 <i>Les motivations des prises d'otages, L'évaluation des risques, Le processus d'enlèvement, Survivre à l'expérience, Les actes visant les journalistes</i>
Partie 3 La zone de récupération	
Chapitre 5	<i>L'aide médicale d'urgence</i> 71 <i>La maladie, Boire et manger, Les traumatismes, Les blessures pénétrantes, Arrêter l'hémorragie, Les blessures aux poumons, L'examen approfondi, La position de récupération, Les antidouleurs, Les balles et les projectiles, Les fractures, L'évacuation du patient, Les brûlures, L'hypothermie et les coups de chaleur, Le mal de l'altitude, Les morsures de serpent</i>
Chapitre 6	<i>Le stress post-traumatique</i> 88 <i>Les conflits dans votre pays, Que peuvent faire les organisations de journalistes et les employeurs?, La qualité du soutien, Les avancées internationales vers l'amélioration des connaissances</i>
Partie 4 La zone de campagne	
Chapitre 7	<i>La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?</i> 98 <i>Partager le savoir-faire et l'expérience, La formation à la sécurité pour les journalistes autochtones: Balkans, Afghanistan, Territoires palestiniens, Népal et Côte d'Ivoire, Le programme mondial de protection, Le rôle des organisations nationales: Macédoine, Slovaquie, Ukraine, Transcaucasie, Colombie, Irlande du Nord, Afrique, Indonésie</i>
Annexes	
Annexes 1	<i>Les principaux contacts</i> 118
Annexes 2	<i>Les statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002</i> 121
Annexe 3	<i>Le code international de pratique pour l'exercice d'un journalisme en toute sécurité</i> 138

Préface

Des étapes essentielles sur la voie de la sécurité

*par Aidan White, Secrétaire général,
Fédération internationale des journalistes*



La guerre et la violence sont rarement la réponse à un problème, mais quand elles frappent, les journalistes et les autres travailleurs des médias jouent un rôle crucial dans la levée du voile de déception, de mensonge et de manipulation de l'information qui tombe inévitablement. Leur tâche consiste à montrer l'impact sur la vie des citoyens ordinaires. En assumant ce rôle, les journalistes et professionnels apparentés mettent leur vie et leur sécurité en danger.

La FIJ mène depuis de nombreuses années une campagne pour le renforcement de la sécurité et pour la défense des journalistes autochtones et des freelances, car ce sont eux qui sont exposés aux risques les plus importants et qui bénéficient du moins de protection. Les choses commencent à bouger avec la création de l'International News Safety Institute (voir pages 103-105). Le présent ouvrage s'inscrit dans ce processus. Il collecte les expériences de ceux qui ont couvert et filmé les événements dans des environnements hostiles et tente d'en tirer les leçons afin de sauver des vies. Mais la sécurité, ce n'est pas seulement éviter les balles. C'est aussi créer une culture de conscientisation des risques sous tous les aspects du journalisme, qu'il soit de guerre, d'investigation ou de rue.

Nous avons voulu mettre en exergue les besoins des journalistes locaux, mais une grande partie des informations disponibles provient de correspondants internationaux et des cours de formation conçus pour les géants des médias électroniques. La FIJ utilisera le présent ouvrage pour diffuser le message de la sécurité, mais aidera également ses bureaux régionaux à la production de versions locales. La richesse du savoir et de l'expérience des journalistes qui vivent et travaillent sur la ligne de front et qui ont appris à survivre tout en faisant leur travail est incommensurable. Ce savoir et cette expérience doivent être rassemblés et le courage et la ténacité de ces journalistes doivent être loués. C'est une petite étape dans cette direction, et nous dédions ce livre à ces véritables héros de la profession.

Partie 1

Soyez préparé



Des journalistes participent au cours de formation à la survie dans des environnements hostiles organisé par AKE dans le comté de Herefordshire (Royaume-Uni).

Photo: Rob Judges

Chapitre 1

La préparation au travail dans des environnements hostiles

Les risques les plus marquants courus par les journalistes pendant une guerre viennent des fusils, bombes, mines, missiles et autre artillerie. Mais les environnements hostiles ne se trouvent pas que sur les champs de bataille. Les risques physiques pour les journalistes sont probablement plus importants lors d'émeutes et de troubles civils que pendant une guerre traditionnelle menée entre des armées régulières. Un journaliste travaillant loin de chez lui, sans bénéficier du soutien habituel, est également exposé aux risques suivants:

- ◆ maladie
- ◆ accidents de la circulation et autres
- ◆ violence, y compris attaques ciblées contre les médias
- ◆ exposition
- ◆ épuisement
- ◆ détresse affective et faible moral

On compte aujourd'hui plus de journalistes victimes de maladies ou d'accidents de la circulation que de journalistes tués ou blessés, et un journaliste atteint de fièvre ou d'intoxication alimentaire ne peut travailler. Intéressez-vous aux principaux risques, même s'ils ne sont pas aussi flagrants que ceux courus sur les champs de bataille. La violence frappe souvent là où on ne s'y attend pas, par exemple quand une manifestation dérape ou quand des civils mécontents laissent éclater leur frustration contre les médias.

Il est judicieux pour les journalistes couvrant plusieurs événements et vivant dans différentes situations de se préparer à un environnement hostile et aux pressions extérieures à la routine quotidienne. Un journaliste doit être préparé mentalement et physiquement et équipé correctement.

L'objectif est de lui faire prendre conscience des risques, de prendre les précautions qu'il peut et de conserver le plus possible le contrôle de la situation, plutôt que de s'en remettre à la bonne fortune. Un journaliste ne contrôle presque jamais complètement la situation, et le risque zéro n'existe pas, mais tout journaliste peut évaluer les risques et prendre conscience des dangers.

Même les situations qui ne semblent pas particulièrement dangereuses peuvent l'être pour un reporter ou un preneur de vue non préparés, tandis que les situations les plus dangereuses peuvent être rendues plus sûres par une évaluation des risques, une bonne préparation et une application des connaissances. Une bonne planification peut non seulement assurer un voyage sans problèmes, mais aussi aider à identifier les éléments clés de votre reportage, vous donner des informations de fond sur votre situation et sur votre environnement et renforcer l'efficacité de la collecte d'informations ou d'images.

COMMENT ÊTES-VOUS PERÇU PAR LES GENS DONT VOUS PARLEZ?

Comment les principaux protagonistes vous verront-ils? Quelle est leur attitude vis-à-vis des journalistes? Règne-t-il une certaine hostilité à l'encontre de votre société de médias? Pourriez-vous être considéré comme un « représentant » d'une partie ou l'autre d'un conflit?

REPÉREZ-VOUS SUR LA CARTE

Si vous ne connaissez pas bien la région, veillez à avoir une carte mise à jour et de bonne qualité.

DES DOUTES? DEMANDEZ À UN JOURNALISTE

Contactez des journalistes locaux quand vous vous déplacez dans une région inconnue. Écoutez ce qu'ils ont à vous dire sur les sources de dangers.

Avant de partir

a) Veillez à être physiquement prêt

La plupart des journalistes rechignent à refuser ce qui leur semble être une mission susceptible de doper leur carrière, même quand cette mission est dangereuse.

Quoi qu'il en soit, un journaliste se doit d'être honnête avec lui-même. Êtes-vous physiquement prêt? Seriez-vous capable de marcher toute une nuit si vous en étiez obligé ou de courir pour préserver votre sécurité? Savez-vous travailler loin du confort des hôtels? La forme physique peut être importante et vous devez être capable de vous surpasser si nécessaire.

b) La connaissance de la situation locale

Que savez-vous de la situation politique et sociale dans laquelle vous pénétrez? Qui sont les principaux acteurs? Êtes-vous suffisamment au courant des derniers développements? Quelles langues parle-t-on? Quelle est l'attitude des gens à l'encontre des médias en général et de votre compagnie ou journal en particulier? Votre origine ethnique vous fait-elle courir des risques supplémentaires? Des groupes ont-ils une tradition de violence vis-à-vis des journalistes ou un passé émaillé d'atrocités contre les civils? Quelles sont les limites à ne pas franchir? Y a-t-il des « zones interdites »? De quelles autorisations avez-vous besoin, et de qui? Ces autorisations auront-elles un certain poids sur le terrain?



Pranvera Shema est journaliste et travaille actuellement pour FrontLine Television. Elle a collaboré avec les journalistes internationaux arrivés dans son Kosovo natal en juin 1999.

Les correspondants internationaux ont un véritable problème avec leur attitude. Ils imaginent qu'ils vont débarquer dans un endroit perdu dont les habitants ne sont pas éduqués. C'était particulièrement vrai pour les correspondants des grandes chaînes internationales, qui ont tendance à dire « comment, vous ne savez pas qui je suis? ». Cette attitude est dangereuse pour tout le monde, surtout pour le contact local. Je n'ai pas apprécié la façon dont ils traitaient les gens qu'ils interviewaient, en particulier les victimes. J'ai appris qu'il ne fallait jamais aborder un pays ou une région sans faire la moindre recherche. Les journalistes internationaux sont souvent arrogants et ne reconnaissent même pas la langue. » ■

Les informations relatives à la situation, aux gens et aux communautés que vous couvrez sont essentielles. Les journalistes peuvent se retrouver dans des situations où ils sont très peu au courant de la culture ou de la langue et mécontentent ou offensent des gens sans s'en rendre compte. Cela peut même constituer un problème pour les journalistes autochtones qui abordent une région qu'ils ne connaissent pas, où la population parle un autre dialecte ou une autre langue. Certains adoptent un ton pris pour de l'arrogance, peut-être pour masquer leur sentiment d'insécurité ou parce qu'ils sont impatients d'en venir au vif du sujet. En général, le journaliste et le caméraman qui traitent les habitants avec respect profitent d'une plus grande coopération de la communauté locale.

La connaissance des langues est un atout appréciable. Si vous vous apprêtez à travailler pendant un certain temps dans un endroit, apprenez au moins les rudiments de la langue. Les journalistes sont souvent envoyés sans préavis pour couvrir des événements dans des pays où leur langue n'est pas comprise, ou peut être considérée avec hostilité. On n'apprend pas une langue du jour au lendemain. Cependant, les gens sont généralement réceptifs si vous les saluez dans leur propre langue. Apprenez des phrases clés telles que « je suis journaliste », « pouvez-vous m'aider ? » ou « j'ai besoin d'un docteur ».

Si c'est votre premier séjour dans un pays ou une région, il y a bien des choses que vous ne saurez pas. Les bons journalistes ne savent pas tout mais posent les bonnes questions et apprennent vite. Les reporters qui

NE VOUS PERDEZ PAS POUR QUELQUES MOTS

Même si vous voyagez dans votre propre pays, apprenez les coutumes, langues et façons de penser locales. Si vous saluez les gens dans leur propre langue, cela aidera à briser la glace. Apprenez également comment appeler à l'aide.

VOYAGEZ AVEC UN COLLÈGUE, JAMAIS SEUL

Les journalistes qui voyagent dans des zones dangereuses doivent éviter de se déplacer seuls. Il vaut mieux voyager avec un « rival » et se protéger mutuellement que se retrouver seul et courir des risques.

« ont été sur place et fait ça ou ça » peuvent vous donner des informations cruciales et partager des expériences qui vous aideront à apprendre rapidement. Certains journalistes expérimentés versent toutefois parfois dans le cynisme et adoptent une attitude corrosive qui limite la capacité de jugement. Cherchez des professionnels des médias qui ont gardé un respect de base pour les gens parmi lesquels ils travaillent. Les journalistes qui décrivent les endroits et les gens dont ils traitent en termes insultants et dénigrants ne vous aideront pas à mieux appréhender la situation locale.

RÉSUMÉ DES CONVENTIONS DE GENÈVE

Pour un résumé des conventions de Genève telles qu'elles s'appliquent aux journalistes, voir en pages 16 et 17.

DES CRAYONS, PAS DES ARMES

Ne portez jamais d'arme à feu. Vous vous excluriez vous-même de la protection des conventions de Genève et mettriez votre sécurité et celle de vos collègues en danger.

PRÉPARATION MÉDICALE

Les sources d'informations médicales sont citées à l'annexe 1.

c) Connaissez vos droits

Les pompiers n'entrent jamais dans des immeubles en feu sans bien connaître ce qui les attend et comment affronter la situation, mais les journalistes voyagent toujours (et sont envoyés) sans comprendre les règles de base du conflit dont ils doivent rapporter. Bien des journalistes se déplacent sans connaître la région ou l'application de la législation locale ou internationale, et sans connaître leurs droits en tant qu'observateurs indépendants et neutres. Très peu peuvent citer les protocoles pertinents des conventions de Genève ou les actes relevant de la législation humanitaire qui régissent les droits des non-combattants.

Les journalistes doivent être informés des conditions politiques et juridiques de la région. Ils doivent être au courant du rôle du Comité international de la Croix-Rouge, des agences des Nations unies et des organisations politiques régionales avant de partir.

Les conventions de Genève

Les conventions de Genève définissent le meurtre ou les mauvais traitements infligés à des journalistes en temps de guerre ou de trouble civil majeur comme un crime de guerre. Elles confèrent aux journalistes les mêmes droits qu'aux civils dans les conflits armés, que ceux-ci mettent aux prises des pays différents ou qu'ils soient de nature intérieure. Un morceau de papier n'arrêtera pas celui qui possède un fusil et qui est déterminé à vous tuer ou à vous maltraiter, mais de plus en plus de gens voient que les criminels de guerre sont traduits en justice et les soldats et militaires du monde entier comprennent le concept de crime de guerre. Les journalistes doivent en profiter. Si vous couvrez un conflit, emportez une copie de la Convention de Genève, et en particulier des clauses stipulant que les journalistes doivent être traités comme des non-combattants. Faites-les traduire dans toutes les langues pertinentes. Rappelez-vous toutefois que les journalistes perdent ce statut s'ils prennent part au conflit, s'ils portent

une arme à feu ou s'ils se comportent comme des espions. S'ils se retrouvent dans un de ces cas, ils n'agissent plus comme des journalistes.

d) La protection sociale

Que faire si quelque chose tourne mal? Quelle assurance avez-vous et qu'advient-il de votre famille? Votre besoin le plus immédiat est sans doute celui de soins médicaux et de rééducation. Vous pouvez également avoir besoin d'une réhabilitation à plus long terme à la suite de blessures physiques ou de traumatismes psychologiques.

Les journalistes doivent savoir que leur revenu ne diminuera pas s'ils sont dans l'incapacité de travailler et que leur famille sera indemnisée s'ils sont tués. Les groupes de médias pourront arguer qu'ils n'ont pas les moyens de contracter une telle assurance, mais quelqu'un doit assumer le coût, et ce ne peut être le travailleur. Les organisations de journalistes doivent veiller à ce que cette demande essentielle soit satisfaite. L'assurance et la couverture médicale doivent protéger indifféremment les journalistes indépendants et les travailleurs salariés et englober toute l'équipe.

Dans de nombreuses régions, les organisations de médias reçoivent leurs informations à un bon prix en recourant à des employés locaux ou à des indépendants sans étendre l'assurance et les droits sociaux aux journalistes et preneurs de vue qui risquent leur vie. Cette pratique doit être éradiquée sous l'action de la pression exercée par les syndicats de journalistes et de médias.

e) Les risques de maladie

Quels sont les risques de maladie là où vous allez travailler? Avez-vous besoin d'un vaccin particulier ou d'emporter des médicaments? Le site dédié aux voyages de l'Organisation mondiale de la santé (<http://www.who.int/ith/countrylist01.html>) est un bon endroit pour commencer.

f) Clarifiez les voies de communication

Quand vous êtes loin de chez vous, la communication avec la rédaction ou le producteur peut s'avérer problématique. Ceux qui envoient des journalistes sur place sont souvent frustrés s'ils ne peuvent atteindre leur personnel nuit et jour. Rappelez-vous que vous courez des risques si personne ne sait où vous êtes et ce que vous faites. Dans toutes les situations dangereuses, les journalistes doivent veiller à tenir une personne

LA CONFIANCE ENTRE LA RÉDACTION ET LE PERSONNEL SUR LE TERRAIN

Rédactions, faites confiance à vos reporters et caméramans; ils sont vos yeux et vos oreilles.

Reporters et caméramans, prenez avec votre rédaction des engagements au sujet de l'arrivée à l'hôtel et de l'autorisation préalable, et respectez-les.

Équipes d'information, mettez au point un ensemble de lignes directrices basées sur l'expérience, maintenez-les à jour et permettez à tout le monde de contribuer à leur enrichissement.

« Dans cette guerre, les journalistes autochtones n'étaient pas protégés »

Miodrop Miljkovic, un journaliste indépendant de Vranje, une ville serbe située près de la frontière avec le Kosovo et la Macédoine, a tenu ces propos à une délégation de la FIJ: « Pendant la guerre, être journaliste ici était très dangereux. Je n'ai pas de contrat de travail ni de sécurité sociale. La plupart des journalistes locaux n'étaient pas protégés. Les radios et télévisions étrangères recourent à leurs services mais ne leur offrent pas de contrat et déclinent toute responsabilité en cas de malheur. Il nous faut quelque chose qui protège les journalistes. »

Radoman Iric travaillait pour Radio Free Europe et Radio Liberty pendant le conflit au Kosovo. Il reconnaît qu'il faut en faire plus pour les journalistes indépendants. Il a reçu une récompense pour son courage journalistique après avoir interviewé les dirigeants de la KLA dans leur quartier-général. Depuis qu'il a quitté son poste de salarié pour travailler en tant qu'indépendant, Radoman Iric n'a pas de droits à la retraite ou à la couverture sociale. ■

responsable au courant de leurs mouvements.

Convenez d'une tranche horaire dans laquelle vous appellerez et discuter avec la rédaction des problèmes qui peuvent surgir. Ceux qui attendent votre reportage ou votre article ont leurs propres soucis et peuvent oublier combien de temps peut être nécessaire pour que des choses simples soient faites sur le terrain. On enregistre une tendance déprimante de ceux restés au bureau à ignorer ce que leurs journalistes ou preneurs de vue leur apportent et à favoriser ce qui a été proposé par les agences, ce qui explique pourquoi les informations se ressemblent. Trop souvent, les rédactions oublient que la diversité de l'information implique une variété d'informations. Dès lors, un conseil que l'on peut donner aux rédactions est de se fier à ce qu'elles reçoivent de leurs reporters et caméramans présents sur place. Il est absurde pour un journaliste de se mettre en danger ou de mettre ses collaborateurs en danger pour montrer des images qu'une chaîne concurrente a déjà diffusées et qui peuvent être moins parlantes que le reportage ou les images qu'il a déjà envoyés.

C'est à vous qu'il revient de prendre les décisions opérationnelles quotidiennes concernant votre sécurité et celle des autres. Ne vous laissez jamais embarquer par des rédactions enthousiastes dans la prise de risques insensés. De même, les rédactions et producteurs voudront à juste titre conclure un accord stipulant que certaines choses (par exemple, le franchissement d'une frontière ou l'interview de rebelles) nécessitent une autorisation préalable. Les reporters, photographes et caméramans doivent accepter de tels arrangements et s'y tenir.

Tous les travailleurs de terrain doivent participer à une discussion débouchant sur des accords relatifs aux risques et à la prise de décisions. Ces accords doivent être consignés et, si un conflit ou une situation dangereuse doit se prolonger quelque temps, mis à jour au vu des expériences. Ils deviendront petit à petit un ensemble de renseignements utiles. Les informations sur les contacts, les endroits à risques particuliers et les sources d'aide doivent être enregistrés au fil des mises à jour des protocoles. Les journalistes doivent être disposés à partager les informations susceptibles de sauver des vies. Ceux qui reviennent de mission doivent donner leurs impressions de sorte que les informations détenues soient les plus actuelles possibles.

Une partie importante de ces protocoles consiste en un accord sur ce qui arrivera si le journaliste ou l'équipe n'a pas donné signe de vie pendant un certain temps. Si un journaliste est au courant des initiatives que son employeur va mener, cela l'aidera à prendre des décisions s'il est capturé ou rencontre des problèmes. Chaque protocole doit prévoir des plans d'évacuation en cas de blessure, de maladie ou de détérioration des conditions.

g) Le bon équipement

Il n'y a virtuellement aucune limite à l'équipement qui pourrait s'avérer utile, du véhicule blindé aux barres chocolatées servant au troc, en passant par le téléphone par satellite et les allumettes résistant à l'eau. Les journalistes, photographes et caméramans doivent déjà emporter pas mal de matériel. La quantité d'équipement que vous pouvez prendre dépend de l'endroit où vous vous trouvez et de vos moyens. Voici un aperçu des choses les plus importantes:

Carte de presse

Une carte de presse vous identifie clairement et porte votre photo. Elle peut vous être remise par votre organisation professionnelle ou syndicat ou par votre employeur. Le poids d'une carte standard émise par une organisation professionnelle réside dans le fait qu'il renforce l'idée que les journalistes appartiennent à une profession collective. La carte de votre employeur peut être une aide ou un obstacle selon sa réputation auprès des acteurs d'un conflit. Vous pouvez aussi emporter des lettres ou des laissez-passer signés par des officiers militaires ou de police vous reconnaissant en tant que journaliste et demandant à leurs troupes de vous assurer d'une coopération raisonnable. C'est à vous de comparer la valeur de ces documents par rapport aux dangers éventuels. Un laissez-passer émis par un commandant rebelle pourrait vous envoyer dans les prisons gouvernementales. Réfléchissez aux informations que vous transportez et qui pourraient vous être préjudiciables. Même des coupures de journaux critiques vis-à-vis de l'une ou l'autre partie d'un conflit peuvent créer des problèmes lors du passage à un point de contrôle.

Numéros d'urgence

Emportez une liste de numéros d'urgence et un document indiquant qui appeler si vous êtes blessé. Si vous procédez à des interviews délicates qui pourraient causer des ennuis aux personnes interrogées, arrangez-vous pour assurer la confidentialité. Séparez les noms et les propos ou changez les noms. Veillez à ce que votre système de cryptage des noms ne ressemble pas à un code.

Un portefeuille factice

Gardez toujours votre argent et vos documents essentiels dans un endroit sûr et non visible. Cependant, vous devez toujours avoir accès à de petites sommes d'argent et à quelque chose à remettre en cas d'agression. Portez un autre portefeuille contenant un peu d'argent et de vieilles cartes de crédit. Si vous êtes victimes d'une agression, remettez ce portefeuille-ci.

Les conventions de Genève

Les conventions de Genève exigent le respect des êtres humains en temps de conflit armé, ce qui inclut le respect des droits fondamentaux des journalistes, qui sont considérés comme des civils ayant droit à une protection contre la violence, les menaces, le meurtre, l'emprisonnement et la torture. Ces traités légalement contraignant datent de 1949 et ont été ratifiés par la plupart des pays. Ils font partie intégrante du droit humanitaire international. Toute violation de ces conventions rend un soldat ou milicien coupable de crime de guerre. Les journalistes doivent connaître et faire valoir ces droits

Résumé

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) impose aux États:

- de prendre le même soin des alliés et des ennemis;
- de respecter les êtres humains, leur dignité, leurs droits familiaux, leurs convictions religieuses et les droits particuliers des enfants;
- d'interdire les traitements inhumains ou dégradants, les prises d'otages, les exterminations de masse, la torture, les exécutions sommaires, les déportations, les pillages et les destructions gratuites de biens.

Protection des combattants blessés, des prisonniers de guerre et des civils

Les deux premières conventions couvrent le traitement des soldats blessés et malades et du personnel médical sur les champs de bataille et en mer. La troisième convention concerne les prisonniers de guerre. Toutes trois ne font référence aux journalistes que dans le cas de correspondants de guerre accrédités. La quatrième convention de Genève parle des droits des civils dans les territoires ennemis ou occupés.

L'article le plus important est l'article 3, qui s'applique à toutes les conventions et stipule:

1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

À cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus:

- a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;
- b) les prises d'otages;
- c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants; les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2) Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Les journalistes doivent être protégés comme les civils: article 79

Le protocole I aux conventions de Genève (entré en vigueur en 1978) stipule à l'article 79:

1. Les journalistes qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé seront considérés comme des personnes civiles au sens de l'article 50, paragraphe 1.
2. Ils seront protégés en tant que tels conformément aux Conventions et au présent Protocole, à la condition de n'entreprendre aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles et sans préjudice du droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut prévu par l'article 4 A. 4), de la IIIe Convention.
3. Ils pourront obtenir une carte d'identité conforme au modèle joint à l'Annexe II au présent Protocole. Cette carte, qui sera délivrée par le gouvernement de l'État dont ils sont les ressortissants, ou sur le territoire duquel ils résident ou dans lequel se trouve l'agence ou l'organe de presse qui les emploie, attestera de la qualité de journaliste de son détenteur.

Les conventions couvrent les guerres civiles mais pas les émeutes

Le protocole II étend la portée des conventions de Genève aux conflits internes entre les forces armées d'un État et des forces armées dissidentes ou d'autres groupes armés organisés sur son territoire.

Il étend effectivement les conventions aux conflits civils à grande échelle. Cependant, il exclut spécifiquement des conventions les « situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés. »

Comment les civils doivent et ne peuvent pas être traités

L'article 4 du protocole II décrit comment les parties doivent étendre les traitements humains aux civils:

1. Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable. Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants.
2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1:
 - a) Violence to the life, health and physical or mental well-being of persons, in particular murder as a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;
 - b) les punitions collectives;
 - c) la prise d'otages;
 - d) les actes de terrorisme;
 - e) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
 - f) l'esclavage et la traite des esclaves sous toutes leurs formes;
 - g) le pillage;
 - h) la menace de commettre les actes précités.

Eau

Dans les situations de conflit, les sources d'approvisionnement fiables en eau potable peuvent cesser de fonctionner ou être contaminées. Vous pouvez survivre plusieurs jours sans manger, mais pas sans eau. Emportez si possible des bouteilles d'eau ou des filtres et agents chimiques de purification.

Kit de secours

Un kit de secours est vital pour tout journaliste susceptible de se retrouver éloigné des infrastructures de soins médicaux traditionnelles. Si possible, emportez deux kits, un sur vous et un plus complet dans le véhicule. Le chapitre 5 aborde ce sujet dans les détails.

Téléobjectifs

Une manière pour les caméramans et photographes d'améliorer leur sécurité est d'utiliser des téléobjectifs qui les rapprochent de l'action. Des objectifs moins puissants exigent des utilisateurs qu'ils prennent plus de risques pour les mêmes images. De nouveau, le journaliste local qui dispose de moins de moyens est désavantagé. Assurez-vous que votre société de médias est consciente des avantages pour la sécurité d'investir dans des téléobjectifs et des caméras légères.

Alerte d'urgence

Portez un sifflet au cas où vous devriez attirer l'attention ou donner l'alerte. Portez un bracelet Medic-alert indiquant votre groupe sanguin et votre état médical ou vos allergies.

Confort personnel

Si vous travaillez loin de votre base, veillez à emporter des effets personnels pour rester propre et garder le moral. Emportez du savon, un gant de toilette et des serviettes. Emportez du papier toilette et une petite pelle à usage sanitaire. Faites attention à vos dents et à vos pieds.

h) Préparez votre véhicule

Si vous vous absentez de votre base pour une longue période, vous devez si possible posséder votre propre véhicule, non seulement pour vous déplacer plus rapidement et pour vous mettre en sécurité, mais aussi parce qu'il vous faut un lieu pour conserver le matériel difficile à emporter. Le chauffeur sera de préférence un membre de votre équipe désigné à ce poste.

VOTRE VÉHICULE EST-IL CAPABLE DE SUPPORTER LA PRESSION?

Veillez à ce que votre véhicule soit en bon état.

Vérifiez la pression des pneus, en particulier en cas de températures extrêmes. Les éclatements sont plus probables dans des conditions de forte chaleur. Assurez-vous d'avoir une bonne roue de secours.

Plus vous vous rapprochez, plus le danger est grand

Miomir Serafinovic relatait tous les jours le conflit en Macédoine en 2001 pour la chaîne TV A1. « C'est quand nous étions tout près des échanges de tirs que je me sentais le plus en danger. Quand nous étions avec les journalistes étrangers, nous voyions qu'ils utilisaient des gilets pare-balles, et pas nous. Ils garaient leur véhicule blindé là où il pouvait nous protéger. Ils possédaient des gilets pare-balles, des petites caméras et des véhicules blindés. Nous, nous avions du matériel lourd et aucune protection. Si vous devez y aller, apprenez d'abord à trouver la bonne distance et n'allez pas là où des coups de feu sont échangés. Il y a toujours des idiots qui essaient de se rapprocher. Il vous faut un bon équipement et des téléobjectifs. Sans ce matériel, nous devons nous rapprocher et courir de plus grands risques. Certains journalistes étrangers ont loué les services d'une équipe de télévision locale pour tourner leurs séquences tandis qu'ils restaient à leur hôtel. » in their hotels. ■



Miomir Serafinovic couvrant le conflit en Macédoine

L'état et la qualité de la voiture et du chauffeur sont essentiels. Les correspondants internationaux peuvent avoir accès à des véhicules blindés. Le coût d'un tel véhicule excédera probablement le budget entier d'une petite chaîne de télévision pour six mois. Cependant, vous serez au moins certain que votre véhicule est en bon état mécanique, qu'il possède une roue de secours de qualité, ainsi que des réserves de carburant et d'eau.

Envisagez l'opportunité d'indiquer PRESS ou MEDIA en grands caractères sur votre véhicule. Dans certaines circonstances, cela vous protégera; dans d'autres, cela fera de vous une cible pour les tireurs embusqués. Si vous utilisez ces marquages, placez-les sur le toit et sur les côtés du véhicule, de sorte qu'ils soient visibles d'en haut. Quoi qu'il en soit, veillez à ce que les signes puissent être enlevés rapidement. Dans des zones isolées et où vous pouvez devoir quitter les routes, votre véhicule doit également pouvoir être remorqué ou treuillé. Chaque véhicule doit contenir un kit de secours de bonne qualité et un extincteur.

Le chauffeur doit être quelqu'un d'expérimenté, de calme et qui conduit prudemment. Même si vous n'avez pas d'accident, passer des jours à être conduit par quelqu'un en qui vous n'avez pas confiance sape le moral et interfère avec le reste. Si vous louez une voiture avec chauffeur, faites de ce dernier un membre à part entière de votre équipe, ayant droit à la même protection. Si le chauffeur n'est pas de la même origine ethnique ou nationalité que les personnes transportées, n'oubliez pas qu'il peut courir des risques différents aux points de contrôle.

j) La tenue appropriée

Les vêtements dont vous avez besoin dépendent du climat, de la saison et de la durée de votre séjour loin de votre base.

Chaussures

Il est important de conserver votre mobilité et de pouvoir marcher longtemps si nécessaire. Une paire de bottines légères et étanches est l'idéal. Elles doivent être confortables. Ne les achetez donc pas juste avant de partir! Elles doivent être suffisamment grandes pour vous permettre de porter deux paires de chaussettes en coton, qui garderont vos pieds au chaud et réduiront les frictions. Les chaussures peuvent être le vêtement le plus important.

Des vêtements amples et plusieurs couches

Dans la plupart des cas, portez plusieurs couches, afin de pouvoir en retirer si vous avez trop chaud. Les couches extérieures doivent être larges; les couches intérieures doivent être en coton ou en d'autres fibres naturelles. Veillez à ne pas être pris pour un soldat, surtout si vous portez un gilet pare-balles. Essayez de porter des couleurs différentes en haut et en bas afin de montrer que vous n'avez pas endossé un uniforme. Ne portez pas de couleurs vives qui font de vous une cible facile. Emportez néanmoins dans un sac quelque chose de clair qui peut être agité pour attirer l'attention ou des vêtements blancs qui peuvent servir de drapeau blanc. Prenez un bon chapeau pour vous protéger du soleil et tenir votre tête au chaud dans le froid.

Des vêtements de protection

Si vous êtes la cible de tirs, il vous faut une protection solide. La meilleure protection est offerte par les gilets pare-balles qui couvrent le cou et l'aîne et qui ont des ouvertures dans lesquelles des plaques de blindage peuvent être insérées. Les plaques blindées en céramique sont plus légères et plus fiables que celles en métal mais elles doivent être entretenues. Un gilet pare-balles protégera dans une certaine mesure contre les projectiles à faible vitesse tirés par des armes légères et les éclats de mines. Les plaques de blindage protégeront contre les projectiles à haute vitesse et les tirs des snipers. Cependant, un gilet à deux plaques (à l'avant et à l'arrière) pèse environ 12 kilos. Il est impossible de courir longtemps

avec un tel équipement et un casque. Il existe des dispositifs de protection conçus pour les femmes, mais ceux-ci ont tendance à être plus chers. Les caméramans doivent porter des vestes possédant une protection supplémentaire pour les bras parce qu'ils tiennent leur caméra en l'air. Tous les gilets doivent être étanches. Le prix est élevé et votre société dira peut-être qu'elle ne peut se le permettre. Invitez-la à chercher des moyens de partager les frais ou des subventions auprès d'organisations de défense des médias. Il n'y a pas de raison pour que les journalistes locaux courent des risques plus importants.

Le moment où vous choisissez de porter ces équipements est une question tactique dépendant de votre besoin de mobilité et de protection. Rappelez-vous qu'une balle à haute vitesse de 12 mm peut percer du métal à 1 500 mètres. L'utilisation de vêtements de protection et de plaques de blindage est controversée. Elle ralentit les journalistes, ce qui a pour conséquence que certains violent les règles convenues avec leur rédaction en portant une protection quand ils passent à l'écran mais les retirent directement après. Les journalistes locaux ont rarement le choix de porter une protection ou non, alors que cette protection devrait leur être fournie. Les plaques blindées qui ne sont pas portées peuvent être placées dans une voiture pour augmenter la protection des passagers. ■

Partie 2

La zone dangereuse



Un caméraman saute lors de l'explosion d'un grenade paralysante dans la ville assiégée de Ramallah (Cisjordanie) le 5 avril 2002. Les journalistes tentant de couvrir une réunion entre Yasser Arafat et l'émissaire américain Anthony Zinni furent repoussés par l'armée israélienne.

Photo: AP / Nasser Nasser

Chapitre 2

Les zones de guerre et de conflit

Quand les balles commencent à siffler, il n'y a pas de méthode universelle pour ne pas être blessé, et les journalistes peuvent devenir, par erreur ou par choix délibéré, des cibles. Des travailleurs des médias opérant en première ligne ont été blessés ou tués par des balles, des éclats ou des obus de mortier tirés à distance. Les balles perdues et les ricochets causent de nombreuses victimes. Des journalistes ont été visés par des tireurs embusqués et tués dans des embuscades.

Dans les situations où plusieurs forces différentes sont impliquées dans un conflit et où les lignes de front se déplacent rapidement, il est difficile de savoir où une zone de conflit commence et où elle finit. Cependant, un journaliste conscient des dangers et prévoyant a de grandes chances de rester en vie et d'échapper aux blessures.

La meilleure défense qu'un journaliste puisse déployer réside dans la réflexion. En essayant de comprendre l'état d'esprit des combattants d'une zone de guerre et le potentiel des armes utilisées, un journaliste peut limiter les risques d'être blessé ou tué. Les journalistes doivent être capables d'évaluer les risques, y compris ceux induits par les actions qui les mettent dans la ligne de mire, ainsi que la manière la plus rapide de sortir d'une zone dangereuse. Ils doivent garder à l'esprit la carte de la région et la situation militaire. Comme les autres personnes présentes dans les zones de combat, un journaliste doit opter pour la moins mauvaise solution, parce qu'aucune n'est totalement sûre.

L'attitude des combattants vis-à-vis des journalistes

Les journalistes et les forces militaires poursuivent des buts et objectifs différents. Les premiers veulent avoir accès au terrain de sorte à pouvoir relater ce qui se passe, les seconds souhaitent conserver le contrôle de la situation militaire et gagner la bataille. Ils croient que les journalistes devraient couvrir les aspects d'une opération que les commandants veulent leur montrer.

Les soldats et autres belligérants se méfient souvent des journalistes. Les troupes en première ligne sont parfois contentes de parler ou de se faire photographier parce que cela atteste et valide leur rôle. Cependant, les médias constituent un facteur additionnel et généralement malvenu pour les commandements

militaires. Les officiers supérieurs considèrent souvent les journalistes comme une nuisance et un risque pour la sécurité. Selon la situation, ils peuvent aussi associer certains médias, voire tous, à la propagande de l'autre partie, et donc les considérer comme un ennemi potentiel, un ennemi qu'ils ne sont pas censés abattre.

Dans la mesure du possible, les forces militaires essaieront d'influencer la couverture d'un conflit en leur faveur. Les commandants amicaux cherchent à se servir des journalistes, utilisant leurs officiers de liaison pour les alimenter en propagande et désinformation et pour les détourner de ce qu'ils ne sont pas supposés savoir. Les commandants hostiles refuseront de coopérer et entraveront le travail des journalistes, voire feront tirer sur eux. Les milices peuvent considérer les médias comme une source de revenu et leur offrent leurs services et leur protection contre de l'argent.

Les officiers supérieurs sont bien conscients de l'importance d'une publicité favorable et de la nécessité de ne pas se voir imputer des décès de civils et des atrocités. Les postes de contrôle sont toutefois souvent occupés par des jeunes combattants sous-équipés, mal entraînés, fatigués et apeurés qui peuvent adopter une vision plus subjective et à court terme des événements. De leur point de vue, il peut sembler rationnel et justifié de menacer, de voler ou même de tirer sur les représentants des médias. Avant de pénétrer dans une zone dangereuse, le journaliste doit comprendre le conflit du point de vue des différentes parties en présence. Les journalistes doivent avoir une bonne connaissance du moral, de la discipline et de l'attitude des belligérants. Ils doivent également posséder de bonnes compétences en matière de relations entre les personnes pour faire retomber la pression dans les situations tendues.

Voyager avec ou sans escorte

Les militaires peuvent offrir un accès à la ligne de front et se déplacer avec eux peut constituer la seule manière de pénétrer dans les zones où vous souhaitez travailler. Ne perdez toutefois pas de vue les inconvénients que cela induit. Dans certains pays, si vous accompagnez des militaires, vous serez associés à ceux-ci et deviendrez une cible. Si vous vous déplacez avec des militaires, vous devez obéir à leurs injonctions. Si leur unité est prise sous le feu de combattants ennemis, c'est leur sécurité, celle de leurs camarades et la vôtre qui sera leur préoccupation première, pas votre article ou vos photos. Les soldats de base et les officiers de rang inférieur possèdent un pouvoir décisionnel limité. Si un soldat est assigné à votre sécurité, veillez à ce qu'il s'agisse d'un haut gradé. Les pilotes d'hélicoptère peuvent vous donner un aperçu des zones de troubles et vous permettre de prendre des clichés aériens.

Si vous vous déplacez sans « supervision » dans une zone de conflit, vous devez savoir où vous vous trouvez et où les différentes forces stationnent. Voyagez avec

VOUS POUVEZ ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME « L'UN D'ENTRE EUX »

Si vous vous déplacez avec des militaires de l'une ou l'autre partie d'un conflit, vous risquez d'être pris pour cible, soit parce que vous passerez pour un soldat, soit parce que vous serez associé à l'ennemi.

NE SOYEZ PAS PRIS POUR CIBLE PAR ERREUR

- ◆ Veillez à ce que vos vêtements ne soient pas de style militaire. Ne portez pas de camouflage.
- ◆ Rappelez-vous que les caméras peuvent être confondues avec des fusils.
- ◆ Les flashes peuvent être pris pour des éclairs dus aux armes.
- ◆ Les objectifs des caméras, les boucles de ceinture, les vêtements brillants en cuir, les cadrans des montres (tournez-les sur votre poignet) peuvent causer des reflets.
- ◆ Les lumières des caméras attirent l'attention de loin, en particulier la nuit.

quelqu'un qui a l'expérience de la zone et uniquement si vous savez que vous ne serez pas pris pour cible. Identifiez-vous en tant que représentants de la presse. Certains journalistes peignent MEDIA ou PRESS en grands caractères sur le côté et sur le toit de leur véhicule. Avant de le faire, assurez-vous que cela constituera un dissuasif efficace. Dans certains cas, cela fera de vous une cible facile. En cas de problème, identifiez-vous en tant que journaliste.

Essayez de veiller à pouvoir faire la différence entre les camps opposés, selon l'uniforme porté ou le type de véhicule ou de matériel utilisé. Ce n'est pas nécessairement facile. Les forces mal équipées ne portent pas toujours de marques distinctives claires. Dans certains conflits, les soldats récupèrent même les uniformes des morts ou des prisonniers s'ils sont meilleurs que le leur.

Si vous filmez ou photographiez des troupes ou sites militaires sans autorisation, vous risquez d'être arrêté et de vous faire confisquer votre matériel et vos pellicules. Vous pourriez même être emprisonné, voire pire.

Devenir une cible

Vous pouvez être visé pour une de ces trois raisons:

- ◆ vous vous trouvez au mauvais endroit au mauvais moment (malchance),
- ◆ vous être pris à tort pour une menace militaire,

Les Croates « ont pris une équipe de la BBC pour des soldats serbes »

Des journalistes de la BBC couvrant l'expulsion de familles serbes de leur maison en Croatie en août 1995 essayèrent des tirs de soldats croates qui les avaient pris pour des forces paramilitaires serbes.

John Schofield, 29 ans, correspondant de Radio 4 World Tonight, fut mortellement touché. Le reporter du service en langue arabe, Oma Ansawi, reçut une balle dans la jambe. Le caméraman Adam Kelliher fut atteint au poignet.

Un rapport de l'armée croate publié en 2001 déclara que les troupes avaient pris les journalistes stationnant près de leur véhicule blindé pour des paramilitaires serbes. L'équipe de la BBC, qui englobait également le correspondant de télévision Jonathan Birchall, s'était arrêtée pour prendre des photos de maisons en feu.

Le colonel Dusan Viro, porte-parole du ministère croate de la Défense, alléguait qu'une opération de grande envergure visant à déloger des troupes paramilitaires serbes était alors en cours. « La zone était consignée à tous les journalistes. En fait, je suis très étonné que des journalistes s'y soient trouvés, parce que l'accès y était interdit. »

Un soldat non identifié, présent sur les lieux au moment des faits, ajouta: « Nous n'avions pas le temps de poser des questions et ne pouvions prendre le moindre risque. Nous avons un objectif militaire et devons traiter toute personne non autorisée assimilée à un combattant ennemi comme telle. »

Le caméraman Adam Kelliher accepta que les troupes croates avaient pu commettre une erreur et ne les avaient pas visés délibérément en tant que journalistes, mais il réfuta les allégations du rapport officiel selon lesquelles des sommations avaient été lancées avant le début de la fusillade.

Source: rapport de Jane Kokan pour le Freedom Forum

<http://www.balkanpeace.org/hed/archive/sept01/hed4114.shtml>

- ◆ vous êtes journaliste.

Vous pouvez réduire les risques d'être pris pour une cible militaire en évitant d'y ressembler. Portez des vêtements civils de couleur vive et contrastant entre le haut et le bas. Soyez prudent lors que vous filmez parce qu'une caméra peut être confondue avec une arme et que votre position peut sembler menaçante. Dans certains circonstances, une caméra vidéo et un lance-missiles SAM 7 peuvent paraître similaires. La réverbération du soleil sur un objectif de caméra peut être prise pour les flammes sortant d'une arme antichar ou du canon d'une arme à feu. Vous pouvez aussi être visé parce que vous être proche d'une cible stratégique. Cela pourrait vous exposer aux tirs d'artillerie ou aux attaques aériennes.

La connaissance des armes

Les correspondants de guerre doivent développer une connaissance de base des différents types d'armes, de leur portée et de leur capacité. Cela peut vous aider à prendre des décisions cruciales pour votre survie. La précision des pistolets et des fusils est généralement déterminée par le type d'arme et la qualité de la fabrication, par les conditions météorologiques et par l'habileté (et l'état d'esprit, de fatigue, etc.) du tireur. À 1 000 mètres, un vent d'à peine 16 km/h dévierait une balle de quatre mètres de sa cible.

Les armes à basse vitesse sont les pistolets et les fusils de petite taille qui tirent des balles en dessous de la vitesse du son. Un gilet pare-balles protège efficacement contre ces armes.

- ◆ Les armes semiautomatiques capturent une partie de l'énergie de la mise à feu pour réarmer la détente. Les pistolets et fusils automatiques et semiautomatiques ont tendance à tirer en l'air et vers la droite. Avec un pistolet, un soldat bien entraîné atteindra efficacement une cible humaine à tout au plus 20 mètres. Un soldat mal entraîné n'a aucune chance à cette distance. Cette information peut vous aider à décider s'il faut vous retirer d'une situation qui vous semble hostile.
- ◆ Les armes à haute vitesse (fusils ou mitrailleuses) tirent des balles au-delà de la vitesse du son. Si vous entendez la balle, c'est qu'elle vous a déjà raté. Si vous entendez comme un craquement bien distinct, c'est que les armes sont tout près.
- ◆ Dans les mains d'un soldat entraîné, une mitrailleuse est précise à 70-100 mètres, tandis qu'un fusil d'assaut à haute vitesse le sera à 200-300 mètres. Dans des mains peu expertes, tous les fusils sont hautement imprécis. Néanmoins, un soldat mal entraîné pourra toujours vous atteindre par erreur.
- ◆ Low-velocity weapons are pistols or small rifles which fire a bullet below the speed of sound. Body armour will protect against these.



Depuis le haut: un fusil mitrailleur Sterling 9 mm, une mitrailleuse légère Sterling 5.56 et une mitrailleuse AK47.

Photo: Rob Judges



Depuis le haut, de gauche à droite: un lance-missiles antichar 66 mm à usage unique, un pistolet Colt 45, un pistolet Sig 9 mm, un fusil mitrailleur Mach 10 Ingram 9 mm, un pistolet Tokarev 9 mm de fabrication russe, un masque à gaz SR6 et une mine antichar de 5 kg de fabrication yougoslave.

Photo: Rob Judges



Les balles sont de toute forme et de toute taille. La plupart sont en plomb avec une couche de métal durci. En haut, une balle d'exercice. Les balles pointues sont des munitions standard de 7.62 recouvertes de cuivre, les balles rondes sont des munitions de 9 mm utilisées dans les armes de poing et les fusils mitrailleurs. La petite balle argentée est une balle à blanc.

Photo: Rob Judges

In the hands of a trained soldier, a sub-machine gun is accurate at 70-100 metres, while a high-velocity assault rifle is accurate at 200-300 metres. In untrained hands all guns are highly inaccurate. However, a poorly trained soldier may hit you by mistake.

Les principales armes rencontrées sur les champs de bataille sont le M-16 américain et l'AK47 (ex-soviétique), fabriqué partout dans le monde et réputé pour son fonctionnement même dans un mauvais état. Les balles tirées par ces deux armes perceront un casque en acier à plus de 1 000 mètres. Elles peuvent vous atteindre dans un rayon de 1 500 mètres.

Les snipers utilisent des fusils possédant un canon plus long et plus gros et équipés d'un viseur télescopique. Selon l'habileté du tireur, ces armes sont précises jusqu'à 600 mètres. Les snipers travaillent souvent en duo pour harceler les troupes et les civils et saper le moral (comme à Sarajevo). Ils peuvent tirer sur une victime et ensuite viser ceux qui lui viennent en aide. Certains snipers déclarent avoir tué plus de 100 personnes.

Les soldats utilisant des armes automatiques sont formés à ne pas tirer plus de deux ou trois coups à la fois. Ceux qui tirent de longues rafales sont probablement sous-entraînés. Les balles partiront en l'air, et vous avez donc intérêt à rester couché.

La plupart des balles sont faites en métal, soit en plomb avec une couche de cuivre, soit - pour percer les blindages - en plomb avec une couche en acier dur. Les balles « en caoutchouc » sont généralement recouvertes de plastique. Elles peuvent tuer si elles atteignent une zone vulnérable. Les balles dum-dum sont des balles normales qui ont été modifiées par les soldats de sorte à exploser lors de l'impact et de causer un maximum de dégâts aux organes internes. Elles sont interdites. Les balles incendiaires mettent le feu à leur cible. Les balles traçantes sont utilisées pour éclairer et diriger le feu vers une cible. Si des balles traçantes sont tirées en votre direction, inquiétez-vous.

- ◆ Les obus tirés par les chars ont une portée de 2-4 kilomètres. Si vous vous trouvez près de chars, portez des protections acoustiques.
- ◆ L'artillerie légère a une portée de 17 kilomètres, l'artillerie moyenne de 24 kilomètres et l'artillerie lourde de 30 kilomètres.
- ◆ Les missiles à têtes multiples ont une portée de presque 30 kilomètres et peuvent larguer 8 000 obus sur une zone de la taille d'un terrain de football. Certaines pièces d'artillerie ou avions tirent des missiles équipés de « missiles secondaires » qui éparpillent des éclats sur une superficie de 500 mètres de rayon autour de l'explosion principale.

Les servants d'artillerie atteignent leur cible en l'encadrant, c'est-à-dire qu'ils tirent d'abord deux coups pour le réglage, en envoyant un obus devant et un obus derrière la cible, et jouent ensuite sur la portée et la direction. Faites attention aux tirs isolés, même s'ils atteignent un endroit dégagé où il n'y a pas de cible

manifeste. Si des obus tombent des deux côtés, il se peut que vous soyez encadré. Vous devez alors vous enfuir au plus vite.

La sécurité des déplacements

Il est crucial de considérer comment et avec qui se déplacer dans une zone de conflit. Aucun journaliste ne devrait jamais se déplacer seul. Il doit toujours y avoir quelqu'un qui veille sur vous et qui sera chargé d'aller chercher du secours si vous êtes touché. Évitez de voyager avec des compagnons versant dans la bravade. Leur excès de confiance pourrait vous coûter la vie.

Évaluez bien tous les risques. Les déplacements d'une base à l'autre vous entraîneront sur des risques dangereuses, et les informations d'hier sont peut-être déjà dépassées. Vous devez conserver le sens de l'orientation au cas où vous vous retrouveriez isolé. Coopérez avec les autres mais conservez votre responsabilité personnelle.

Assurez-vous qu'une personne extérieure sait où vous allez et quand vous êtes censé arriver. Cette personne doit savoir quand donner l'alerte si vous ne donnez pas signe de vie.

Circulez dans le véhicule plutôt que sur le véhicule. Utilisez un véhicule à quatre portes afin de ne pas être coincé à l'arrière. Trois journalistes tués dans une embuscade en Afghanistan en 2001 faisaient partie d'un groupe de reporters circulant sur le toit d'un véhicule de transport de personnel blindé. Certains journalistes n'accrochent pas leur ceinture de sécurité parce qu'ils estiment que cela les empêchera de fuir si leur véhicule est attaqué. Les ceintures sont conçues pour se détacher facilement, et elles protègent le conducteur et les passagers contre les blessures graves. Le risque numéro un dans une voiture - même dans une zone de combats - reste l'accident de la route. Attachez votre ceinture.

Les convois

Les convois peuvent donner un faux sentiment de sécurité. Les convois militaires répondent à des règles et à une discipline strictes. Les véhicules sont en communication l'un avec l'autre, immédiatement prévenus de la moindre attaque, et armés. Les convois de journalistes sont souvent des suites de voitures se déplaçant dans la même direction, avec un vague sentiment de sécurité par le nombre. Si vous vous déplacez avec une escorte militaire ou des Nations unies, observez leurs règles. Si vous prenez place dans un convoi de véhicules non militaires, sachez que vous pouvez attirer l'attention des forces hostiles. Veillez à avoir votre propre carte et à savoir où vous allez et d'où vous venez. Gardez le contact visuel et ayez un lien par radio ou par téléphone entre les véhicules. Les militaires n'aiment pas voyager en tête ou en queue de convoi. Le véhicule de tête est parfois attaqué pour bloquer la route et obliger le reste du convoi à s'immobiliser.

UN CONVOI MORTEL

En 2001 en Afghanistan, une voiture dans laquelle avaient pris place quatre journalistes (un Afghan, un Australien, un Espagnol et un Italien) fut arrêté et les quatre occupants furent assassinés. Le convoi qu'ils avaient formé était trop dispersé pour être efficace.

Kurt Schork était un des correspondants de guerre les plus réputés. Il relata le soulèvement kurde dans le nord de l'Irak au début de la première Guerre du Golfe et se fit connaître dans les années 1990 pour sa couverture du conflit dans les Balkans. Il travailla également au Timor oriental. En 2000, à l'âge de 53 ans, quand Reuters l'envoya en Sierra Leone, il était considéré comme un des correspondants de guerre les plus compétents et les plus prudents.

Miguel Gil Moreno, 32 ans, qui travaillait pour les informations télévisées d'Associated Press, était à peine moins expérimenté. En 1999, il resta au Kosovo après que la plupart des journalistes occidentaux eurent quitté la région, et fut par après un des quelques correspondants occidentaux en poste à Grozny quand les forces russes attaquèrent la capitale tchétchène. Malgré son courage et son expérience, il avait, selon des collègues, exprimé son inquiétude quant à la situation en Sierra Leone. Quelques jours avant l'embuscade qui l'emporta avec Kurt Schork, il déclarait au caméraman de Reuters, Mark Chisholm: « Une de ces deux choses se produira dans cette affaire: soit l'un d'entre nous décrochera le scoop de sa vie, soit l'un d'entre nous se fera tuer. »

L'armée régulière sierraléonaise, mal équipée, combattait la guérilla du RUF. Dans une interview pour TVnewsweb, Mark Chisholm rappelle: « Il y avait 200-300 soldats qui descendaient une grande roue, tirant dans les buissons à gauche et à droite. Ils sont arrivés sur une route où ils ont rencontré une certaine résistance, et une fusillade a éclaté.

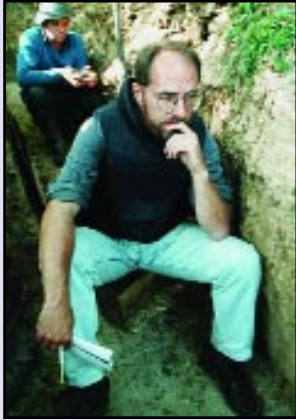
Nous savions que si nous avions avancé avec les soldats, les rebelles auraient pu sortir des fourrés derrière nous et nous attaquer. C'est pourquoi nous n'avons jamais avancé avec les soldats. »

Toute l'équipe d'AP en Sierra Leone était mise sous pression parce que celle de Reuters venait d'enregistrer deux victoires: des images de combats soudains à Rogberi Junction le dimanche 21 mai et, une semaine auparavant, des images de l'arrestation du chef rebelle Sankoh à Freetown. AP assure qu'elle n'a jamais critiqué une équipe travaillant dans des conditions dangereuses ou exercé de pression sur elle pour qu'elle prenne des risques, mais il est probable que Moreno ait eu envie d'obtenir quelque chose de fort à envoyer à sa rédaction.

Pour une raison inconnue, deux jours avant de mourir, Moreno se défit de sa propre règle de prudence et se rendit sur la ligne de front.

Aller au-delà de la ligne de front était un appel au jugement qui coûta la vie à deux correspondants de guerre expérimentés

Les pressions exercées sur les journalistes de terrain sont devenues un sujet de discussion après la mort de deux correspondants de guerre expérimentés en Sierra Leone en mai 2000. Kurt Schork (Reuters) et Miguel Gil Moreno (Associated Press) furent tués dans une embuscade tendue par le Front révolutionnaire uni près de Rogberi Junction, à 90 kilomètres de la capitale Freetown..



Kurt Schork dans une tranchée à Vitez (centre de la Bosnie) en septembre 1993. Il fut tué dans une embuscade en Sierra Leone le 24 mai 2000.

C'est alors qu'arriva la rumeur que les corps de sept casques bleus de l'ONU avaient été retrouvés dans des tranchées. Le mercredi 24 mai, l'équipe de Reuters tomba par hasard sur Miguel à Rogberi Junction. L'armée avait opéré une percée sur la route menant à Lunsar, près des mines de diamant, et un officier leur dit qu'ils pouvaient filmer l'avancée. Les chauffeurs refusèrent d'y aller, et les journalistes prirent le volant, Kurt conduisant l'équipe de Reuters dans une voiture, Miguel prenant place dans l'autre. Un lieutenant et d'autres soldats les accompagnèrent pour les protéger et les aider à franchir les postes de contrôle. Mark Chisholm, qui était assis à côté de Kurt, dit que les équipes « rivales » avaient beaucoup de respect l'une pour l'autre et n'aurait pris aucun risque pour faire la nique à l'autre. Il raconta à Tvnewsweb: « Tous les quatre, nous avons trouvé que c'était intéressant. Il n'y a pas eu de discussion. C'était la première fois que nous décidions d'aller au-delà de la ligne de front, mais nous étions tous satisfaits de cette décision. » Ils furent pris dans une embuscade après trois kilomètres, sous un déluge de balles. Kurt Schork fut atteint par une des premières balles et tué sur le coup. Miguel fut abattu et tué. Quatre soldats moururent dans l'attaque. Mark Chisholm fut blessé à la main en s'échappant de la voiture. Le photographe de Reuters Yannis Behrakis et lui furent séparément dans la forêt et se cachèrent, aucun des deux ne sachant si

l'autre était encore en vie. Ils furent récupérés par une patrouille de l'armée.

La mort de Kurt Schork et de Miguel Gil Moreno suscitérent l'angoisse parmi les autres reporters et collègues, et pas seulement parce que tous deux étaient appréciés et respectés. Les quatre journalistes qui avaient répondu à cette mission comptaient parmi les plus expérimentés des zones de guerre et si deux d'entre eux pouvaient mourir, il en allait de même pour tout le monde. Bien sûr, ces décès pouvaient être imputés à la malchance et aux risques inhérents au métier. Il subsiste toutefois l'impression dérangeante qu'ils avaient violé leurs propres règles tacites en faisant ce déplacement, même après mûre réflexion. L'équipe de Reuters y serait peut-être allée de toute façon vu qu'ils étaient trois et qu'on leur avait dit que la route était sûre, mais Miguel ne se serait sans doute jamais déplacé seul. Parfois, même les meilleurs journalistes ont du mal à trouver l'équilibre entre l'instinct de survie et l'envie de faire leur boulot.

Mark Chisholm expliqua à TVnewsweb: « À aucun moment, les dirigeants de Reuters ne m'ont demandé pourquoi nous nous étions engagés sur cette route. Ils savaient que nous étions tous des journalistes expérimentés et avaient confiance en notre jugement. Ils ont juste demandé ce qu'ils auraient pu faire de plus.

(Sources: site web de Reuters, BBC online, interview de Mark Chisholm pour TVnewsweb - <http://www.ksmemorial.com/chisTVNW.htm> - et Peter Maass, « Deadly Competition », in: Brill's Content, septembre 2000. L'article de Peter Maass est disponible en ligne à l'adresse www.petermaass.com, dans la section « magazine articles ».)

VOYEZ-VOUS PAR LES YEUX DU SOLDAT

« Mettez-vous dans les chaussures des autres. Le soldat peut être un gamin de 17 ou 18 ans sous-entraîné et apeuré. Les agissements d'un individu peuvent être rationnels dans le contexte d'un environnement hostile. »

Andy Kain, formateur, AKE



Sur cette image prise de la télévision, un journaliste allemand est couché sur le sol, après avoir été abattu le 13 juin 1999 près de Dulje, à 40 kilomètres au sud de Pristina, la capitale du Kosovo. Des inconnus ont ouvert le feu sur une voiture transportant deux journalistes allemands, tuant l'un d'entre eux et blessant l'autre.

Photo: AP/télévision tchèque

Les postes de contrôle

Le passage aux postes de contrôle peut constituer un moment de tension et de danger potentiel. Ils peuvent être gardés par des milices, des guérilleros ou des soldats de l'armée régulière qui ont perdu le moral et le sens de la discipline. Votre objectif est de passer en sécurité. Soyez toujours poli et évitez la confrontation.

Abordez un poste de contrôle avec rien d'autre dans les mains que les documents nécessaires. Identifiez-vous en tant que journaliste. S'il s'agit d'un contrôle de routine et si les soldats de faction n'émettent aucune objection, soyez poli mais ne donnez pas d'autres informations que celles qu'ils vous demandent et ne soyez pas trop curieux. N'essayez jamais de filmer sans autorisation.

En cas de problème et si les soldats se montrent hostiles ou vous mettent des bâtons dans les roues, essayez de calmer la situation. Offrez une cigarette ou un bonbon. Si les soldats et vous parlez une même langue, entamez une conversation sur autre chose que le conflit, comme le sport ou la famille. Dites-leur votre nom. Faites-leur comprendre que vous savez où vous êtes et que d'autres le savent également.

Vous courez plus de risques avec les miliciens mal entraînés et peu disciplinés. Restez sur vos gardes si des soldats vous semblent mous, s'ils ne vous regardent pas en face et n'affichent aucun sentiment. Il se pourrait qu'ils ne mesurent plus la valeur de la vie humaine. Inquiétez-vous si les pupilles d'un soldat sont anormalement rétractées. Il est peut-être sous l'influence de stupéfiants, et les stupéfiants réduisent les inhibitions.

Quand vous présentez vos papiers, vous pouvez aussi montrer une photo de votre conjoint ou de vos enfants, quelque chose qui vous humanise. Faites clairement comprendre que des gens vous attendent, savent où vous êtes et vous chercheront si vous n'arrivez pas. Il faut que les soldats comprennent que vous ne représentez aucune menace pour eux, mais que vous avez des droits et qu'il pourrait y avoir des conséquences si vous êtes blessé ou harcelé. Restez courtois.

La recherche d'un abri

Faites la distinction entre la recherche d'un abri contre les regards et d'un abri contre les balles.

L'abri contre les regards

Vous pouvez être vu à cause de votre forme, de votre éclat, de votre silhouette ou de vos mouvements. Si vous ne voulez pas être vu, ne portez pas de vêtements clairs. Salissez les équipements brillants. Pensez à l'effet du soleil sur les objectifs.

L'abri contre les balles

Ne vous réfugiez pas dans un endroit d'où quelqu'un a tiré récemment. Cette

zone sera une cible active. Pour être efficace, un abri doit arrêter les balles et pas seulement vous protéger des regards. Un petit arbre, une barrière en bois ou une carcasse de voiture ne vous protégeront pas. Il n'y a que dans les séries policières qu'une porte de voiture arrête les balles. La terre excelle dans l'absorption des balles; c'est pour cette raison qu'on l'utilise pour remplir les « sacs de sable ». Un trou ou une déclivité dans le terrain vous protégeront contre les regards et contre les balles. Si des journalistes disposent d'un véhicule blindé, utilisez celui-ci pour vous mettre à l'abri. Si vous devez vous cacher derrière une voiture normale, essayez de mettre le bloc moteur entre vous et le tireur. Évitez le réservoir. Les murs de briques semblent apporter une certaine protection, mais ils sont de peu d'utilité face aux armes modernes. À l'intérieur d'un bâtiment, cherchez une pièce sans murs extérieurs; une salle de bain d'hôtel peut faire l'affaire.

Ne sortez pas la tête. Si vous devez regarder, faites-le sur le côté et le plus près possible du sol plutôt que par le haut. Même si vous êtes derrière un mur, couchez-vous sur le sol et offrez la plus petite zone de visée possible. Quand vous cherchez un abri, évaluez immédiatement votre position et envisagez votre retraite vers un endroit plus sûr. Quand vous en sortez, courez et restez plié. Si vous êtes plusieurs, traversez la zone dangereuse à intervalles irréguliers. Ne bougez pas tous en même temps. Essayez de mettre le terrain, la végétation et les bâtiments entre vous et le tireur. Gardez vos réserves d'énergie. Si vous êtes épuisé, laissez tomber votre matériel et sauvez votre vie.

Si vous vous trouvez dans un bâtiment pris sous le feu, cassez les vitres et évacuez tout ce qui est inutile. Tout ce qui n'est pas fixé au sol volera avec la force d'une explosion. Si possible, mouillez les matelas et mettez-les contre les murs et les portes pour vous protéger contre les balles et les éclats. Gardez l'eau dans des seaux couverts de sorte à avoir de l'eau propre pour boire et vous laver.

Le bon sens dans les zones de combats

Savez-vous où sont les combattants? D'où les tirs risquent-ils de venir? Relevez votre position et essayez de savoir comment vous sortir d'une situation d'urgence.

- ◆ Ne versez pas dans l'excès de confiance. Connaissez vos propres limites.
- ◆ Assumez la responsabilité de vos propres décisions. Ne vous laissez pas attirer contre votre instinct dans des situations mortelles par d'autres journalistes.
- ◆ Se rapprocher ne constitue pas toujours une bonne chose. Pensez à une position plus élevée, plus distante. Les images explicites sont rarement diffusées.
- ◆ N'emportez jamais de souvenirs. Les mines peuvent être déguisées en toutes sortes d'objets attirants.
- ◆ Ne portez jamais d'arme, vous perdriez votre statut de civil.
- ◆ Restez propre et gardez un moral élevé. Veillez à votre condition physique.

La formation a aidé Snezana à rester calme sous la pression

La correspondante de télévision Snezana Lupevska participa au premier cours de formation à la sécurité en Macédoine, organisé par la FIJ et le Centre de la presse macédonienne en octobre 2000.

Quatre mois plus tard, elle se rendit avec une équipe de la chaîne de télévision A1 dans le village de Tanusevci, à la frontière avec le Kosovo.

Snezana et son équipe furent arrêtés et interrogés par des miliciens albanais, dont certains portaient les insignes de l'Armée de libération du Kosovo.

Snezana raconte: « Ils étaient armés, ont tiré en l'air et nous ont encerclés. La chose positive est que mon équipe et moi sommes restés très calmes et avons essayé de paraître aussi amicaux que possible et de parler avec les membres de l'UCK. Heureusement, ils ne s'en sont pas pris à nous. Le séminaire sur la sécurité nous a été d'une grande aide. C'est malheureusement dans mon pays que j'ai eu l'occasion de mettre en pratique ce que j'avais appris. » ■

When Alex Perry and his translator
 Quand Alex Perry et son traducteur
 pénétrèrent dans le fort de Qala-i-Jangi,
 ils restèrent derrière un mur avec des
 membres de la Croix-Rouge pendant
 la bataille faisait rage. Par après, ils
 purent se rapprocher des commandants
 de l'Alliance du Nord, des SAS, des
 forces spéciales américaines et des
 agents de la CIA.

« Les talibans tenaient le quart sud-ouest du fort, tandis que le poste de commandement de l'Alliance du Nord se situait à l'extrémité sud-est. Les échanges de tirs durèrent toute la journée. Nous étions derrière des murs de 20 mètres mais nous voyions des gens revenir touchés. La lutte était âpre. Je devais voir cela.

Un traducteur des forces spéciales s'enfuit et le mien fut appelé. J'étais aux côtés des soldats des forces spéciales quand ils demandèrent le bombardement. J'ai mis mon sort entre leurs mains. Je me sentais relativement

en sécurité et me disais que les membres de l'Alliance du Nord et des forces spéciales ne voulaient pas mourir. La première journée, cela a bien fonctionné, mais le lendemain, ils passèrent dans la tour nord-est.

Mon traducteur voulait que nous partions, mais je sentais que ce n'était pas possible. Il a demandé à un commandant afghan de nous ordonner de partir. Avec trois collègues, nous sommes sortis sous la contrainte. Une demi-heure plus tard, une bombe de 2 000 livres guidée par laser frappa l'endroit où nous nous trouvions auparavant, tuant plus de dix personnes. »

Alex resta une semaine, rédigeant pour Time un article criant de vérité sur la mutinerie. Il est toutefois bien conscient qu'il a failli perdre la vie. « Pendant trois jours, les combats se sont sans cesse rapprochés, et les talibans avaient pris possession de mortiers. Une nuit, je suis sorti du fort trop tard, à 100 mètres de soldats de l'Alliance du Nord qui nous ont pris pour des talibans qui tentaient de s'échapper et nous ont tiré dessus. Nous avons couru jusqu'à ce qu'ils abandonnent la poursuite. »

Le journaliste d'ITN Andrea Catherwood fut blessé au même endroit quand un prisonnier taliban lança une grenade qu'il avait dissimulée.

Depuis lors, Alex a suivi un cours sur la sécurité, et en est très content. « Ce cours a été fantastique. J'ai maintenant la confiance nécessaire pour prendre de meilleures décisions. ■

L'inquiétude du traducteur sauve un reporter de « tirs amis » mortels

Alex Perry, reporter au magazine Time, fut le premier journaliste occidental à atteindre le fort de Qala-i-Jangi, en Afghanistan, en décembre 2001, quand les prisonniers talibans prirent le contrôle d'une partie du fort. Il fut le seul journaliste présent pendant les trois jours de mutinerie. Il apprit qu'il était parfois nécessaire d'être proche de l'action, mais aussi qu'écouter un collègue et se retirer peut parfois vous sauver la vie.

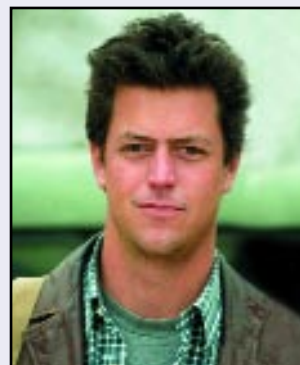


Photo: Time Magazine



Des photographes passent devant des voitures et des maisons détruites à Orahovac (Kosovo) après le retrait des rebelles albanais en juillet 1998. Photo: AP / Srdjan Ilic

Souvenez-vous que vous pourriez devoir courir pour sauver votre peau.

- ◆ Soyez conscient du potentiel d'erreur quand vous observez des tirs d'artillerie ou des bombardements sur des positions proches. Vous risquez d'être touché par les « tirs amis ».
- ◆ Si d'autres journalistes commencent à quitter l'endroit, c'est qu'ils sont au courant de quelque chose que vous ne savez pas. Faites attention aux civils. Si des rues animées se vident soudainement, envisagez une retraite rapide.

Après la bataille

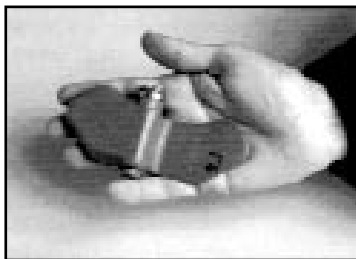
- ◆ Si vous vous rendez sur les lieux d'une bataille, sachez qu'il peut y avoir des mines ou des obus qui n'ont pas explosé et que des bâtiments peuvent être dangereux.
- ◆ Ce qui monte doit nécessairement redescendre. Les miliciens célèbrent souvent la fin d'une bataille en tirant en l'air. Ces balles redescendent à une vitesse d'environ 190 km/h. De nombreuses victimes ont été tuées ou blessées après ces célébrations.

DANS LA ZONE DE COMBATS

- ◆ Ne soyez pas trop confiant.
- ◆ Respectez vos propres limites.
- ◆ Assumez la responsabilité de vos décisions propres.
- ◆ Plus près n'est pas toujours mieux.
- ◆ Ne portez jamais d'arme.
- ◆ Restez propre et gardez le moral.
- ◆ Ne vous approchez pas trop des bombardements, même s'il s'agit de « tirs amis ».
- ◆ Prêtez de l'attention à ce les autres font.
- ◆ N'emportez pas de souvenirs de la bataille, ils peuvent exploser.
- ◆ Ce qui monte doit nécessairement redescendre. Faites attention aux tirs de joie
- ◆ Même des détails comme la portée des fusils sont des informations utiles et des connaissances de base essentielles. »

INFORMATIONS SUR LES MINES

Vous trouverez des informations sur les mines sur le site web du Comité international de la Croix-Rouge (<http://www.icrc.org>).website — <http://www.icrc.org>



Une mine papillon, très attirante pour les enfants mais mortelle.



Une mine de type Claymore, remplie de billes et posée contre un arbre. Si elle est actionnée, elle enverra les projectiles à très grande vitesse en direction de l'observateur.

Les champs de mines

Les Nations unies ont estimé qu'en 1995, au début de la campagne visant à les interdire, il y avait quelque 120 millions de mines antipersonnel dans le monde. Depuis lors, le traité d'Ottawa de 1997 a débouché sur la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, entrée en vigueur le 1er mars 1999 et, au 1er janvier 2003, signée par 133 pays et ratifiée par 131. L'Afghanistan et l'Angola, deux des pays les plus minés au monde, ont ratifié la convention mais, au moment de la rédaction de ce guide, ni l'Irak ni les États-Unis ne l'avaient fait.

Les mines antichar (qui ne sont pas couvertes par la convention) détruiront votre véhicule et tueront ses occupants si vous roulez dessus. Une mine antipersonnel est un engin explosif conçu pour mutiler ou tuer celui qui marche dessus. Elles continuent à faire des victimes, soldats comme civils, adultes comme enfants, des dizaines d'années après la fin des combats.

Dans les cinq années qui suivirent la signature des Accords de Dayton, plus de

1 250 Bosniaques - essentiellement des civils - furent tués ou blessés par des mines antipersonnel. En Afghanistan, entre avril 1998 et décembre 2000, le Comité international de la Croix-Rouge dénombra 2 686 victimes de mines antipersonnel et d'obus non explosés, c'est-à-dire trois par jour. La moitié des victimes étaient des enfants de moins de 18 ans.

Les mines antipersonnel peuvent prendre une forme aussi simple que celle d'une boîte d'explosifs mis à feu par un fil qui fait contact. Les mines à fragmentation contiennent des roulements à billes ou de la mitraille conçus pour tuer et mutiler dans un grand rayon. Quand elle est activée, une mine à fragmentation à ressort saute à une hauteur d'un mètre et envoie des éclats mortels jusqu'à 200 mètres de distance. Les mines peuvent être petites et légères et larguées depuis des hélicoptères. Les mines papillons sont célèbres pour l'attraction qu'elles suscitent chez les enfants.

Jetez un coup d'œil aux types de mines utilisés dans la zone où vous vous rendez et à leur aspect quand elles sont cachées. Un journaliste introduit par un collègue dans une zone de guerre a été frappé par le nombre d'enjoliveurs présents sur le bord de la route. Ne pénétrez pas dans des zones dont on sait qu'elles ont été minées.

Visé en tant que journaliste

La présence de journalistes, et en particulier d'une caméra, influence les événements et les combattants. Soyez à l'affût des signes d'hostilité. Si vous avez été témoin de meurtres ou de violences de la part de forces armées ou relevé les preuves d'atrocités, restez calme et naturel, cachez votre pellicule et gardez vos

caméras couvertes. Les soldats sont de plus en plus conscients des risques d'être poursuivis pour crimes de guerre et, s'ils se sentent compromis, voudront détruire les preuves et, dans les cas extrêmes, éliminer les témoins, surtout ceux possédant une caméra ou un magnétophone. Donnez l'impression que vous n'avez rien vu et éloignez-vous le plus vite possible.

Le conflit israélo-palestinien: quand les médias sont dans la ligne de mire

Les journalistes courent des risques supplémentaires dans les conflits de longue haleine et profondément ancrés, dans lesquels les images diffusées dans le monde sont considérées comme faisant partie de la lutte pour le pouvoir. Cette quête du contrôle des images n'a été nulle part aussi évidente et, partant, aussi dangereuse pour les journalistes que dans le conflit israélo-palestinien. On estime que 2 645 personnes ont été tuées au cours des 25 premiers mois de l'insurrection palestinienne contre l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, entre fin septembre 2000 et début novembre 2002. Sur ces victimes, 1 957 (74%) étaient palestiniennes et 639 (24%) israéliennes.

Ce n'est pas une guerre au sens conventionnel. Les violences ont lieu essentiellement en zone palestinienne, lors d'affrontements entre des jeunes qui lancent des pierres et l'armée israélienne lourdement équipée. En Israël, les victimes ont été causées par des kamikazes, et les journalistes ne sont présents qu'après l'événement. Les affrontements en zone palestinienne commencent souvent comme des émeutes. Cependant, les journalistes sont si souvent visés et les dangers courus par les photographes, caméramans et correspondants si élevés que ceux-ci travaillent effectivement dans une zone de guerre. De nombreuses blessures sont dues aux tirs des forces de défense israéliennes (FDI), mais des journalistes ont également été menacés par l'Autorité nationale palestinienne (ANP), qui essaie de supprimer les images « défavorables » à la cause palestinienne.

Les autorités israéliennes ont tenté de contrôler les journalistes, et en particulier les journalistes palestiniens travaillant pour des médias internationaux, en retirant les cartes de presse et les laissez-passer. Elles sont également intervenues physiquement contre les médias palestiniens en faisant sauter des émetteurs et des bâtiments. Bien que les FDI répètent qu'elles ne visent pas les journalistes, les nombreux tirs, passages à tabac et manœuvres de harcèlement ressemblent à une politique, délibérée ou par défaut. Les militaires qui considèrent les journalistes comme étant « du côté » des lanceurs de pierres palestiniens savent qu'ils ne risquent pas grand chose s'ils tirent sur les photographes, caméramans ou correspondants.

L'Institut international de la presse, qui représente les éditeurs, dirigeants des médias et journalistes de haut rang, a publié un rapport détaillé sur les attaques menées contre les journalistes couvrant le conflit israélo-palestinien sur les 20



Un caméraman de télévision aide un confrère palestinien blessé par balle à Ramallah, en octobre 2000. Photo: AP /Nasser Nasser

Les sources du rapport de l'IIP

Le rapport de l'IIP, intitulé *Press Freedom Violations in Israel and Occupied Palestinian Areas September 28 2000 - April 20 2002*, se base sur des informations collectées par le Comité de protection des journalistes (CPJ), Reporters Sans Frontières (RSF), la Fédération internationale des journalistes (FIJ), Associated Press (AP), Reuters, le Centre palestinien des droits de l'homme (PCHR), la Société palestinienne pour la protection des droits de l'homme et de l'environnement (LAW), la télévision d'Abu Dhabi, la télévision Al Wattan, Miftah (initiative palestinienne pour la promotion du dialogue et de la démocratie dans le monde), Addameer (association de soutien aux prisonniers et de défense des droits de l'homme), B'tselem (centre israélien d'information sur les droits de l'homme dans les territoires occupés) et d'autres organisations de médias. Le rapport complet est disponible sur le site web de l'IIP à l'adresse <http://www.freemedia.at/index1.html>.

mois séparant septembre 2000 d'avril 2002. Ce rapport conclut que 81% des violations de la liberté de la presse avaient été perpétrées par des Israéliens, généralement par les FDI. La majorité des journalistes qui en ont été victimes étaient des Palestiniens. Les autorités palestiniennes se sont elles aussi rendues coupables de telles violations.

L'IIP a conclu que, depuis le début de la crise en Israël et dans les territoires occupés le 28 septembre 2000, les journalistes ont été à plusieurs reprises visés, frappés, arrêtés, menacés et intimidés par les soldats, la police, les politiciens, les colons et les civils israéliens, ainsi que par la police, les politiciens et les civils palestiniens. Sur un total de 220 incidents, il y a eu six morts. Des journalistes et travailleurs des médias ont été blessés par des tirs, des éclats ou des balles en caoutchouc, et harcelés et physiquement agressés d'autres manières.

Au moins 165 violations de la liberté de la presse ont été perpétrées par les autorités israéliennes. Douze violations ont été commises par des colons israéliens et une conjointement par des soldats et des colons. Quinze violations ont été le fait des autorités palestiniennes, quatre de paramilitaires palestiniens et cinq de civils palestiniens. Cinquante-deux travailleurs des médias palestiniens ont été agressés, 17 frappés, 29 blessés par balle et 8 autres visés. Sur les six journalistes tués, six étaient palestiniens et un italien. Quatre d'entre eux ont été abattus par des Israéliens un par des paramilitaires palestiniens; les responsables du sixième décès n'ont pas été identifiés.

Le 17 décembre 2001, les FDI ont publié un rapport sur les tirs des soldats israéliens visant des journalistes. Un seul soldat a été jugé coupable d'avoir tiré sur un journaliste. Son officier supérieur a fait l'objet d'un blâme. Le rapport ne s'est intéressé qu'à sept cas, dont aucun ne concernait des journalistes palestiniens.

Le 29 septembre 2000, jour où tombèrent les premières victimes de l'Intifada, le journaliste indépendant Khaled al-Zeghary fut tabassé par des soldats israéliens et atteint d'une balle en caoutchouc dans la jambe alors qu'il couvrait les affrontements sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem. Zeghari raconte: « Je filmais, couché sur le sol. Soudain, les soldats se sont approchés et ont commencé à me frapper la tête et les épaules avec des matraques et des bâtons. » Zeghari ne réalisa pas qu'il avait également été atteint par une balle en caoutchouc jusqu'à ce que des médecins l'auscultent. Il déclara que c'était la vingtième fois qu'il se faisait agresser par des soldats israéliens.

Le 21 octobre, Ibrahim Al Husary, travaillant pour la télévision Al Wattan; Jamal Ismail Al-Arouri, photographe pour l'Agence France Presse (AFP); et Jacques-Marie Bourget, reporter à Paris Match, furent touchés par un sniper israélien alors qu'ils couvraient des affrontements à Al Bireh, dans les faubourgs de Ramallah. Al Husary déclara qu'ils étaient facilement identifiables en tant que représentants de la presse grâce à leurs caméras. Bourget fut rapatrié en France

pour y être opéré. Son éditeur adjoint était formel: « Un homme de 57 ans peut difficilement être pris pour un lanceur de pierres de 15 ans. »

Le 11 novembre, Yola Monakhov, une photographe américaine travaillant pour AP, fut atteinte par des tirs directs de soldats israéliens à Bethléem (Cisjordanie), qui lui causèrent de graves blessures à la vessie, aux organes internes et au bassin. Monakhov était avec un petit groupe de jeunes Palestiniens qui cassaient des pierres pour les lancer avec leur fronde. Quand un soldat israélien apparut et les visa, Monakhov s'enfuit avec les jeunes, qui s'abritèrent dans un petit recoin. Son sac à dos l'empêcha de se mettre complètement à l'abri. Au début, l'armée nia avoir tiré sur une journaliste mais elle présenta par après ses excuses à Monakhov. Le rapport officiel établit que le soldat avait violé les règles d'engagement des FDI mais n'avait pas visé intentionnellement la journaliste.

Le 12 novembre 2000, des soldats israéliens arrêtaient le caméraman de Reuters Mazen Dana près de la colonie juive de Kiryat Arba, et l'empêchèrent de pénétrer dans Hébron. Dana voyageait avec Mary Robinson, la Haute commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. À la suite des protestations de Mme Robinson, Dana fut autorisé à poursuivre sa route. Des colons juifs attaquèrent la voiture de Dana à l'aide de pierres et de barres de métal. Le journaliste fut emmené au poste de police local et interrogé.

Les autorités palestiniennes se sont elles aussi rendues coupables de harcèlement et de menaces à l'encontre de journalistes. Le 12 octobre 2000 à Ramallah (Cisjordanie), une équipe de la télévision italienne RAI filma l'assassinat de deux Israéliens par des civils palestiniens qui avaient pris d'assaut un commissariat de police. L'Autorité nationale palestinienne (ANP) tenta de confisquer la bande, frappant le caméraman et agressant les membres de l'équipe. La RAI retira son personnel du Moyen-Orient après avoir reçu des menaces.

Le 15 novembre, les forces de sécurité palestiniennes débarquèrent dans les locaux de la chaîne de télévision Al-Roa, basée à Bethléem, tabassèrent le directeur Hamdi Farraj et menacèrent de tuer les membres du personnel. Les militaires fermèrent les portes de la station et confisquèrent les clés. La chaîne fut frappée d'une interdiction d'émettre mais put reprendre ses émissions plus tard. En janvier 2001, l'ANP arrêta Majdi al-Arbid, un caméraman possédant une société de production dans la Bande de Gaza, en relation avec la diffusion d'images d'une exécution menée par l'ANP sur Channel 2, une télévision israélienne.

Le 17 janvier 2001, des tueurs masqués abattirent dans la Bande de Gaza Hisham Mekki, le directeur de la radiotélévision publique palestinienne et membre du Fatah. Les Brigades palestiniennes Al Aqsa revendiquèrent l'assassinat.

Tout au long de 2001 et de 2002, la majorité des attaques contre des médias continuèrent à être l'œuvre des FDI. Le 28 janvier 2001, le caméraman Ashraf Kutkut et les journalistes Mas'adah Uthman et Duha Al Shami, travaillant pour Al Wattan, furent attaqués par les troupes israéliennes à Ein Kenia, un village

Un indépendant ne peut pas se payer un gilet pare-balles ou une assurance

Roddy Scott, un journaliste indépendant travaillant pour Frontline Television News, fut tué alors qu'il tournait un film sur la guerre pour l'indépendance de la Tchétchénie.

Il était en train de filmer des combats entre les forces tchéchènes et russes en Ingouchie en septembre 2000 quand il mourut.

Scott, 31 ans, travaillant en tant que freelance sur un projet à long terme sur la campagne en Tchétchénie.

Dans un article pour Guardian Media, Vaughan Smith, le directeur de Frontline, écrivit que les indépendants comme Roddy passaient des mois à tourner des films à leurs propres frais. « Roddy a dû attendre un paiement de 500 livres avant de pouvoir faire ce voyage, et ne possédait ni assurance ni gilet pare-balles. Roddy a évalué lui-même mes risques et décidé que cela valait la peine de les courir. Il pensait que les médias internationaux manquaient à leurs obligations en ne prenant pas les risques nécessaires pour couvrir les événements de Tchétchénie. » ■

situé près de Ramallah, et ce, bien qu'ils étaient tous en possession de cartes de presse valables. Al Shami fut frappé et les caméras et cassettes rendues uniquement après avoir été contrôlées par les autorités israéliennes.

Khalid Jahshan, un photographe de la télévision palestinienne; Husam Abu-Allan, un photographe de l'AFP, et Lu'ay Abu-Haykal, un photographe de Reuters furent passés à tabac par des soldats israéliens alors qu'ils couvraient les affrontements entre des jeunes Palestiniens et les FDI à Hébron le 11 février. Quand les journalistes essayèrent de se défendre, un soldat israélien asséna un coup de crosse à l'un d'entre eux, tandis qu'un autre pointa son canon sur la tête d'un journaliste. Leurs cartes d'identité furent temporairement confisquées.

Al-Jazira, la chaîne de télévision qatariote, est fort regardée par les Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et en Israël. Ses envoyés ont été harcelés tant par les autorités israéliennes que par les autorités palestiniennes. En décembre 2001, son correspondant Saif Shahin fut passé à tabac par les forces de sécurité palestiniennes à la sortie de son bureau à Gaza. En mars 2002, les bureaux d'Al-Jazira à Ramallah furent la cible des tirs de mitrailleuse d'un char israélien peu après que des correspondants eurent terminé l'interview d'un ministre palestinien.

Le 20 avril, des troupes israéliennes touchèrent Laila Odeh, responsable du bureau local de la télévision d'Abu Dhabi, à la jambe, pendant que son équipe tournait dans le camp de réfugiés de Rafah à Gaza. Odeh s'identifia en tant que journaliste auprès des soldats israéliens tout proches et quitta immédiatement la zone quand elle en reçut l'ordre. Elle fut blessée alors qu'elle s'en allait. Après avoir essuyé des critiques, l'armée israélienne déclara que « la présence de journalistes parmi les émeutiers et à des points de friction constitue un danger pour leur bien-être ».

Le journaliste de la télévision française TF1 Bertrand Aguirre fut touché alors qu'il couvrait des affrontements près de Ramallah (Cisjordanie) le 15 mai, en compagnie d'un groupe de caméramans. Des images tournées par la télévision AP montrèrent un garde-frontière israélien, la cigarette pendante, sauter d'une jeep vert foncé, pointer calmement son M-16 en direction des équipes de télévision et tirer un seul coup. « Si je n'avais pas porté cette veste, je serais mort », déclara Aguirre par la suite. La police israélienne décida de ne pas entamer de poursuites, « par manque de preuves ».

En juillet 2001, les autorités militaires israéliennes ordonnèrent aux officiers supérieurs de protéger les journalistes couvrant les combats de rue en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Quelques jours plus tard, des soldats israéliens attaquèrent sept journalistes observant des affrontements après qu'un groupe religieux juif eut voulu gravir le Mont du Temple, appelé « Esplanade des mosquées » par les musulmans. Le photographe de Reuters Ammar Awad déclara qu'un soldat lui avait donné un coup de pied dans les dents et avait continué à l'attaquer après qu'il se fut enfui.

Mohammad Al Bishawi, 27 ans, photographe pour Al Hayat Al Jadida, et Othman Ibrahim Qatanani, 24 ans, journaliste au quotidien Al Quds, furent tués en même temps que six autres personnes alors qu'ils interviewaient des dirigeants politiques du Hamas dans le centre de Naplouse le 13 juillet. Un hélicoptère israélien tira deux missiles dans les fenêtres de l'appartement.

Le 13 août, des soldats israéliens attaquèrent Abdel-Nasser Abdoun, un caméraman, et Tarek Abdel-Gaber, un journaliste, travaillant tous deux pour l'agence de presse égyptienne MENA, relatant une manifestation palestinienne au poste de contrôle de Qalandia. L'armée israélienne déclara que les journalistes avaient « provoqué » les soldats. Après une protestation officielle, un militaire israélien fut arrêté.

Mohamad Al Razem, photographe pour la télévision Al-Amal à Hébron, fut arrêté le 29 août. Des soldats israéliens immobilisèrent sa voiture qui portait l'indication « Presse », brisèrent son appareil et confisquèrent ses pellicules. Même si le contrôle de sécurité s'était avéré négatif, des soldats le suivirent jusque chez lui et firent sortir tous les occupants mâles de sept appartements. Ils fouillèrent le flat d'Al Razem et enfermèrent sa famille dans une pièce. Al Razem fut interrogé jusqu'au lendemain 14 heures. Il a été arrêté à plusieurs reprises depuis lors, mais aucune charge n'a jamais été retenue contre lui.

Après les attentats de New York et de Washington le 11 septembre 2001, les autorités palestiniennes essayèrent d'empêcher les médias de filmer les scènes de joie parmi la population. Le secrétaire du cabinet de l'Autorité nationale palestinienne Ahmed Abdel Rahman déclara que l'ANP ne pouvait pas « garantir la sécurité » d'un caméraman d'AP si sa séquence était diffusée. La police palestinienne emprisonna également cinq journalistes couvrant une manifestation organisée dans le camp de réfugiés de Nusseirat en hommage à un kamikaze. La police ordonna aux médias de ne pas diffuser les appels à la grève générale, les activités nationalistes, les manifestations ni les informations relatives à la sécurité sans l'autorisation explicite des services de sécurité. Elle intima ainsi pour la dixième fois l'ordre à la télévision Al-Roa de cesser ses émissions.

Israël a visé à plusieurs reprises le siège de la radiotélévision « La Voix de la Palestine ». En décembre 2001, des missiles frappèrent le principal émetteur à Ramallah et des bulldozers rasèrent le bâtiment. En 2002, le Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan condamna une deuxième attaque similaire.

En décembre 2001, la FIJ et la LAW condamnèrent la décision d'Israël de remplacer les cartes de presse des Palestiniens travaillant pour des chaînes étrangères par des cartes oranges les désignant comme des accompagnateurs de journalistes étrangers. Par conséquent, 450 travailleurs des médias palestiniens furent empêchés de couvrir les événements en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, parce que la carte de presse est la seule carte que les forces de sécurité reconnaissent.

« Une étoile de David bleue volait au-dessus d'un mur de terre de trois mètres de hauteur. En face du mur, quelque 100 enfants palestiniens lançaient des pierres et des cocktails Molotov vers les forces israéliennes. Derrière le mur stationnaient des chars israéliens et des voitures. Nous n'étions là que depuis cinq minutes quand de longues rafales de mitrailleuse venant d'un char nous obligea à nous mettre à l'abri. Les enfants palestiniens jouaient à une variante mortelle de Cowboys et Indiens, se défiant mutuellement d'approcher le

plus possible des soldats israéliens pour leur lancer des pierres et des cocktails Molotov. Nous avons filmé un des enfants courant vers le périmètre de sécurité israélien avec un drapeau palestinien, qu'il accrocha aux barbelés, quand plusieurs soldats pointèrent leur arme vers lui.

Quand les jets de pierre se firent trop durs, les soldats israéliens répondirent en tirant des balles en caoutchouc et, moins souvent, à balles réelles.

Le carrefour de Karni avait la réputation d'être un endroit particulièrement dangereux, où les tirs étaient fréquents et où plusieurs Palestiniens étaient blessés et tués chaque jour. L'armée israélienne était en alerte constante en raison des incidents antérieurs ayant impliqué des attentats à la bombe et des snipers.

J'étais à Gaza depuis deux semaines, et Ben Wedeman, le chef du bureau de CNN au Caire, qui parle couramment arabe, venait de renforcer notre équipe. Les deux journées précédentes avaient été relativement calmes, et nous étions partis en reconnaissance pour familiariser Ben avec la région.

Nous portions nos blindages de protection et les enfants palestiniens, totalement découverts, qui s'abritaient avec nous derrière les fourrés et les murs nous taquinaient gentiment. L'équipement est chaud et encombrant, mais même une balle en caoutchouc peut être mortelle si elle vous atteint à un endroit vulnérable. Soudain, les deux côtés commencèrent à utiliser de plus en plus de vraies balles. Les enfants palestiniens cessèrent de se moquer et s'abritèrent derrière les journalistes portant des gilets pare-balles. Il était évident que nous étions en plein milieu de ce qui était devenu une véritable zone de guerre, avec une débauche de tirs de mitrailleuses et de lance-grenades. De notre position privilégiée, nous pouvions voir une grande route qui grimpait sur une colline vers les lignes israéliennes. Nous voyions les enfants palestiniens se replier derrière la colline, loin du poste avancé. À cet endroit, les tirs étaient presque continus, et je vis un des enfants s'effondrer en pleine course, tenir sa jambe et appeler à l'aide.

Profitant d'une accalmie, je sortis la tête pour voir d'où venaient les tirs. À ma grande horreur, je vis des explosions

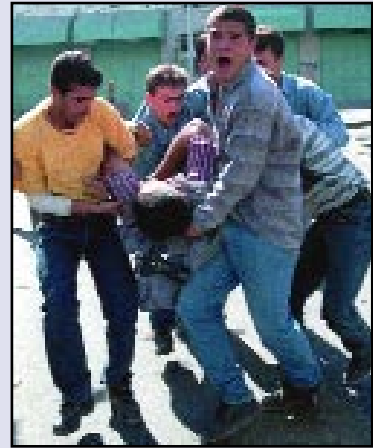
Sauvé par un blindage de protection après avoir été visé dans le dos par un tireur embusqué

Le producteur de CNN **Bruce Conover** et son collègue Ben Wedeman se trouvaient au carrefour de Karni (Bande de Gaza) en octobre 2000, quand une émeute éclata dans une zone dangereuse. Bruce Conover fut secoué quand son collègue fut touché. D'après IPI Global Journalist, premier trimestre 2001

de petits nuages de fumée, un soldat israélien utilisant un lance-grenades pour arroser une petite oliveraie située à 15 mètres de l'endroit où mon caméraman Dave Albritton et moi nous trouvions, en direction de l'endroit où Ben et le caméraman Mohammed Ali se cachaient derrière des branches. Mohammed, qui avait servi dans l'armée jordanienne dans sa jeunesse, comprit immédiatement qu'ils avaient été vus et qu'ils étaient visés. Il se releva et se mit à courir, criant à Ben de le suivre. Ben décida de rester et prit la saisit la caméra que Mohammed avait laissée derrière lui, voulant filmer l'action.

Le pire cauchemar qu'un journaliste opérant dans une zone de guerre puisse faire devint réalité quand j'entendis un seul coup de feu, bien distinct, puis des appels à l'aide provenant de l'oliveraie. Ben avait été touché au dos alors qu'il empoignait son sac et tentait de fuir. Il retomba et appela à l'aide. Dave courut vers lui et, une fois que les échanges de tirs semblaient avoir cessé, l'aida à atteindre une ambulance palestinienne. Je restai choqué pendant 15 minutes avant de me frayer un chemin parmi les oliviers. Je retrouvai Mohammed et nous partîmes pour l'hôpital. De manière assez étonnante, si la balle avait atteint Ben en plein milieu du dos, elle avait glissé vers l'extérieur. Les experts en balistique pensent que le gilet pare-balles que portait Ben a changé la direction de la balle, atténuant en plaie moyennement grave ce qui aurait sinon été une blessure mortelle

L'armée déclara n'avoir fait que répondre aux tirs palestiniens. Les militaires nièrent l'utilisation de lance-grenades. Mais je les avais vus, et la cassette vidéo en apporta la preuve. Les grenades contribuèrent à la décision de Ben de courir et donc au fait qu'il ait été directement touché par ce que CNN conclut être plus que probablement un sniper israélien. Nous avons tiré de nombreuses leçons. Quand des gens portent et utilisent des fusils, il n'y a aucune excuse pour ne pas porter de blindage de protection. Les gilets pare-balles ne peuvent que sauver des vies et ne doivent rester sur le siège arrière de la voiture. Les avis divergent quant à l'utilisation de véhicules blindés. Certains journalistes de CNN pensent que cette sécurité artificielle peut inciter des collègues à se rendre dans des endroits où ils ne devraient pas aller. Des miliciens harassés peuvent très bien avoir envie de faire un carton sur une voiture blindée, juste pour voir comment elle résiste. D'autres estiment que les véhicules blindés constituent une garantie. Certains véhicules ne protègent que contre les armes automatiques, tandis que d'autres protègent également contre les tirs de mitrailleuses. Les véhicules blindés accessibles aux civils sont inopérants contre les mines. Je suis personnellement convaincu que dans un pays comme Israël, où l'armée est bien entraînée et peu susceptible d'ouvrir le feu sur des journalistes, un véhicule blindé peut constituer une échappatoire protégée. » ■



Des Palestiniens transportent Hussam Abu Alan, un photographe palestinien travaillant pour l'Agence France Presse atteint à la tête par une balle en caoutchouc tirée par un soldat israélien alors qu'il couvrait les affrontements à Hébron le 8 octobre 1998.

Photo: AP/ Nasser Shiuoukhi

En février 2002, Sagui Bashan, un journaliste de la station israélienne Channel 2, désobéit à une décision des militaires israéliens déclarant le carrefour de Karni « zone militaire interdite ». Comme les soldats étaient dans l'incapacité de lui présenter un ordre écrit, il leur répondit qu'il poursuivrait son chemin dans son véhicule marqué « Presse ». Il avait à peine fait quelques mètres que les militaires ouvrirent le feu, le blessant à l'épaule et à la jambe.

Raffaele Ciriello, un photographe indépendant italien, fut tué par des tirs israéliens le 13 mars à Ramallah. Ciriello, en mission pour le quotidien italien *Corriere della Sera*, fut apparemment pris pour un tireur. Au moment où un char surgit au bout de la rue, Ciriello sortit d'un bâtiment et pointa son appareil vers le char. Il fut atteint de six balles et mourut peu de temps après.

Dana Lewis, journaliste pour NBC, et les membres de son équipe furent pris sous le feu israélien à Ramallah alors qu'ils circulaient dans une voiture clairement identifiée comme étant de la presse. Une première salve atteignit la voiture. Un soldat envoya une deuxième rafale d'une distance évaluée entre 15 et 30 mètres. Les journalistes s'arrêtèrent, allumèrent le plafonnier pour se montrer et placèrent les mains sur le pare-brise. Le soldat tira une troisième salve, explosant le pare-brise. L'équipe prit la fuite en marche arrière.

Le 4 avril, les forces israéliennes tirèrent des grenades lacrymogènes en direction de 30 journalistes couvrant l'impasse entre les soldats israéliens et les Palestiniens occupant l'église de la Nativité à Bethléem. Le lendemain, ils utilisèrent des grenades paralysantes pour repousser des journalistes étrangers se rendant à la réunion entre l'émissaire américain Anthony Zinni et Yasser Arafat en Cisjordanie (photo en page 21). Au moment où le convoi fit demi-tour, plusieurs journalistes prirent la fuite à pied. Les gardes-frontière israéliens les poursuivirent et confisquèrent leurs cartes d'identité. Des impacts de balles furent relevés dans la voiture de CNN.

Les blessures et les morts ne s'arrêtèrent pas à la fin de la période faisant l'objet du rapport de l'IIP. En juillet 2002, le photographe indépendant palestinien Imad Abu Zahra prenait des clichés d'un véhicule blindé israélien de transport de troupes qui avait heurté un poteau électrique à Ramallah quand deux chars ouvrirent le feu depuis une distance de 40 mètres. Ils continuèrent à tirer après que Zahra, atteint à la cuisse, et un autre collègue blessé se furent réfugiés dans un bâtiment tout proche. Zahra mourut le lendemain à l'hôpital. L'armée déclara avoir répondu à un assaut, mais des témoins et des photos ont prouvé qu'il n'y avait pas eu de heurts jusqu'à ce que les chars ouvrent le feu.

Une mission internationale menée en juin 2002 par la FIJ conclut que les conditions de travail des journalistes dans la région s'étaient détériorées au point que la sécurité et la survie de nombreux journalistes palestiniens étaient mises en danger. La délégation estima que la FIJ, le Syndicat des journalistes palestiniens et d'autres organisations devaient en faire plus pour assurer le respect et

l'indépendance professionnels des journalistes. Le rapport de la FIJ atteste que « les journalistes palestiniens croient fermement que la responsabilité première de leurs ennuis incombe aux autorités et aux militaires israéliens. Cependant, certains collègues palestiniens remettent également en question les actions et décisions des autorités palestiniennes concernant les médias, qui ajoutent à leurs difficultés. »

Le retrait de la carte du service de presse du gouvernement israélien de tous les journalistes palestiniens a des implications majeures pour la couverture internationale dans la région. Le rapport de la FIJ ajoute: « Jusqu'ici, les correspondants internationaux ont pu recourir aux services d'assistants palestiniens, caméramans ou photographes indépendants, qui vivent généralement dans des zones palestiniennes autour de Jérusalem. Ces collègues possèdent souvent une connaissance et une expertise précieuses, essentielles à la sécurité et à l'efficacité du travail des médias dans les territoires occupés. Ils ne peuvent désormais plus le faire. »

À Ramallah « il y a eu une discussion extensive sur les terribles conditions auxquelles les journalistes sont soumis: salaires dérisoires, conditions de travail désolantes, danger permanent d'être pris pour cible ou blessé pendant la couverture du conflit, manque de moyens matériels. (...) Les photographes et caméramans soulignent le danger de filmer de loin, parce qu'une personne tenant un appareil ou une caméra sur son épaule peut facilement être prise pour un sniper.» À Gaza, les journalistes déclarèrent se sentir très isolés.

Daniel Seaman, directeur du service de presse du gouvernement israélien, expliqua à la mission que, même s'il connaissait « peut-être une trentaine de vrais professionnels », les médias palestiniens se rendaient coupables d'incitation au meurtre d'Israéliens et que les véhicules de presse étaient utilisés pour passer des armes. La délégation de la FIJ ne put obtenir de preuves indépendantes de ce fait.

La FIJ envisage d'ouvrir un centre pour la sécurité des médias dans la région et de renforcer la formation et la fourniture d'équipements de sécurité. Elle ne voit toutefois pas de grandes perspectives d'une couverture sûre et globale aussi longtemps que les journalistes palestiniens seront victimes de discrimination. Elle conclut par ces termes: « Les conditions de travail de nombreux journalistes opérant en Cisjordanie et à Gaza sont déjà intolérables en raison des grandes entraves à la liberté de mouvement dues à l'occupation israélienne. Les conséquences pour la couverture journalistique du conflit israélo-palestinien sont également désastreuses. Inévitablement, quand des journalistes sont obligés de se fier aux télécommunications ou à d'autres formes de relation des événements par des témoins oculaires, la qualité de la couverture s'en ressent et la fiabilité du propos est sévèrement compromise.

QUELQUES TRUCS DE SURVIE

- ◆ Portez votre carte de presse... mais ne la montrez que si cela n'implique pas de risques.
- ◆ Réglez votre téléphone portable pour pouvoir appeler rapidement un numéro d'urgence.
- ◆ Ne vous mettez pas dans le vent si des gaz lacrymogènes sont utilisés.
- ◆ Emportez une serviette humide, de l'eau et quelques agrumes.
- ◆ Portez des lunettes de sécurité.
- ◆ Portez des vêtements de protection si l'usage d'armes à feu n'est pas exclu.
- ◆ Emportez des kits de secours... et apprenez comment les utiliser.
- ◆ Portez des vêtements amples en fibres naturelles.
- ◆ Couvrez vos bras, vos jambes et votre cou.
- ◆ Emportez de la nourriture et de l'eau pour un jour.



Paul Banoti, de l'agence de presse Public Media Center (San Francisco), explique à des collègues journalistes à Lima (Pérou) comment il a été blessé. Banoti couvrait une manifestation contre le gouvernement en juillet 2000 quand il fut atteint à l'œil par une grenade de gaz lacrymogène. Des milliers de manifestants affrontèrent la police lors d'émeutes qui firent au moins six victimes. Banoti pense que la police anti-émeutes l'a visé délibérément parce qu'il n'y avait pas de manifestants près de lui lors du tir. Photo: Reuters / Pilar

Chapitre 3

Les émeutes et troubles civils

Les émeutes, les troubles civils violents et même les manifestations dans le centre de votre ville peuvent être aussi dangereux qu'une zone de combats. Certains événements sont imprévisibles, les risques ne sautent pas aux yeux et la situation peut dégénérer à une vitesse effrayante. Même une foule tranquille peut devenir dangereuse quand les individus qui la composent prennent peur ou sont frustrés. Les manifestations pacifiques peuvent rapidement se transformer en émeutes. En présence d'un conflit ethnique ou d'une communauté divisée, les journalistes doivent être au courant des zones sûres et peu sûres et connaître les comportements adaptés et à éviter. Les campagnes de terreur impliquent souvent des cibles civiles, et visent dans certains pays les médias et les journalistes. Les caméramans, reporters et photographes couvrant des attentats terroristes doivent être conscients des risques immédiats de représailles ou d'attaques secondaires sur les lieux du premier attentat.

Le but du journaliste est le même dans ces situations que dans les zones de guerre: assurer une bonne couverture des faits en prenant des risques minimales. Les mêmes principes de planification et de maintien du contrôle s'appliquent. Ce sont les équipes plongées dans des situations où elles ne sont pas au courant des endroits à fréquenter ou non, des dangers préalables et de la mesure dans laquelle elles peuvent devenir une cible qui courent les plus grands risques. Les journalistes peuvent également courir des risques supplémentaires si leur organisation est aux yeux des personnes impliquées dans les troubles civils, assimilée à l'une ou l'autre partie du conflit. Il est parfois judicieux de remplacer les autocollants ou logos qui les identifient comme étant d'une société ou d'une autre.

Les forces de sécurité et la police affirment souvent que la présence de caméras crée ou aggrave les émeutes, et essaient donc d'empêcher de filmer leurs activités. Les journalistes peuvent devenir la cible des émeutiers ou de la police si ces derniers pensent que la couverture des événements peut les identifier en tant que responsables de la violence. Les photographes et caméramans courent des risques accrus si les participants à une émeute croient que leurs images seront transmises à la police.



Les membres d'une foule qui s'attendent à être filmés et craignent d'être identifiés se couvrent parfois le visage avec une cagoule ou un casque de moto. Les forces spéciales de police ou militaires préparées aux émeutes portent elles aussi des casques et des masques à gaz et ont parfois tendance à vouloir détruire les preuves qui pourraient mener à leur identification. Il est avéré que dès qu'ils croient ne pas pouvoir être identifiés, certains individus sont plus instables et plus susceptibles de recourir à la violence.

La violence peut commencer à cause de la rancœur ressentie par la foule. Ailleurs, elle éclatera quand la police décidera de disperser les manifestants par la force. Aucun des deux côtés ne lancera beaucoup d'avertissements. Les forces de sécurité peuvent passer très rapidement des matraques et boucliers aux gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc, voire aux balles réelles. Si vous êtes pris dans une masse, il peut être difficile de retrouver rapidement vos collègues et de vous mettre à l'abri.

Un photographe de presse pris dans un nuage de gaz lacrymogène assiste à l'évacuation d'un manifestant blessé lors d'une émeute anti-Fujimori à Lima (Pérou), le 25 mai 2000. Les manifestants et la police anti-émeutes se sont affrontés pendant des heures après une marche de protestation contre l'élection du président.

Photo: AP / Martin Mejia

UN PHOTOGRAPHE TUÉ DANS DES AFFRONTEMENTS AU VENEZUELA

Jorge Tortoza, 48 ans, fut touché par des tirs et tué alors qu'il prenait des photos des affrontements qui agitèrent Caracas lors de la crise politique d'avril 2002. Bien que portant une veste de presse, Tortoza fut abattu par des tireurs postés sur les toits des bâtiments des alentours, qui faisaient sans doute partie des forces de sécurité.

UN ÉTUDIANT EN JOURNALISTE TUÉ LORS D'UNE MANIFESTATION

Jimmy Higenyi, un étudiant en journalisme, fut tué lorsque la police ougandaise ouvrit le feu sur une manifestation qu'il couvrait dans le cadre de ses cours.

Ses maîtres de stage de United Media Consultants et ses professeurs l'avaient envoyé relater une manifestation organisée par le Congrès du peuple ougandais à Kampala le 12 janvier 2002.

Le gouvernement avait interdit la manifestation et la police fit feu sur la foule qui s'était rassemblée. Jimmy fut touché et tué sur le coup.

Source: Committee to Protect Journalists (CPJ)

IMPROVISEZ

- ◆ Un magazine ou un journal peut être inséré sous un pull pour faire un gilet de fortune protégeant contre les coups de poignard.
- ◆ Une casquette de baseball dure peut protéger votre tête.

L'émeute a échappé à tout contrôle... On commençait à avoir du mal à respirer

Ram Ramgopal était le producteur d'une équipe de télévision couvrant les émeutes à Ahmedabad

« À 22 h 30, nous avons reçu un appel disant qu'une émeute venait d'éclater à Gomitpur. Quatre d'entre nous, le caméraman, le producteur, le correspondant et le preneur de son, sont montés dans la voiture, portant leurs protections personnelles et des casques de style militaire. La police et la police d'État étaient déjà là, de même que la force d'action rapide.

Nous nous sommes installés au milieu d'une petite zone proche du commissariat de police et de la caserne des pompiers, émaillée de ruelles. Aussi longtemps que nous sommes restés ensemble, nous nous sentions relativement en sécurité. L'émeute se déroulait face à nous, et derrière nous se trouvait la place principale de la ville. Les vrais problèmes ont commencé quand l'émeute a échappé à tout contrôle et que la police s'est mise à utiliser des gaz lacrymogènes. Nous avons commencé à avoir du mal à respirer.

Nous avons laissé les serviettes et l'eau dans la voiture, et j'ai dit que je ferais le kilomètre qui nous en séparait et les ramènerais. Il n'y avait pas d'éclairage. Tous les 50 mètres, on trouvait un poste de police. Une patrouille en voiture s'est approchée mais a dû rebrousser chemin sous les jets de pierres. J'ai réalisé que j'avançais trop lentement et je me suis mis à courir. J'ai réalisé que j'avançais trop lentement et je me suis mis à courir. J'ai été atteint par une pierre. J'étais blessé superficiellement.

J'étais coupé et gonflé. J'ai dit au chauffeur d'avancer mais il hésitait. Des manifestants jetaient des bouteilles d'acide. Nous nous sommes frayé un chemin et avons rejoint les autres.

Par après, je me suis dit que nous devions tous toujours avoir notre kit de secours sur nous, que nous devions emporter de l'eau pour supporter les gaz lacrymogènes et ainsi ne pas devoir nous séparer. Mon journaliste avait vraiment des haut-le-cœur.

En tant que jeune père, je me suis demandé si tout cela en valait la peine.

»

La planification

Quand vous couvrez un événement planifié, comme une manifestation, récoltez des renseignements à l'avance sur les mouvements de foule probables, les points chauds et les routes sûres. Reconnaissez les lieux afin de sélectionner les points intéressants et une voie d'issue alternative. Savoir où des gens appartenant à des communautés ethniques ou religieuses différentes habitent peut aider à déterminer votre route.

- ◆ Si votre équipe se sépare, convenez de points et d'heures de rassemblement et essayez d'avoir un moyen de communication direct.
- ◆ Portez un moyen vous identifiant comme étant de la presse. Cependant, si vous pensez qu'elle peut attirer une attention indésirable, cachez-le.
- ◆ Portez un téléphone cellulaire dont le numéro d'appel rapide sert à contacter les services de secours en cas d'urgence.
- ◆ Si des gaz lacrymogènes risquent d'être utilisés, placez-vous hors du vent et ayez une serviette humide et de l'eau à votre disposition pour vous couvrir le visage. Si vous ne pouvez pas porter un masque à gaz, un agrume (par exemple, un citron ou un citron vert) pressé sur la zone touchée aidera à neutraliser l'effet des agents irritants.
- ◆ Ayez également un moyen d'extinction des flammes si vous êtes touché par de l'essence provenant d'un cocktail Molotov.
- ◆ Si l'usage de gaz lacrymogènes n'est pas exclu, emportez une protection oculaire. Des lunettes de plongée ou de soudeur devraient faire l'affaire.
- ◆ Si des armes à feu sont susceptibles d'être utilisées, portez les mêmes vêtements de protection que dans les zones de guerre.
- ◆ Emportez un kit de secours et sachez comment l'utiliser.
- ◆ Portez des vêtements amples en fibres naturelles, qui ne brûlent pas aussi vite que des matériaux synthétiques.
- ◆ Portez des manches longues, un long pantalon et un col relevé. Cela diminuera les zones d'exposition aux effets des agents irritants des gaz lacrymogènes.
- ◆ Portez un petit sac à dos contenant assez de nourriture, d'eau et de matériel pour tenir au moins une journée au cas où les troubles s'étendraient et où vous rencontreriez des difficultés à retourner à votre bureau.

Le placement

Réfléchissez à la manière de placer les caméras et les reporters afin d'avoir une vue globale de la scène. Une position plus élevée est préférable. Essayez également d'avoir plusieurs voies d'issue. Si vous filmez, cela peut constituer un désavantage positif de vous mêler à la foule et d'être trop proche de l'action. Si vous ne filmez pas et ne prenez pas de photos, vous n'avez nul besoin d'être dans la foule pour autant que vous voyiez clairement ce qui se passe et captiez le son.

J'aurais dû me retirer plus tôt...

Gary Thomas
couvrit des émeutes à Peshawar



« J'étais le seul journaliste sur place et les rues étaient noires de monde. La foule s'est approché de moi à toute allure. Ils ont commencé à hurler dans le micro et à me pousser et à me donner des coups de poing et de pied. Je portais une veste de photographe; elle était en lambeaux. Deux personnes m'ont extirpé de la foule et m'ont dit de courir. Ces deux-là m'ont sauvé la vie. J'aurais dû me retirer plus tôt. Quand les manifestants se sont approchés de moi, j'ai commencé à enregistrer et je n'avais pas de plan pour m'échapper. Nous ne devons pas prendre les mêmes risques que les caméramans. On peut très bien être hors de vue et obtenir un son plus qu'acceptable. » ■

Même les rassemblements pacifiques peuvent être dangereux



Le correspondant de Newsweek **Babak ehghanpisheh** couvrait l'arrivée de réfugiés à Maslakh (Afghanistan) en novembre 2001.

« Il faisait froid et les gens cherchaient désespérément de l'eau. De nouveaux réfugiés arrivaient chaque jour. La plupart des organisations d'aide n'étaient pas encore revenues. J'avais été séparé des autres journalistes. Je parlais aux gens dans la foule. Comme je parle farsi, ils pouvaient me raconter leur histoire. La foule est alors devenue agressive et a commencé à tirer mes vêtements. J'ai pris peur. Les gardes ont repoussé la foule à coups de crosse. Après une demi-heure, j'ai enfin pu rejoindre ma voiture. J'étais vraiment effrayé et physiquement vidé. J'aurais dû rester plus près de la voiture et essayer de demander aux gens de venir me parler là. J'aurais dû me mettre en contact avec les ONG et leur demander d'amener quelqu'un à la voiture. » ■

Vous pouvez interviewer des participants avant et après l'événement, mais vous devez avoir une vision d'ensemble de ce qui se passe pendant l'événement.

Pendant l'événement

Si vous faites partie d'une équipe, travaillez ensemble. Restez groupés ou retirez-vous en groupe. Il vaut mieux reculer trop tôt que trop tard. Si vous travaillez seul, assurez-vous que vous avez de bons moyens de communication avec quelqu'un qui peut vous aider si nécessaire. Réglez votre téléphone de sorte que la touche de rappel serve à contacter une source d'aide immédiate.

Essayez de garder à l'esprit la carte des voies d'issue, des endroits principaux, de l'emplacement des postes de police et de l'hôpital le plus proche; à l'occasion, arrêtez-vous et vérifiez que ces informations sont toujours fraîches.

Si vous craignez que votre bande ou votre pellicule ne soient saisies, ayez dans votre poche un film ou une cassette exposés et cachez le matériel utilisé le plus vite possible quand vous le sortez de l'appareil. Si vous utilisez un équipement numérique, ayez à votre disposition un disque ou une carte mémoire factices au cas où vous devriez en remettre un. Dans les situations à haut risque, regroupez-vous avec un autre photographe de sorte à pouvoir veiller l'un sur l'autre. Vous êtes peut-être des concurrents, mais vous restez avant tout des confrères.

Si vous travaillez seul, que ce soit comme reporter ou comme photographe, essayez de rester attentif au moment où vous devenez le centre d'intérêt d'une foule et plus seulement un de ses composants. Vous pouvez courir des risques même si la foule n'est pas hostile. Ne soyez pas tenté de prendre des risques déraisonnables juste pour obtenir les mêmes images que quelqu'un d'autre.

Après l'événement

Organisez un débriefing à la rédaction afin de tirer les leçons en vue de la prochaine occasion.

Protégez l'intégrité de votre matériel. Quelle est la législation en vigueur dans votre pays sur le droit des forces de sécurité de vous demander vos pellicules et vos cassettes? Vous devez comprendre les implications légales de votre travail de journaliste dans la zone, la région ou le pays où vous vous trouvez. Quelle est la politique de votre organisation? S'il n'est pas possible de protéger le matériel dans le pays même, est-il possible d'instaurer un système permettant de conserver les images de troubles civils dans un autre pays?

Rappelez-vous que votre capacité à faire votre travail en toute sécurité sera affectée si la police a accès à votre matériel après une manifestation ou des troubles civils. Vous courrez de grands risques si les parties impliquées dans une émeute voient en vous un acteur du processus de collecte de preuves.



Le photographe indépendant Juan Castillo fut roué de coups et se vit confisquer son matériel par la police anti-émeutes alors qu'il couvrait une manifestation à Mexico le 11 décembre 1999. Des étudiants demandaient la libération de contestataires arrêtés lors du sommet de l'Organisation mondiale du commerce de Seattle. La foule lança des pierres et des fusées, ce qui déboucha sur des affrontements avec la police anti-émeutes dans le district de Zona Rosa. Au moins trois photographes furent blessés par des pierres ou par la police et 40 personnes furent arrêtées. Photo: AP / David de la Paz

Les attentats terroristes

Les journalistes sont autant exposés que les civils aux attentats terroristes, mais ils courent plus de risques si les bureaux des médias et les membres du personnel deviennent eux-mêmes la cible des bombes ou des tirs. La présence sur les lieux d'un assassinat ou d'un attentat à la bombe entraîne également des risques. Les foules vindicatives peuvent se retourner contre les photographes et caméramans parce qu'elles les croient insensibles ou veulent empêcher les auteurs de bénéficier de publicité. Parfois, un incident initial est créé pour que des policiers ou des militaires se rassemblent et tombent dans une embuscade. Une bombe peut être actionnée, faisant arriver les services d'urgence, et être suivie d'une explosion plus importante. Tous ceux qui opèrent derrière les cordons de police, qu'il s'agisse d'officiers de police, de médecins ou de journalistes, courent le risque d'être blessés ou tués dans un attentat secondaire. ■

La connaissance est la meilleure protection possible!

En 2001, **Peter Williams** couvrit les émeutes qui secouèrent Bradford (Royaume-Uni) pour CNN.

« Nous sommes arrivés à Bradford après que l'émeute eut quitté le centre-ville. Nous devons décider tard le soir, dans le noir, si nous allions quitter les sentiers battus. En tant que caméraman, vous voulez toujours obtenir des images intéressantes et ne pas rentrer les mains vides. Nous sommes arrivés dans un quartier où les émeutiers étaient en train de piller un magasin. Nous avons décidé ensemble qu'il serait risqué de nous approcher. Je pense que c'était la bonne décision.

Je regarde toujours derrière moi pour voir d'où je suis venu et savoir par où m'enfuir en cas de nécessité. Si vous vous retrouvez en pleine émeute, vous n'avez pas envie de vous perdre!

Le cours sur la sécurité m'a fait réfléchir à bien des choses. J'ai ainsi appris que la connaissance est la meilleure protection possible. Plus on organise de briefings et plus on entre en contact avec des gens, plus on garde le contrôle de la situation. » ■

« Ma voiture était arrêtée à un feu rouge quand j'ai entendu une énorme détonation. J'ai demandé au chauffeur d'aller vers l'endroit d'où venait le bruit. Nous sommes arrivés dans une allée étroite près d'une grande rue commerçante. Quelqu'un avait jeté une grande dans une voiture couchée dans le fossé. À part moi, il y avait quatre autres correspondants. Nous avons examiné les restes de la grenade. La police locale et les démineurs de l'armée sont arrivés tranquillement. La porte de la voiture n'était pas fermée, et c'était suspect, mais nous pensions que le danger était passé. La police nous a fait reculer d'environ 20 mètres de la voiture.

Avec d'autres journalistes, j'ai essayé d'obtenir une déclaration

de la police. Tout s'est arrêté autour de moi. J'ai voulu attirer l'attention des policiers et la voiture a explosé à dix mètres de nous. Le policier m'a plaquée contre le sol et m'a dit de rester couchée. Tout était silencieux, mais une volée de débris de verre et une chaleur incroyable ont suivi. Des bonbonnes de gaz avaient explosé dans le coffre de la voiture. J'ai vu le gars à ma droite tomber. Dix-neuf personnes ont été tuées, et la rue était couverte de sang. Tout est encore confus dans mon esprit. Nous avons ensuite entendu des coups de feu et les policiers se sont mis à tirer dans tous les sens. Mon correspondant local et moi nous sommes relevés, et c'est alors que j'ai réalisé que j'étais touchée. Je ne pouvais pas utiliser mon bras pour me relever. J'avais des coupures à la tête. J'ai appelé mon caméraman et lui ai dit que j'allais me faire soigner. Je me suis rendue à la caserne de l'armée. Mon bras était gravement atteint et sortait de son articulation. J'ai été admise aux soins intensifs. J'avais très peur. Il a fallu du temps pour que les autres victimes arrivent. Leurs blessures étaient impressionnantes.

Vous devez faire votre boulot. Les doubles bombes sont assez communes. La première attire la police et la foule et la seconde explose alors. J'aurais dû m'écarter de la voiture. Si on ne m'y avait pas forcée, je serais morte. Je suis plus nerveuse aujourd'hui, et j'ai un peu peur des voitures garées. Je me rends dans les endroits dangereux quand on me le demande, mais pas parce que j'aime ça. Les bombes sont des choses impossibles à prévoir. » ■

Tout s'est arrêté autour de moi... Soudain, la voiture a explosé à dix mètres de nous.

Sahasini Haidar, une journaliste indépendante de New Delhi travaillant pour CNN, se rendit à Srinagar, dans l'État du Cachemire, en août 2000. Elle arriva le lendemain de l'écroulement d'un cessez-le-feu fragile.



Chapitre 4

Les enlèvements, les prises d'otages et les actes visant les journalistes

Les enlèvements sont des événements relativement rares mais dramatiques et traumatisants. La plupart sont à court terme et ne durent que quelques heures, et la majorité des personnes kidnappées survivent à l'expérience. Être pris en otage est un événement effrayant et très dangereux dans lequel vous perdrez le contrôle de votre personne et de votre avenir. Une fois qu'il vous a pris en otage, votre ravisseur peut physiquement vous faire ce qu'il veut. Environ 80% des otages sont libérés sains et saufs mais en tant qu'otage, vous risquez d'être mis en marge du processus de négociation et de voir dépendre votre sécurité dépendre des autres. Le niveau de violence suivant les enlèvements est probablement en hausse.

Ce chapitre se penche sur ce que les journalistes peuvent faire pour réduire le risque d'être enlevés et pour augmenter leurs chances de survie en cas d'enlèvement. Certains conseils relatifs à la conservation de l'espoir et de la dignité lors d'un enlèvement s'appliquent également lors de la détention par l'armée ou la police, fait relativement courant dans les pays où la liberté de presse est marginalisée voire inexistante.

Les motivations des prises d'otages

Des gens sont pris en otages pour les raisons suivantes:

Profit politique

L'enlèvement d'un journaliste renommé ou d'une personne travaillant pour une société de médias de premier plan procure une excellente publicité. Les kidnappeurs peuvent alors demander la libération de prisonniers liés à leur cause.



Nebojsa Radosevic, reporter pour l'agence de presse nationale yougoslave Tanjug, entouré par les miliciens cagoulés de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) avant sa libération dans le village de Dragobilj le 27 novembre 1998. Radosevic était un des deux journalistes serbes enlevés et ensuite relâchés en guise de « geste de bonne volonté ».

Photo: Reuters / Oleg Popov

LES MOTIVATIONS DES PRISES D'OTAGES

Des personnes sont prises en otage:

- ◆ parce qu'elles peuvent induire un profit politique,
- ◆ parce qu'elles peuvent induire un profit économique,
- ◆ par vengeance,
- ◆ pour servir de police d'assurance, ou
- ◆ à cause d'une confusion d'identité.

Profit économique

Les kidnappeurs peuvent enlever un journaliste employé par une organisation ou appartenant à une famille qu'ils croient susceptible de payer de fortes sommes d'argent pour assurer sa libération.

Vengeance

Vous êtes associé à un pays ou un groupe considéré par les ravisseurs comme un ennemi. Négocier votre libération n'est peut-être pas l'intention de vos ravisseurs.

Assurance

Les ravisseurs vous enlèvent pour garantir la sécurité de leur retraite ou pendant une période de tension ou de négociation.

Confusion d'identité

Les ravisseurs vous enlèvent par erreur ou parce qu'ils pensent à tort que vous entrez dans une des catégories précitées.

L'évaluation des risques

Les prises d'otages suivent souvent un schéma. La zone où vous travaillez est-elle touchée par les prises d'otages? Y a-t-il une tradition d'enlèvements de journalistes?

Vous devez vous demander, et vérifier auprès des autres, si vous courez un risque élevé ou moyen d'être la cible d'une prise d'otage. Vous courez de plus grands risques si vous travaillez pour une société de médias bien connue ou associée à un gouvernement que les ravisseurs potentiels abhorrent.

Quand vous évaluez les risques, envisagez la situation du point de vue des preneurs d'otages. Votre organisation n'a peut-être aucune influence sur la politique gouvernementale ni aucun accès à de grosses sommes d'argent, mais les ravisseurs potentiels le savent-ils? De nombreuses personnes ont l'instinct de « tirer sur le messager » et de rendre les médias des faits qui les dérangent. Un journaliste peut également devenir une cible à cause de son travail, mais c'est plutôt rare. Dans la plupart des cas, le journaliste est pris comme symbole de ce que les ravisseurs pensent qu'il représente.

La réduction des risques

Si vous entrez dans une des catégories de cibles, voyez s'il serait facile pour un ravisseur de vous enlever. Généralement, les ravisseurs choisissent la cible la plus facile. Ils ont besoin d'une période de reconnaissance

RÉDUISEZ LES RISQUES

- ◆ Avoid routine and predictable behaviour.
- ◆ Évitez la routine et les comportements prévisibles.
- ◆ Évaluez les risques avant les missions inhabituelles.
- ◆ Fermez les portes des véhicules. Soyez conscient des risques courus sur la route.
- ◆ Pensez aux dispositions pour les rencontres.
- ◆ Informez vos collègues de vos mouvements et de vos plans.

pendant laquelle ils cherchent un modèle d'événements et de situations où vous êtes le plus vulnérable. Ils surveilleront votre maison, votre hôtel ou votre lieu de travail. Plus vous vous comporterez de manière prévisible, plus vous courrez de risques. Quittez votre base à une heure différente chaque jour, ou en empruntant une route différente. Essayez de ne pas développer de trajets prévisibles, ou sachez au moins que c'est le moment où vous êtes le plus exposé. Si vous vivez dans une maison ou appartement de location, vérifiez que les arrangements de sécurité sont adéquats. Les déplacements avec d'autres représentants de la presse sont moins dangereux.

Par la nature de leur travail, les journalistes ne peuvent se limiter à des endroits sûrs et protégés, et doivent souvent interviewer des individus qui peuvent être hostiles à leur organisation. Procédez à une nouvelle évaluation des risques avant chaque mission de ce genre, et prenez des mesures de sécurité relevant du bon sens. Quand vous prenez vos dispositions pour une rencontre, n'appellez pas de votre chambre d'hôtel. Utilisez votre téléphone cellulaire personnel ou une cabine publique sélectionnée au hasard. Rappelez-vous que toutes les communications électroniques peuvent être interceptées.

Si vous vous déplacez dans votre propre véhicule, veillez à toujours fermer les portes. En ville, vous êtes vulnérable aux feux rouges; dans les zones rurales, vous courez des risques quand vous êtes obligé de vous arrêter à cause d'un barrage routier ou d'un accident. Un accident qui bloque la route peut cacher un piège. Si vous ne pouvez pas poursuivre votre route, arrêtez-vous à une certaine distance pour évaluer la situation et essayez de conserver une voie de retraite.

Si vous prenez des dispositions pour rencontrer quelqu'un et vous inquiétez pour votre sécurité, arrangez-vous pour rencontrer cette personne selon vos propres conditions. Choisissez un endroit public, comme un café, sélectionné au hasard, et asseyez-vous à une table dans un coin déjà occupé. Méfiez-vous particulièrement des changements de dernière minute, surtout de ceux qui ne vous laissent que peu de temps ou de marge pour refuser.

Le processus d'enlèvement

Un enlèvement est généralement un événement soudain. Vous devez procéder à une évaluation rapide de ce qui se passe et réagir vite. Si le ravisseur est armé, vous risquez de ne pas avoir d'autre choix que de faire ce qu'il vous dit. S'il n'est pas armé, vous pouvez éventuellement faire beaucoup de bruit, crier et attirer l'attention vers vous. Certains recommandent de faire semblant de vous évanouir afin de compléter la tâche

Attaque surprise

« Je ne savais pas quand ça allait me tomber dessus. Quand c'est arrivé, cela n'a duré qu'un instant. Une voiture s'est précipitée devant nous, bloquant le passage. Un tireur a tué mon chauffeur. Quatre hommes masqués m'ont tiré hors de la voiture, m'ont plaqué au sol, m'ont bandé les yeux et m'ont fait monter à l'arrière d'une camionnette qui attendait sur les lieux. »

Une victime d'enlèvement

LES INTERVIEWS RISQUÉES

Évaluez les risques avec un collègue, en tenant compte:

- ◆ du passé de la personne à interviewer,
- ◆ de l'étroitesse de vos liens avec votre contact,
- ◆ de la raison qui vous a fait choisir pour l'interview.

Ne soyez pas tenté de prendre des risques inconsidérés.

de votre ravisseur. En cas d'attaque surprise, le succès de l'entreprise du ravisseur dépend de la surprise et de la non-préparation de sa cible. Crier augmentera votre niveau d'adrénaline, ce qui permet de mieux résister. Résister implique évidemment des risques, mais les risques courus ne diminuent pas une fois que vous avez été enlevé.

L'enlèvement par étapes

Cependant, un enlèvement n'est pas toujours un événement soudain et violent dans lequel il est manifeste que vous êtes emmené quelque part contre votre volonté. Bien des enlèvements sont d'un type différent, où la psychologie du journaliste est utilisée pour le piéger. C'est peut-être ce qui est arrivé à Daniel Pearl, le reporter du Wall Street Journal enlevé et assassiné au Pakistan début 2002.

Le journaliste s'est peut-être vu proposer une interview très intéressante et offrir un accès sûr à un dirigeant de la guérilla ou à une personne recherchée par la police. Les arrangements peuvent être complexes et faire l'objet de nombreux changements, « pour des raisons de sécurité ». Un journaliste se sentira relativement en sécurité aussi longtemps qu'il sera avec un intermédiaire en qui il a confiance et entendra des promesses de bonne conduite. Ensuite, l'intermédiaire remet le journaliste à un « ami », avec une explication plausible, éventuellement quand ils changent de voiture. Le journaliste est maintenant dans une voiture avec des gens qu'il ne connaît pas, dans un endroit inconnu et à destination d'un lieu qu'il ne peut que supposer. Il a perdu tout contrôle de la situation et son sort - enlèvement ou retour à bon port - n'est plus qu'une question de chance.

Personne ne peut juger pour vous. C'est vous qui devez mettre en balance l'envie d'obtenir l'interview et les risques. Un journaliste qui ne prend aucun risque n'accomplira qu'un travail de routine et ne décrochera jamais l'interview qu'il recherche. Il est toutefois ridicule d'insister en partant du principe que vous ne risquez pas d'être enlevé. Parmi les choses dont vous devez tenir compte, citons:

Le passé de la personne que vous souhaitez interviewer

A-t-elle déjà accordé des interviews auparavant? A-t-elle tenu parole? À qui donne-t-elle généralement des interviews? Si la personne ou le groupe accorde rarement des interviews, pourquoi maintenant, et pourquoi vous? Méfiez-vous si vous êtes choisi pour une interview sans raison apparente. Soyez conscient que votre désir naturel d'obtenir l'interview peut déformer votre jugement. Ce n'est pas une décision à prendre tout seul.

Daniel Pearl, correspondant en Asie méridionale du Wall Street Journal, fut enlevé le 23 janvier 2002 alors qu'il se rendait pour une interview au restaurant « The Village » de Karachi (Pakistan). Le Wall Street Journal déclara que Pearl enquêtait sur le passé de Richard Reid, l'homme « à la chaussure piégée » qui avait essayé de faire exploser un vol transatlantique. En février, ses ravisseurs envoyèrent une cassette vidéo montrant son exécution. Son cadavre fut retrouvé en mai 2002

Pearl fut assassiné alors qu'il enquêtait sur le passé de « l'homme à la chaussure piégée »

Le correspondant du Wall Street Journal Daniel Pearl fut enlevé et assassiné à Karachi (Pakistan) en 2002. Il semble qu'il se soit vu offrir une interview qui aurait établi le lien entre « l'homme à la chaussure piégée » Richard Reid et Al Qaïda, mais aurait ensuite été enlevé et accusé d'espionnage.

dans un bâtiment appartenant au groupe Al-Rashid Trust, dans la banlieue de la ville portuaire de Karachi. Quatre jours après sa disparition, un groupe déclarant être le « Mouvement national pour la restauration de la souveraineté pakistanaise » envoya à des organisations de médias un message électronique dans lequel il revendiquait l'enlèvement et accusait Pearl d'être un espion américain. Ce message contenait également toute une série d'exigences, dont le rapatriement de prisonniers pakistanais détenus par l'armée américaine sur la base de Guantanamo (Cuba). Un autre courriel, daté du 30 janvier, accusa Pearl d'être un agent du Mossad et avertit qu'il serait exécuté dans les 24 heures si les demandes du groupe n'étaient pas satisfaites.

En avril 2002, Ahmed Omar Saeed Sheikh, Salman Saqib, Fahad Naseem et Shaikh Adil furent accusés de l'enlèvement et du meurtre de Pearl par le tribunal spécial antiterrorisme du Pakistan. Après un procès à huis clos, les quatre hommes furent jugés coupables d'enlèvement et de meurtre le 15 juillet. Saeed, considéré comme la tête pensante du crime, fut condamné à la mort par pendaison; Saqib, Naseem et Adil écopèrent chacun de 25 ans de prison. Leur appel était toujours en cours au moment où cet ouvrage était mis sous presse (janvier 2003).

En août, des enquêteurs racontèrent à Associated Press que, d'après trois individus en prison, Pearl avait été blessé le sixième jour de sa détention lors d'une tentative d'évasion, et assassiné le neuvième. Un ancien officier des services de renseignement américains, Robert Baer, expliqua à l'agence United Press International qu'il avait transmis à Pearl des informations sur Khalid Sheik Mohammed, considéré par les services secrets américains comme le chef des opérations militaires d'Al Qaïda, et que l'enquête du journaliste sur Mohammed lui avait peut-être coûté la vie. ■

Source: Committee to Protect Journalists

<http://www.cpj.org>

Le poids réel de votre contact et son influence

Votre intermédiaire est-il quelqu'un que vous connaissez depuis des années, ou que vous avez rencontré la semaine dernière? Une amitié subite n'est pas une garantie de sécurité. Votre nouvel ami rapporte peut-être vos faits et gestes à des ravisseurs potentiels, à la police ou aux forces de sécurité. S'il est de bonne foi, a-t-il une véritable influence sur la cible de l'interview?

Les autres pourront-ils vous retrouver facilement?

Qui sait où vous allez et avec qui? Quelles sont les procédures en place si ne rentrez pas ou n'appellez pas après un certain temps? Les autres pourront-ils retrouver votre trace? Les ravisseurs opèrent dans des zones qu'ils connaissent bien et où ils se sentent à l'abri. La preuve en est qu'ils peuvent transférer facilement et fréquemment les otages sans risquer de se faire repérer.

Si vous décidez d'aller plus loin sur la base d'un arrangement potentiellement dangereux, laissez des instructions claires sur l'endroit où vous vous rendez. Convenez de mots de code que vous pouvez utiliser dans une conversation téléphonique pour faire comprendre à l'autre si vous êtes en sécurité, ainsi que d'un délai pour donner l'alerte. Les mots de code doivent être des mots à insérer dans une conversation pour dire que vous êtes sain et sauf. Si vous vous faites enlever, vous devrez sans doute lire un discours imposé et ne pourrez pas insérer de mots de code.

Si vous êtes emmené quelque part par un intermédiaire, déterminez à l'avance avec les collègues le point au-delà duquel vous n'irez pas; à quel moment vous tenterez d'interrompre le processus et de revenir à bon port, par exemple, si votre contact essaie de quitter la voiture. Évidemment, il n'est pas toujours possible de mettre en œuvre un tel changement de plan; donc, si vous fixez un point « interdit », vous devez être préparé à tenter de vous enfuir par surprise et à toute vitesse.

Survivre à l'expérience

Si vous avez été enlevé, vous aurez peur et vous demanderez si vous allez survivre à la minute, à l'heure ou au jour qui vient. Rappelez-vous que la plupart des personnes enlevées survivent à l'expérience et s'en sortent sans problèmes. L'expérience de ceux qui ont survécu à une prise d'otage laisse à penser que certaines choses peuvent augmenter vos chances de survie et vous aider à endurer ces mauvais moments.

◆ Vous avez perdu le contrôle physique mais pas mental. Vous devez vous préparer à vivre une période de stress psychologique et physiologique; pour y survivre, vous devrez afficher une attitude mentale

SURVIVRE À UN ENLÈVEMENT

- ◆ Conservez une certaine vivacité d'esprit et une attitude positive.
- ◆ Essayez de nouer une relation avec votre ravisseur.
- ◆ Faites ce que l'on vous dit et ne vous opposez pas à vos ravisseurs.
- ◆ Adoptez une routine positive.
- ◆ Cherchez à améliorer votre condition.
- ◆ Parlez à quelqu'un dans votre esprit. Dressez des plans avec cette personne.
- ◆ Ne croyez pas en les promesses de libération jusqu'à ce qu'elles se concrétisent.

La faculté de contrôle psychologique de Shampsa lui sauve la vie

Ses ravisseurs avaient sans doute remarqué la caméra et le carnet de notes de Shampsa Payback alors qu'elle marchait le long de la route avec son oncle et la famille de celui-ci. Ils l'appelèrent par son nom et commencèrent à la tirer par les cheveux. Quand des membres de sa famille tentèrent d'intervenir, ils furent repoussés, frappés et reçurent des coups de crosse.

Shampsa fut amenée près de l'eau et forcée à s'agenouiller, la tête dans un sac plastique. Elle avait du mal à respirer et le sac était sale et sentait mauvais. Son oncle et sa sœur essayèrent de la libérer, mais furent repoussés. Les autres personnes présentes avaient peur d'être impliquées. Shampsa entendait ses ravisseurs - mécontents d'un de ses articles - crier: « Violons-la! » La formation qu'elle avait suivie avait couvert ce genre de situation. Les instructeurs lui avaient conseillé de rester calme et de ne rien faire pour s'opposer à ses ravisseurs. Elle essaya de contrôler sa respiration tandis que ses ravisseurs discutaient pour savoir s'ils allaient la tuer ou la violer. Le « procès » dura une heure et quart, au cours desquelles elle se demanda si elle reverrait sa famille.

Puis, quelqu'un dit: « Nous devons la laisser partir. ». Quand ils retirèrent le sac de sa tête, elle remplaça dans son esprit les visages hostiles par ceux, amicaux, des instructeurs, de sorte à tenir le coup si elle voyait un fusil pointé sur elle et de réagir calmement.

Ses ravisseurs lui prirent tout son matériel mais la libérèrent.

Plus tard, Shampsa retourna au cours Centurion sur la sécurité et relata son expérience. Elle dit aux autres journalistes que sa formation lui avait permis de penser à la manière de réagir à la situation et que cela avait contribué à lui sauver sa vie. ■

Source: Centurion Risk Assessment Services (où Shampsa Payback suivit sa formation).

Shampsa Payback
travaillait pour BBC World Service en Somalie. Trois mois après avoir participé à un cours de formation à la sécurité, elle fut enlevée...

positive. Dans la mesure du possible, essayez de ne pas montrer vos émotions. Utilisez vos sentiments de manière positive pour planifier votre action. Il y a des choses à faire à court et à long termes. Rendez les traitements inhumains difficiles pour vos ravisseurs. Si vous parvenez à développer des relations, vous pouvez réduire le risque d'être physiquement meurtri. Parlez de votre famille. S'ils ne vous retirent pas vos objets personnels, montrez-leur des photos de votre famille quand vous pouvez leur parler.

- ◆ Faites ce que l'on vous dit de faire. Soyez poli et ne vous opposez pas à vos ravisseurs.
- ◆ Ne tentez pas non plus d'apaiser vos ravisseurs. Même si leur cause vous est sympathique, vous n'êtes pas « de leur côté »; vous êtes leur prisonnier. Si vous pouvez parler à vos ravisseurs, le message clé doit être qu'en tant que journaliste, vous n'êtes pas partie prenante dans leur conflit, mais que les journalistes jouent un rôle essentiel pour garantir que toutes les parties soient entendues.
- ◆ Vous ne savez pas si vous serez détenu longtemps; donc, faites comme si cela devait être le cas. Dès que possible, adoptez une routine positive. Ne vous recroquevillez pas dans un coin.
- ◆ Utilisez toutes les méthodes à votre disposition pour vous relaxer. Planifiez ce que vous ferez à votre retour chez vous. Planifiez des vacances avec des amis ou de la famille. Écrivez une lettre dans votre tête. Essayez de réciter des poèmes.
- ◆◆ Si vous êtes détenu plus d'un jour ou deux, essayez d'obtenir ce qui peut apparaître comme des petites concessions. Demandez de meilleures conditions, par exemple de ne pas rester enchaîné, de recevoir du savon pour vous laver, de pouvoir écrire une lettre à votre fille, ou encore que tous les otages soient rassemblés. Gardez à l'esprit la nécessité de ne pas vous opposer à vos ravisseurs mais, dans les limites de ce que les circonstances permettent, persistez dans vos demandes. Faites-en une requête quotidienne. S'il s'agit d'une demande que vos ravisseurs peuvent satisfaire sans risques, ils accepteront peut-être. Si vous obtenez une concession, vous remportez une petite victoire psychologique. Soyez reconnaissant et remerciez-les. Attendez ensuite un peu avant de formuler une autre requête.
- ◆ Si vous êtes seul, en particulier si vous êtes traité avec brutalité, essayez d'oublier votre isolement. Si vous êtes croyant, parlez à votre dieu ou priez. Sinon, tenez des conversations avec un être cher ou un ami fidèle. Demandez-leur conseil. Dites-leur comment vous comptez survivre.
- ◆ Ne croyez pas les promesses de libération. Si des négociations sont

en cours, elles peuvent durer. Vos ravisseurs peuvent faire preuve de faux optimisme ou jouer avec vous. Comportez-vous comme si vous alliez rester captif pendant longtemps. Cela vous aidera à maintenir l'autodiscipline et à atténuer les déceptions. Étouffer les faux espoirs est une des manières les plus rapides de briser la volonté de quelqu'un.

Une évasion?

Devez-vous essayer de vous évader? Si vos ravisseurs sont compétents, ils prendront leurs dispositions pour vous en dissuader. Toute tentative de votre part échouera sauf si des facteurs extérieurs interviennent ou si vous pouvez profiter de l'effet de surprise. La question de savoir si vous devez tenter une évasion dépend de votre condition physique, de votre force mentale et des circonstances. Si vous êtes en bonne forme physique, vous devez toujours chercher les failles dans le dispositif d'incarcération. Sachez toutefois qu'une tentative manquée peut aggraver vos conditions de détention. D'un autre côté, si vous vous sentez en grand danger, vous n'avez rien à perdre. Les signes indiquant que vous êtes en péril peuvent être les suivants:

- ◆ d'autres otages, peut-être employés par des organisations différentes, sont libérés, mais aucun signe ne laisse penser que votre libération est imminente;
- ◆ vos gardiens adoptent une attitude différente vis-à-vis de vous, vous traitent de plus en plus durement et vous « déshumanisent »;
- ◆ vos ravisseurs cessent de vous nourrir et votre état physique se détériore.

Des gens se sont échappés quand l'attention de leurs ravisseurs s'est détournée, notamment lors d'une attaque. Si vous êtes plusieurs à être détenus, il est évidemment important de vous accorder sur une stratégie d'évasion. Si vous estimez que votre vie est en péril et décidez de tenter de vous évader, tenez-vous à cette stratégie jusqu'au bout de vos forces. Gardez à l'esprit que si vous avez été détenu dans un endroit confiné, vous aurez du mal à courir et votre endurance sera moindre. Si vous parvenez à vous échapper de votre prison immédiate, les options qui s'offrent à vous consistent soit à vous diriger vers le lieu fréquenté le plus proche et faire le plus de bruit possible, soit à vous cacher et à assurer petit à petit votre sécurité. Le choix dépendra de l'environnement dans lequel vous êtes détenu.

Les actes visant les journalistes

Les journalistes peuvent être visés dans le feu de l'action ou, comme

Un journaliste récompensé assassiné au Brésil

Le célèbre journaliste brésilien Tim Lopes fut enlevé et assassiné alors qu'il enquêtait sur la criminalité liée au trafic de stupéfiants à Rio de Janeiro. Son corps fut retrouvé dans une grotte près de Vila do Cruzeiro, un faubourg de Rio. Lopes avait été blessé par balle, torturé et tué à la machette.

Lopes, reporter pour TV Globo, enquêtait sur la vente de drogues aux mineurs. Il disparut le 2 juin 2002.

Des articles de presse dirent que Lopes avait été kidnappé et amené chez un trafiquant local. Ses ravisseurs le frappèrent et lui tirèrent une balle dans le pied pour l'empêcher de s'enfuir.

Il fut condamné à mort après un semblant de « procès ». Le trafiquant aurait tué Lopes avec une machette avant de brûler et de larguer son corps. Au moment où le présent ouvrage était mis sous presse, le trafiquant attendait son procès. En décembre 2001, Lopes avait reçu une prestigieuse récompense pour un reportage passé sur TV Globo, filmé avec une caméra cachée, sur le trafic de stupéfiants. ■

Source: IFJ

Le meurtre de Daniel Pearl du Wall Street Journal fut aussi révoltant que choquant. Mais pourquoi a-t-il été tué? Parce qu'il était occidental, un kaffir? Parce qu'il était américain? Ou parce qu'il était journaliste? Et s'il a été tué parce qu'il était reporter, qu'est-il advenu de la protection dont notre profession bénéficiait?

Au Pakistan et en Afghanistan, nous pouvons être vus comme des kaffirs, des infidèles. Notre visage, nos cheveux, même nos lunettes, nous étiquettent en tant qu'occidentaux. Le membre du clergé musulman qui souhaitait me parler dans un village de réfugiés afghans près de Peshawar en octobre dernier fut arrêté par un homme qui me montra du doigt et lui demanda: « Pourquoi amènes-tu ce kaffir dans notre mosquée? » Quelques semaines plus tard, des réfugiés afghans, bouleversés par la mort de membres de leur famille dans un bombardement mené par des B-52, voulurent me tuer parce qu'ils pensaient que j'étais américain.

Au fil des vingt-cinq dernières années, j'ai toutefois assisté à la lente et douloureuse érosion du respect pour notre travail. Généralement, nous risquions notre vie pendant les guerres - c'est toujours le cas - mais les journalistes étaient rarement des cibles délibérées. Nous étions les témoins impartiaux des conflits, souvent les seuls témoins, les premiers à écrire l'histoire. Même les milices les plus violentes le comprenaient. « Protégez-le, prenez soin de lui, c'est un journaliste », ordonna un combattant palestinien quand je pénétrai en 1983 dans la ville libanaise de Bhamdoun en flammes.

Mais au Liban, en Algérie et ensuite en Bosnie, cette protection commença à se désintégrer. Des journalistes furent enlevés à Beyrouth - Terry Anderson, d'Associated Press, fut détenu pendant près de sept ans -, tandis que des collègues algériens furent chassés et décapités par des groupuscules islamistes tout au long des années 1990. Olivier Quemener, un caméraman français, fut cruellement abattu dans la Casbah d'Alger alors que son collègue blessé pleurait à ses côtés. À Sarajevo, apposer des autocollants « TV » sur votre voiture était plus une invitation lancée aux snipers serbes de tirer sur des journalistes qu'une (forme de) protection.

Où avons-nous commis l'erreur? Je pense que tout débuta au Vietnam. Pendant des décennies, les reporters s'identifièrent à des armées. Lors des deux guerres mondiales, les journalistes travaillèrent en uniforme. Être largué derrière les lignes ennemies avec des commandos américains ne protégeait pas le journaliste d'Associated Press des balles nazies, mais il s'agissait de pays en conflit ouvert, de reporters dont les pays s'étaient officiellement déclarés la guerre. Le port d'un uniforme autorisait les journalistes à revendiquer l'application de la Convention de Genève; avec des vêtements civils, ils pouvaient être fusillés comme des espions. C'est au Vietnam que les reporters commencèrent à porter des uniformes et des armes - et à utiliser ces armes contre les ennemis de l'Amérique - et ce, même si leur pays n'était pas officiellement en guerre et même s'ils auraient pu accomplir leur devoir sans cela. Au Vietnam, des journalistes furent assassinés parce qu'ils étaient journalistes.

Quand les journalistes sont devenus des cibles

Robert Fisk est correspondant étranger pour le journal britannique *The Independent*. En décembre 2001, il fut roué de coups par des réfugiés afghans dont des membres de la famille avaient été tués lors d'une attaque aérienne. Dans un article pour *The Independent*, il se demande pourquoi les journalistes sont devenus des cibles.

Cette étrange habitude des journalistes de faire partie de l'histoire, de jouer un rôle presque théâtral dans les guerres se répandit lentement. Quand les Palestiniens évacuèrent Beyrouth en 1982, je remarquai que plusieurs collègues français portaient le keffieh. Les reporters israéliens revinrent au Sud-Liban occupé armés de pistolets. Lors de la Guerre du Golfe en 1991, les journalistes de télévision américains et britanniques commencèrent à s'habiller comme des militaires, apparurent à l'écran en casque et en tenue camouflée, comme s'ils faisaient partie de la 82e division aéroportée ou des Hussards. Un journaliste américain débarqua même avec les bottines peintes en couleur feuillage, même si un tel « camouflage » ne lui aurait été d'aucune utilité dans le désert.

Lors du retrait des Kurdes dans les montagnes du nord de l'Irak, on vit de nombreux reporters porter des vêtements kurdes. Au Pakistan et en Afghanistan l'année dernière, le même phénomène se produisit. On vit des journalistes porter des coiffes pashtouns dans les rues de Peshawar. Pourquoi? Personne n'a jamais pu me donner une explication. Que faisait donc Walter Rodgers de CNN en uniforme des Marines dans le camp américain près de Kandahar? Généreusement, quelqu'un lui conseilla de le retirer après son premier passage sur antenne. Puis, Geraldo Rivera de Fox News arriva à Jalalabad avec un fusil. Il avait, déclara-t-il, la ferme intention de tuer Oussama Ben Laden. C'était le comble. Le reporter était désormais devenu un combattant.

Peut-être ne nous soucions-nous plus de notre métier? Peut-être allons-nous trop vite pour dénaturer notre travail, pour nous moquer les uns des autres, pour utiliser le terme ridicule de « journaliste » alors que nous devrions considérer le métier de correspondant étranger comme une profession décente et honorable? En décembre dernier, je m'étonnai de voir un quotidien américain titrer que j'avais mérité les coups que m'avaient assénés les Afghans. J'avais presque perdu la vue, mais l'article portait le titre « Multiculturalist(me) Gets His Due » (« Le multiculturalist(m)e n'a que ce qu'il mérite »). Mon péché avait été d'expliquer que des gens avaient perdu des êtres chers dans les raids des B-52 et que j'aurais fait la même chose à leur place. Ce titre honteux, contraire à l'éthique, apparut dans le journal qui avait employé Daniel Pearl, le Wall Street Journal.

Pouvons-nous faire mieux? Je pense que oui. Ce ne sont pas les journalistes en uniforme - Rodgers et son ridicule casque de Marine, Rivera paradant avec un fusil, ou même moi dans ma combinaison protectrice contre les gaz il y a dix ans - qui ont contribué à tuer Daniel Pearl; il fut assassiné par des hommes vicieux. Mais tous - en nous habillant comme des combattants ou en adoptant le costume national d'un peuple -, nous concourons à éroder le bouclier de neutralité et de décence qui nous a sauvé la vie par le passé. Si nous n'arrêtons pas tout de suite, comment pourrions-nous protester quand des collègues seront capturés par des individus sans merci clamant qu'il s'agit d'espions?

Cet article parut pour la première fois dans le quotidien The Independent le 23 février 2002.

© Independent



Les journalistes sont souvent visés parce qu'ils sont considérés être du « mauvais » côté. Ici, un contestataire casse le pare-brise d'un véhicule de presse lors des émeutes qui émaillèrent le Sommet des Amériques de Québec, le 20 avril 2001.

Photo: AP/CP, Paul Chiasson

Daniel Pearl au Pakistan, Martin O'Hagan à Belfast ou Tim Lopes au Brésil, être victimes d'un meurtre de sang froid. L'objectif peut consister à saisir le matériel ou de réduire au silence, de faire peur, voire même de tuer des journalistes. Les auteurs peuvent être des guérilleros ou des terroristes. Trop souvent toutefois, les forces paramilitaires de l'État sont impliquées dans les attaques menées contre les journalistes et dans les meurtres. Souvent, l'existence même d'une menace terroriste sert d'excuse pour réprimer les journalistes et de couverture pour les attaquer. La guerre contre le terrorisme tourne souvent en guerre contre la liberté des médias. Les dangers dans les différents pays changent selon le climat politique et social. À certains moments, la distinction entre un champ de bataille et des troubles civils est ténue, comme en Cisjordanie et à Gaza (voir chapitre 2).

Algérie

L'Algérie fut un pays particulièrement à risques entre 1993 et 1996, périodes qui vit l'assassinat de 108 journalistes ou éditeurs. Des « listes noires » circulaient, portant le nom de journalistes dont la mort avait été ordonnée par le Groupe islamique armé (GIA). Ce groupe considérait les médias comme des alliés du gouvernement, qui avait refusé d'accepter une victoire des islamistes aux élections. Le GIA publia une déclaration disant: « Ceux qui luttent par le stylo périront par l'épée. »

L'État est toutefois soupçonné de complicité dans certains assassinats. Les arrestations furent peu nombreuses et le gouvernement refusa toute enquête indépendante. Certains journalistes déclarèrent s'être vu proposer de faux témoins à interviewer après des assassinats, tandis que d'autres furent harcelés alors qu'ils tentaient de relater de massacres. À l'époque des tueries, des centaines de journalistes et leurs familles habitèrent pendant plusieurs années à l'hôtel, sous la protection de gardes armés, vivant et travaillant dans la peur permanente.

Colombie

En Colombie, le journalisme est une activité risquée en raison du conflit armé intérieur, et 84 reporters furent assassinés au cours de la dernière décennie. Álvaro Uribe Vélez fut élu en août 2002 sur son programme de fermeté vis-à-vis des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) et des autres groupes de guérilla. Les journalistes sont la cible des différentes factions armées, des « groupes d'autodéfense » et des politiciens corrompus. Des forces de droite ont revendiqué l'assassinat de plusieurs journalistes et accusé la presse d'avoir un « esprit empoisonné ». D'autre part, les groupes de guérilla ont déclaré que « les médias sont notre cible ». Les journalistes sont tués en toute impunité, les auteurs ou commanditaires des meurtres n'étant condamnés que dans 5% des cas. Le Président estime quant à lui qu'il est « fâcheux que des journalistes peuvent arriver dans des endroits où des terroristes se tapissent, alors que le gouvernement n'y a pas accès. Il est fâcheux qu'un journaliste soit au courant de l'organisation d'un attentat qui prend le gouvernement par surprise. » Cependant, en janvier 2003, il promit que son gouvernement n'imposerait plus de restrictions à la liberté de la presse.

Sierra, rédacteur en chef adjoint et éditorialiste au journal *La Patria* de Manizales, une ville située dans la région productrice de café de Colombie, fut abattu alors qu'il se rendait au travail le 30 janvier 2002 et mourut le surlendemain. Dans ses éditoriaux, Sierra stigmatisait fréquemment la corruption et les violations des droits de l'homme perpétrées par la guérilla de gauche, par les paramilitaires de droite et par les agents de

sécurité de l'État. La police expliqua au Committee to Protect Journalists en décembre 2002 qu'elle travaillait sur la théorie selon laquelle un des politiciens locaux que Sierra avait épinglés dans ses articles avait chargé un tueur à gage d'éliminer le journaliste. Sierra avait accusé les politiciens libéraux et conservateurs de la région de népotisme, de corruption d'électeurs, de pillage des coffres publics et de « gestion du département comme une colonie féodale ». Le chef de la bande de tueurs a été accusé du meurtre.

Héctor Sandoval, un caméraman de RCN Televisión, et Wálter López, le chauffeur de l'équipe, moururent après qu'un hélicoptère de l'armée eut attaqué leur véhicule - pourtant identifié - le 12 avril 2002 près de Cali. L'équipe couvrait la poursuite par l'armée de combattants des FARC qui avaient kidnappés des politiciens de province. Les lettres « RCN » étaient apposées en grands caractères de couleur vive sur le toit et les deux côtés du véhicule. Ils venaient de décider de rebrousser chemin quand l'hélicoptère ouvrit le feu. López fut mortellement blessé. Ses collègues tentèrent de lui appliquer un garrot quand l'hélicoptère tira une deuxième fois. Ils se mirent à l'abri dans un ravin tout proche et agitèrent des T-shirts blancs. L'hélicoptère fit de nouveau feu et toucha Sandoval à la jambe. Deux heures s'écoulèrent avant que d'autres journalistes ne puissent les transporter à l'hôpital, où Sandoval mourut à cause des pertes de sang. L'armée a ouvert une enquête.

En juin 2002, Efraín Varela Noriega, le propriétaire de Radio Meridiano-70, fut tué dans le nord-est du pays. Il hébergeait deux émissions controversées qui critiquaient toutes les parties du conflit, mais avait les derniers temps souligné la présence de combattants de l'Autodéfense unie de Colombie (AUC) qui patrouillaient dans les rues d'Arauca, à la frontière avec le Venezuela. Noriega rentrait chez lui quand des tireurs le sortirent de sa voiture et le visèrent à la tête et à la poitrine.

En juillet 2002, deux techniciens et deux chauffeurs employés par Radio RCN et Radio Caracol furent enlevés par des hommes portant des uniformes de l'armée. Quatre jours plus tard, après plusieurs marches de nuit, ils furent libérés, sans leurs véhicules et sans leur matériel. Le mois suivant, une équipe du journal *El Tiempo* fut enlevée par les FARC et détenue toute une nuit avant d'être libérée le lendemain matin.

Philippines

Dans certains pays, les enlèvements sont devenus une source de revenus. En 2000, la FIJ invita le gouvernement philippin à se montrer plus actif dans la protection des journalistes après une vague d'enlèvements sur l'île de Jolo, dans le sud du pays. « Ces kidnappings visent le cœur des droits

démocratiques et font des Philippines une zone interdite pour les médias », déclara Aidan White, Secrétaire général de la FIJ.

Les rebelles combattant pour un État musulman indépendant ont adopté une tactique d'enlèvement et de détention de touristes pendant de longues périodes, demandant des rançons énormes pour leur libération. Les actes visant les journalistes débutèrent en mai 2000, quand huit Français et un Norvégien furent pris en otages pendant plus de 24 heures par des membres du groupe Abu Sayyaf sur l'île de Jolo. Ils furent dépouillés et obligés de verser une rançon. Plus tard dans le mois, dix journalistes - allemands, français, australiens et danois - furent enlevés alors qu'ils suivaient un convoi médical gouvernemental vers un camp où des touristes occidentaux étaient détenus. Quatre journalistes furent forcés de retourner à Jolo et d'obtenir 25 000 euros, sinon leurs six collègues auraient été décapités. Ces derniers furent finalement libérés le lendemain, après avoir été délestés de leur argent, de leurs téléphones portables, de leurs montres et de leurs chaussures par les hommes du commandant Robot, un des cinq leaders du groupe Abu Sayyaf. Les autorités philippines demandèrent par la suite aux journalistes occidentaux de s'abstenir d'essayer de rencontrer des otages et d'éviter de compromettre leurs chances de garantir leur libération.

Le 2 juillet de cette même année, Andreas Lorenz, reporter à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, fut kidnappé pour la deuxième fois par le même groupe alors qu'il tentait d'établir le contact avec les otages. Il fut détenu 25 jours. Le groupe Abu Sayyaf déclara que les journalistes n'étaient plus autorisés à rencontrer les otages. Le 9 juillet, des rebelles demandèrent une rançon pour la libération de trois journalistes de France 2.

Plus tard dans le mois, l'Agence France Presse cita des sources locales disant que, vu qu'il ne restait plus de journalistes étrangers sur l'île, les rebelles envisageaient de kidnapper des journalistes locaux. Quelques jours plus tard, deux journalistes d'ABS-CBN, la plus importante chaîne de télévision des Philippines, furent enlevés près de Patikul. Le cameraman Val Cuenca et le chercheur et écrivain Maan Macapagal étaient à Jolo pour couvrir la crise des otages.

Les journalistes philippins continuèrent à être visés. En janvier 2002, Arlyn de la Cruz, reportrice pour la chaîne câblée de Manille Net 25 et rédacteur pour le journal philippin Daily Inquirer, fut enlevée et détenue pendant plus de deux mois avant d'être libérée, un généreux donateur étant apparemment intervenu pour payer la rançon. De la Cruz fut enlevée le 19 janvier par l'ancien Front national de libération Moro (MNLF), qui avait alors été « intégré » dans les forces armées philippines. Elle se

Le groupe Abu Sayyaf enleva en mai 2001 des touristes sur l'île de Palawan et prit d'autres otages lors d'une opération militaire visant à les libérer. Plusieurs otages, dont l'Américain Guillermo Sobero, furent tués, mais la plupart furent libérés. Après novembre 2001, seuls le couple de missionnaires Martin et Gracia Burnham et l'infirmière philippine Ediborah Yap restèrent en captivité. Le 7 juin 2002, l'armée tenta de les délivrer. Martin Burnham et Ediborah Yap furent tués. Gracia Burnham fut blessée mais libérée.

trouvait à Basilan pour interviewer des membres du groupe Abu Sayyaf détenant deux Américains et un Philippin (voir cadre) depuis mai 2001.

De la Cruz dit que le groupe qui l'avait prise en otage pensait qu'elle avait apporté la rançon pour la libération des trois derniers otages. Ne trouvant pas d'argent, ils la transférèrent d'un endroit à l'autre jusqu'à sa libération. L'armée nie que certains de ses membres aient été impliqués dans l'enlèvement de de la Cruz, en dépit de ses allégations que ses ravisseurs étaient en service actif. De la Cruz fut libérée après l'intervention d'un professeur d'université et de la sénatrice Loren Legarda, elle-même ancienne présentatrice de télévision. Tous deux nièrent le paiement d'une rançon de deux millions de pesos (environ 39 500 dollars).

En septembre 2002, deux autres journalistes furent enlevés après avoir voulu rencontrer des représentants du MNLF sur l'île de Jolo. La journaliste Carol Lorenzo et le caméraman Gilbert Ordiales, de la télévision privée GMA, furent kidnappés le 28 septembre et détenus pendant six jours. Après leur libération, la police accusa une femme qui travaillait dans l'armée et qui était avec eux au moment des faits. Cette dernière accusa à son tour des membres du MNLF, qui font aujourd'hui partie de l'armée régulière. La FIJ a écrit à la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo pour l'inviter à ordonner une enquête sur les enlèvements. Christopher Warren, le Président de FIJ, écrivit dans sa lettre: « Les journalistes doivent pouvoir travailler aux Philippines sans crainte d'être intimidés. »

Depuis la restauration de la démocratie aux Philippines en 1986, 38 journalistes ont été tués et aucun des assassins n'a été condamné. En mai 2002, Edgar Damalerio, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Zamboanga Scribe et reporter pour la radio DXKP, fut tué alors qu'il rentrait chez lui après une conférence de presse à Pagadian City. Le Centre pour la liberté et la responsabilité des médias, basée à Manille, dit que Damalerio avait souvent critiqué les officiers supérieurs de police. Un officier de police fut arrêté après le meurtre.

Sri Lanka

Au Sri Lanka, les journalistes se virent longtemps interdire de parler des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), qui luttèrent pour un État indépendant pour la minorité ethnique tamoule. La guerre civile dure depuis près de vingt ans. Bien que l'interdiction ait été levée en 2001 et qu'en 2002 des signes indiquant qu'une fin du conflit était proche aient été enregistrés, le gouvernement applique toujours une politique de non-contact entre les médias et les LTTE.

En avril 2001, Marie Colvin, une journaliste américaine travaillant pour le Sunday Times britannique, fut touchée par les éclats d'une gre-

nade de l'armée sri lankaise alors qu'elle revenait en compagnie de civils non armés d'une réunion avec les LTTE. Elle fut blessée à la tête, à la poitrine et aux bras et perdit un œil. Colvin cria qu'elle était journaliste mais les soldats continuèrent à tirer. Selon ses dires, des soldats la jetèrent au sol et lui donnèrent des coups de pied. Le ministère sri lankais de l'Information déclara que Colvin n'avait pas l'autorisation de se déplacer dans la région de Wannai, aux mains des rebelles, dans laquelle elle avait passé deux semaines avec les LTTE. La déclaration prétendit que Colvin « avait mis au point un agenda secret avec les LTTE ».

En octobre 2000, le journaliste Mylvaganam Nimalarajan, qui travaillait entre autres pour les services de la BBC en langues tamoule et cinghalaise, le quotidien tamoul Virakesari et l'hebdomadaire cinghalais Ravaya, fut tué chez lui à Jaffna. Des tireurs non identifiés s'approchèrent, firent feu par la fenêtre de son bureau et jetèrent une grenade dans la maison. Des journalistes suspectent que les articles de Nimalarajan sur les irrégularités et les intimidations commises lors des élections législatives à Jaffna sont la cause de son assassinat. Ses parents et son neveu de 11 ans furent grièvement atteints lors de l'attaque. Aucune enquête satisfaisante n'a été menée.

En août 2002, cinq hommes s'introduisirent dans les locaux du journal tamoul Thinakkathir, ligotèrent le personnel et emporta le matériel. La FIJ invita le gouvernement à protéger Thinakkathir et tous les journalistes travaillant au Sri Lanka. Christopher Warren, Président de la FIJ, écrivit au Président du Sri Lanka, Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, une lettre disant: « Les attaques menées contre les journalistes et les médias sont une des pires formes de violation de la liberté de la presse et d'atteinte à la société civile. Il n'y a pas de pire forme de censure que la violence. »

Autres pays

De nombreux journalistes sont attaqués ou tués parce qu'ils relatent des crimes ou des faits de corruption.

Au Bangladesh, Harunur Rashid, reporter pour le journal en bengali Dainik Purbanchal, fut pris dans une embuscade et abattu alors qu'il se rendait en moto à son travail à Khulna. Trois hommes l'emmenèrent à l'hôpital, expliquèrent au personnel médical qu'il avait été victime d'un accident de la circulation et disparurent. Rashid était chroniqueur judiciaire et avait parlé de la corruption et des liens entre les syndicats du crime et les groupes de guérilla. Il avait reçu des menaces de mort et bénéficiait d'une protection policière.

Nava Raj Sharma, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Kadam, fut

kidnappé par des rebelles maoïstes le 1er juin 2002 à Kalikot (Népal) et tué brutalement. Sharma, connu pour son indépendance, avait résisté aux tentatives visant à rendre son journal plus conciliant envers les troupes maoïstes qui contrôlent certaines parties de Kalikot. La police retrouva son corps atrocement mutilé à la mi-août. Les rebelles lui avaient arraché les yeux, ligoté les mains et les pieds et tiré dans la poitrine, déclara la police à la commission nationale des droits de l'homme.

En Russie et dans d'autres républiques ex-soviétiques, les journalistes enquêtant sur la corruption courent de grands risques. Natalya Skryl, journaliste commerciale pour le titre *Nashe Vremya* de Rostov-sur-le-Don, fut attaquée et frappée à plusieurs reprises à la tête avec un objet contondant en rentrant chez elle tard le 8 mars. Elle mourut le lendemain. Avant son décès, Skryl, 29 ans, avait dit à des collègues qu'elle détenait de nouvelles informations sur la lutte pour le contrôle de Tagmet, une usine métallurgique de la région. Le ministère public tenta de ne pas enquêter sur cette piste et ce, bien que Skryl n'ait pas été délestée de ses bijoux et de son argent par ses agresseurs.

En Ukraine, un des plus célèbres assassinats de journalistes reste « irrésolu » plus de deux ans après les faits. Georgy Gongadze, 31 ans, éditeur du journal sur l'Internet *Ukrainska Pravda*, disparut le 16 septembre 2000. Son corps décapité fut retrouvé dans un fossé dans un faubourg de Kiev. Gongadze enquêtait sur la corruption au sein du gouvernement ukrainien. Des cassettes audio remises par un ancien garde du corps du Président ukrainien Leonid Koutchma impliquent apparemment celui-ci et d'autres ministres dans un complot contre Gongadze. Mykhailo Kolomiets, fondateur et directeur d'*Ukrainsky Novyny*, une agence spécialisée dans les informations économiques objectives, disparut le 21 octobre 2002. « Les journalistes s'inquiètent à raison de l'écho donné par la disparition de Kolomiets à l'affaire Gongadze », déclara Aidan White, Secrétaire général de la FIJ.

En Tchétchénie, de nombreux journalistes ont été détenus pendant des mois avant d'être libérés contre une rançon ou échangés contre des prisonniers tchéchéniens. Les rebelles tchéchéniens ont également tué plusieurs journalistes. Vladimir Yatsina, photographe pour l'agence de presse russe *Itar-Tass*, fut enlevé en juillet 1999 et finalement tué parce que ses blessures ralentissaient le groupe tchéchéne qui le détenait. Le photographe indépendant Brice Fleutiaux fut détenu en otage en Tchétchénie d'octobre 1999 au 12 juin 2000, après avoir été enlevé dès son arrivée dans la capitale Grozny. Il fut traité tantôt avec dureté, tantôt avec gentillesse, étant parfois enchaîné et parfois autorisé à travailler et à téléphoner à sa famille. Quand il fut libéré, l'affaire sembla connaître une fin heureuse.



Mais Fleutiaux, qui avait écrit un livre en captivité, était perturbé par son expérience, conscient du contraste énorme entre la vie quotidienne en Europe et en Tchétchénie. Comme cela arrive souvent après de telles périodes de séparation forcée, son mariage avec Dana, qui s'était déplacée en Tchétchénie pour mener la campagne en faveur de sa libération, se solda par un échec.

En avril 2001, dix mois à peine après son retour à la maison, Brice Fleutiaux se suicida. ■

L'ex-otage Brice Fleutiaux enlace sa fille Sarah, 4 ans, et sa mère Monique à son arrivée sur l'aérodrome de Villacoublay (sud-ouest de Paris) le 13 juin 2000, un jour après sa libération. À droite, le ministre français de la Coopération Charles Josselin.

Photo: AP / Michel Lipchitz

Photo: AP / Michel Lipchitz

Partie 3

La zone de récupération



La photographe Susana Gonzalez est aidée par des collègues après avoir été touchée par une pierre lancée lors d'affrontements opposant des hooligans à la police à Mexico en 1998. Ce qui avait commencé comme une célébration de la qualification du Mexique pour les 1/8 de finale de la Coupe du monde dégénéra rapidement en véritable émeute.

Photo: AP/Jose Luis Magana

Chapitre 5

L'aide médicale d'urgence

Les journalistes travaillant loin de leur base ou dans des zones dangereuses doivent savoir quand et comment apporter une aide médicale d'urgence à un collègue malade ou blessé. Ils doivent savoir comment prodiguer une aide d'urgence plutôt que les premiers soins.

Les premiers soins servent à maintenir un patient jusqu'à ce qu'il arrive à l'hôpital ou à la clinique, en supposant qu'une telle infrastructure puisse être atteinte rapidement. Dans des environnements hostiles, on peut mettre des heures avant de trouver un lieu sûr. Les journalistes doivent viser à fournir des soins d'urgence pouvant aider une victime à survivre plusieurs heures, voire plus longtemps. Le but consiste à stabiliser l'état de la victime jusqu'à ce qu'elle reçoive une aide médicale de la part de personnel qualifié.

De telles connaissances ne s'acquièrent pas seulement en lisant les manuels. Un cours de secourisme ou d'aide médicale urgente permettra à un journaliste de s'exercer à placer une attelle, à faire un pansement ou à poser un garrot et d'apprendre les procédures de dégagement des voies respiratoires, les techniques de réanimation et les positions de sécurité.

Pour votre propre sécurité, vous devez non seulement insister pour apprendre ces méthodes, mais aussi demander que tous les journalistes opérant sur le terrain participent à de tels cours. Plus il y a de journalistes sachant quoi faire en cas d'urgence, mieux c'est.

Votre capacité à aider dépendra également de la qualité de l'équipement médical d'urgence à votre disposition. Les journalistes travaillant dans des situations potentiellement dangereuses devront emporter un bon kit médical et savoir comment l'utiliser. Les journalistes doivent aussi savoir improviser en l'absence d'attelles ou de civières.

Le présent chapitre se penche sur les blessures dues à des événements traumatiques tels que les coups de feu et les explosions, mais il commence par quelques conseils sur les besoins d'assistance médicale les plus probables, à savoir comment aider quelqu'un qui est tombé malade ou stabiliser une victime d'accident de la route.



En haut: une partie du kit médical emporté par les journalistes dans les zones hostiles. Celui-ci englobe des bandages stériles de grande taille, des attelles et un brancard.

En bas: le kit médical de plus petite taille fourni lors des cours organisés par la FIJ. Celui-ci englobe des bandages stériles, un appareil de réanimation, des gants et un tablier, des lingettes nettoyantes et un bandage à utiliser comme écharpe.

Photos: Rob Judges



La maladie

Les risques les plus probables (et les moins prestigieux) qu'un journaliste court dans une région hostile sont la maladie, l'intoxication alimentaire et les effets des conditions climatiques, comme l'hypothermie, le coup de chaleur ou le mal de l'altitude. Une partie de la préparation à une mission doit porter sur la familiarisation avec les maladies infectieuses les plus courantes dans la région et celles qui peuvent être transmises par les piqûres d'insectes ou par l'eau ou les aliments contaminés. Emportez les médicaments appropriés pour les conditions les plus usuelles. Dans les régions tropicales par exemple, le risque de malaria est plus important que celui d'essuyer des coups de feu ou des tirs d'artillerie.

Un journaliste en mission doit devenir hypochondriaque. Faites en sorte de détecter chaque petit ennui avant qu'il ne devienne un problème majeur susceptible de vous ralentir et de vous exposer. Lavez-vous régulièrement, quelles que soient les conditions (utilisez un gant de toilette et de l'eau si vous n'avez rien d'autre) et inspectez régulièrement votre corps. Traitez immédiatement les « petits » bobos tels que les pieds d'athlète.

LA LOI DE MASLOW

Souvenez-vous de la règle de 3!

Vous survivrez:

- ◆ 3 minutes sans oxygène, après quoi les séquelles cérébrales et la mort guettent
- ◆ 3 jours sans eau, après quoi vous souffrirez de déshydratation sévère
- ◆ 3 semaines sans manger, après quoi votre survie sera aléatoire

UN TRUC DE SURVIE

En cas d'urgence, utilisez le rayonnement ultraviolet du soleil pour purifier l'eau. Filtrez l'eau et laissez-la quatre heures au soleil dans une bouteille en plastique ou en verre.

Boire et manger

De l'eau propre et des aliments sont vitaux pour votre bien-être et votre capacité à travailler. Il vous faut au minimum deux litres d'eau potable propre par jour, voire de quatre à six litres dans des conditions extrêmes. Vous devez également absorber environ 2 000 calories par jour selon votre taille, le chemin parcouru en marchant ou en courant et les conditions climatiques. En cas de froid ou de chaleur extrême, vous dépenserez plus de calories.

Chargez-vous de votre eau et de votre nourriture. Là où l'eau est suspecte, méfiez-vous de l'eau servie à table dans les restaurants, sauf si le sceau est intact. Mieux vaut éviter les glaçons dans les boissons, sauf si vous êtes certain qu'ils sont faits avec de l'eau stérilisée. Veillez à ce que l'eau utilisée pour les boissons chaudes soit correctement bouillie au préalable.

Dans les endroits où l'eau vous paraît douteuse, achetez de l'eau gazeuse et vérifiez que les sceaux sont intacts (l'eau plate est plus facile à « imiter »). Vous pouvez réduire le pétillant de l'eau en y ajoutant une cuillère à café de sucre. Vous pouvez aussi stériliser l'eau au moyen de produits chimiques (iode ou chlore), mais vous devez les laisser agir entre 10 et 20 minutes avant de boire l'eau. Une autre méthode consiste à faire bouillir l'eau pendant 8 à 10 minutes. On trouve sur le marché des filtres à eau de bonne qualité qui retiennent les particules d'une taille de 0,2

micron - les plus petites bactéries font 0,5 micron -, mais ils coûtent cher. Le prix de ces filtres diminue, ce qui les rend plus abordables.

Les infections alimentaires les plus communes sont dues aux bactéries coliformes, qui vivent dans les intestins et peuvent causer la « diarrhée du voyageur », appelée aussi « turista » et les salmonelles, que l'on retrouve souvent dans la volaille et d'autres viandes, mais qui sont tuées par une cuisson prolongée. Évitez les viandes saignantes et ayez plutôt tendance à trop cuire la viande qu'à la manger encore crue. Si vous préparez votre nourriture vous-même, lavez et désinfectez les couteaux et planches de découpe utilisés pour traiter la viande.

Dans les régions où le typhus ou d'autres infections dues à l'eau sont répandus, évitez les légumes à croissance rapide sauf s'ils sont cuits. Une salade peut être suspecte; en revanche, les légumes cuits ne constitueront pas un risque s'ils ont été bouillis. Épluchez les fruits ou lavez-les à l'eau propre.

Si vous n'avez pas confiance en la qualité des aliments, la règle générale est la suivante: **Cuire, éplucher ou chlorer.**

Les traumatismes

L'approche générale de l'administration de l'aide médicale dans un environnement hostile consiste à rester calme et à évaluer la situation avant d'agir. Prendre quelques secondes vous aidera à vous concentrer sur les conditions les plus dangereuses et à vous rappeler quoi faire. Essayez de ne pas vous focaliser sur ce que vous ne savez pas faire. Une approche calme sauvera des vies, tandis que la panique se répand rapidement dans un groupe de personnes apeurées.

1. Évaluez le danger qui vous guette. Si quelqu'un a été atteint par balle et est couché sur le sol, risquez-vous de vous faire tirer dessus si vous lui portez secours? Si vous êtes blessé, vous ne serez d'aucune aide et deviendrez un fardeau de plus.
2. Évaluez le danger qui guette la victime. Quel est le risque le plus immédiat? La voiture dans laquelle elle se trouve va-t-elle essuyer des coups de feu? La personne est-elle toujours à découvert et visée? Appréciez s'il vaut mieux la déplacer ou la laisser où elle est.
3. Agissez pour mettre la victime hors de danger ou pour supprimer le danger. Si vous pouvez supprimer le danger - par exemple en boutant le feu ou en convainquant le tireur de cesser le feu -, c'est d'autant mieux. Il vaut mieux ne pas déplacer un blessé avant de l'avoir stabilisé, mais vous pouvez être amené à opter pour la solution la moins pire.



Mettez la victime hors de danger ou supprimez le danger.

Photo: Rob Judges

« Si vous évacuez quelqu'un, vous risquez de le tuer; si vous le laissez sur place, il mourra presque à coup sûr. Tel sera parfois le choix que vous devrez faire. »

Paul Brown, directeur médical, AKE training



Ramenez la tête vers l'arrière de sorte que la mâchoire forme un angle droit avec le sol afin d'ouvrir les voies respiratoires.

Photos: Rob Judges

« Si le blessé vous répond, c'est que ses voies respiratoires sont dégagées. S'il crie, ses voies respiratoires sont en excellent état. Celui dont il faut s'inquiéter, c'est celui qui reste calme dans un coin, qui n'appelle pas au secours. »

Paul Brown, Medical Director,
AKE training



Un respirateur Guedel aidera une victime inconsciente à respirer.



4. Utilisez vos compétences et vos connaissances pour stabiliser toutes les conditions dangereuses; amenez ensuite la victime dans un centre médical le plus vite possible. Ce que vous ferez pour elle dépendra du temps qu'il faudra pour atteindre une aide professionnelle.

Examiner la victime

Si possible, portez des gants quand vous touchez un blessé. Il doit toujours y en avoir une paire dans votre kit de secours.

Voici un moyen mnémotechnique simple:

Dr ABC

D = Danger – Voir les points 1-4 ci-dessus.

r = Réponse: Parlez à la victime. Vos deux objectifs consistent à découvrir ce qu'elle peut vous dire sur son état et à la reconforter. Si le patient est conscient, demandez-lui où il a mal. Si ses dires ne correspondent pas à ce que vous voyez, il y a peut-être des blessures non visibles. Si la victime a froid alors que la température ambiante ne l'explique pas, elle peut présenter une hémorragie. Rassurez sans cesse le patient. Convincez-le que vous savez ce que vous faites, que tout ira bien et qu'ils vous aideront en restant éveillé et en coopérant. Dans les cas extrêmes, le reconfort sera la seule chose que vous pourrez offrir. Faites-le quand même. Même si une victime semble ne pas répondre, continuez à la reconforter en procédant aux vérifications. Une victime peut être semi-consciente (réponse limitée à la voix ou à la douleur) ou inconsciente (pas de réponse). L'ouïe est le dernier sens qui s'évanouit, et la victime peut donc comprendre ce que vous dites.

A = Breathing (respiration): Si le patient ne respire pas alors que les voies respiratoires sont dégagées, le cœur bat peut-être de manière irrégulière ou s'est peut-être arrêté. Tentez un massage cardiaque. Le nombre normal de respirations est de 16-18 par minute, mais il est susceptible d'atteindre les 20 en raison de l'état d'énerverment du patient. Une respiration superficielle et rapide peut être le signe d'une perforation d'un poumon ou d'un « choc hypovolémique », résultant d'une diminution de la masse sanguine. Le massage cardiaque, également appelé « bouche-à-bouche », consiste à insuffler de l'air dans les poumons et à faire des mouvements de compression de la poitrine (voir les photos en page précédente). Soufflez deux fois dans la bouche en tenant le nez



Le massage cardiaque:

En haut: agenouillez-vous à côté de la victime, les mains croisées sur sa poitrine.

En haut à droite: trouvez le bon endroit sur la poitrine.

À droite: la bonne position des mains lors des 15 mouvements de pompage.

En bas: maintenez le nez fermé pendant que vous soufflez dans la bouche de la victime.

Photos: Rob Judges



◆ Le massage cardiaque est également connu sous l'appellation de « bouche-à-bouche ».

◆ Placez la victime sur une surface solide.

◆ Soufflez deux fois dans sa bouche en lui maintenant le nez fermé.

◆ Trouvez le point de compression, situé deux doigts plus haut que le bas du sternum.

◆ Croisez les paumes des mains au-dessus du cœur et faites 15 mouvements de pompage bien appuyés.

◆ Répétez la séquence de deux respirations suivies de 15 pompages aussi longtemps qu'il y reste de l'espoir.



**POURQUOI UNE VICTIME
CESSE DE RESPIRER**

Les cinq principales raisons pour lesquelles un blessé peut cesser de respirer sont:

- ◆ une obstruction des voies respiratoires,
- ◆ une attaque cardiaque,
- ◆ un choc électrique,
- ◆ l'inhalation de gaz ou de fumées,
- ◆ la noyade.

fermé et procédez à 15 mouvements de pompage bien appuyés, les paumes croisées au-dessus du cœur. Répétez cette séquence de deux respirations suivies de 15 pompages aussi longtemps qu'il reste de l'espoir. Le massage cardiaque permet de réanimer environ 10% des personnes dont le cœur s'est arrêté; un professionnel paramédical qualifié disposant d'une machine de défibrillation peut atteindre un taux de réussite de 50%.

C = Circulation: Si le patient respire, le cœur doit envoyer du sang dans tout le corps. Si le pouls est faible ou irrégulier, cela indique un problème de rythme cardiaque ou de circulation. Le pouls peut être pris là où une artère est proche de la surface. Les meilleurs endroits sont le cou (sur le côté, en dessous de la mâchoire), le poignet et l'intérieur du coude ou du genou. Évaluez la force du pouls et son rythme. Le pouls normal est de 60 à 90 pulsations par minute. Il ralentira au repos et s'accélénera en état d'agitation ou d'énerverment. Un pouls rapide et faible peut être le signe d'une hémorragie importante, alors qu'un pouls irrégulier indique quelque chose de mauvais. Prenez le pouls près du membre touché afin de vérifier l'alimentation en sang de ce membre.

Lors de ces vérifications et du traitement d'urgence subséquent, veillez à noter tout ce que vous faites, y compris l'heure, l'état de la victime (pouls, respiration, etc.), les actions menées et les médicaments administrés.

PRENDRE LE POULS

Le meilleur endroit pour prendre le pouls est sur le cou.

Mettez quatre doigts à plat sur le lieu de relevé.

N'utilisez pas votre pouce, vous pourriez confondre avec votre propre pouls.

Photo: Rob Judges



Utilisez un simple croquis d'un corps pour indiquer les blessures ou brûlures. Notez l'heure à laquelle un garrot a été posé. Si vous faites partie d'un groupe, affectez une personne à ce rôle. Ces notes doivent rester la victime et l'accompagner lors de son transfert.

Contrôlez l'état de la victime toutes les 15 minutes et relevez si elle est alerte, somnolente, semi-consciente ou inconsciente.

Quand la victime est transférée à l'hôpital, etc., envoyez avec elle quelqu'un qui peut raconter à l'équipe médicale ce qui s'est passé et ce qui a été fait. Veillez à ce que les notes suivent le patient. Elles aideront l'équipe médicale à décider de la suite des opérations.

Les blessures pénétrantes

Les fractures majeures et les blessures pénétrantes sont des événements dangereux qui découlent souvent d'accidents de la circulation ou de blessures par balle ou par éclat. La cause de décès la plus répandue est la perte de sang. Le traitement d'urgence le plus important consiste à arrêter l'hémorragie et à immobiliser les membres fracturés.

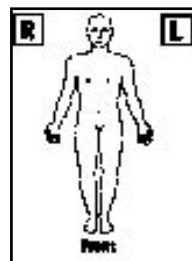
Lors de l'examen initial de la victime, contrôlez les blessures pénétrantes. Vérifiez bien qu'une plaie apparente ne masque pas une blessure moins évidente mais potentiellement plus dangereuse. Cherchez les taches humides foncées sur les vêtements et veillez à vérifier la couche la plus intérieure. Les hémorragies internes sont dangereuses. Un bassin ou un fémur (os de la cuisse) fracturé peut perdre jusqu'à deux litres de sang.

Si une victime ne risque rien à être laissée comme elle est, ne la déplacez pas avant de vous être assuré qu'elle ne souffre pas de fracture de la colonne vertébrale. Demandez à une victime conscient de bouger les orteils et vérifiez qu'elle sent quand vous lui chatouillez les pieds. Une victime semi-consciente réagira à la douleur ou à la voix. Grattez-la au sternum ou pincez-la pour voir si elle répond.

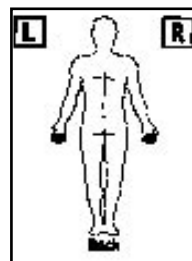
Si un patient est inconscient, agissez comme s'il souffrait d'une fracture de la colonne et déplacez-le uniquement quand vous avez immobilisé son cou et l'avez placé sur une civière (voir ci-dessous).

Lors de l'examen initial, utilisez vos mains (gantées) autant que vos yeux. Passez en revue la tête, le corps et les jambes, en vérifiant la réaction à la douleur qui pourrait indiquer les fractures ou blessures internes. Coupez les vêtements entravant votre vision mais faites attention à ne pas retirer un tissu recouvrant une blessure qui ne saigne pas, ce qui relancerait l'hémorragie.

Notez l'état de la victime



Utilisez un croquis simple pour indiquer les blessures ou brûlures.



Dessins: AKE Ltd

- ◆ Consignez ce que vous faites, et à quelle heure.
- ◆ Contrôlez l'état de la victime toutes les 15 minutes.
- ◆ Assurez-vous que les notes



Après avoir arrêté l'hémorragie, élevez le membre de sorte à réduire la pression sanguine à l'endroit de la blessure.



Si vous ne parvenez pas à arrêter l'hémorragie avant de déplacer la victime et n'avez pas accès à un garrot adapté, improvisez-en un avec une ceinture ou - comme illustré ici - un tissu et un stylo.

La sangle du garrot doit faire entre 2,5 et 5 cm de largeur.

Photos: Rob Judges

Arrêter l'hémorragie

Une des tâches les plus urgentes consiste à arrêter l'hémorragie. Le principe est d'appliquer une pression sur la blessure suffisamment longtemps pour que le sang coagule. Cela devrait prendre environ dix minutes. Votre kit médical doit contenir de grands bandages stériles. Il n'y a d'ailleurs aucune raison d'emporter de petits bandages. Ouvrez le pansement et appliquez-le sur la plaie avec les deux mains, en appuyant de tout votre poids pendant un minimum de dix minutes. Votre but est d'arrêter l'hémorragie, pas de couvrir la blessure. Ne retirez pas le bandage parce que cela briserait la croûte. Laissez-le en place. Si le sang passe à travers le pansement, le processus n'a pas fonctionné et vous devez recommencer. Si possible, élevez le membre pour réduire la pression sanguine à l'endroit de la blessure.

- ◆ Dans le cas d'une blessure ouverte de grande taille, par exemple causée par un fusil de chasse ou une explosion, emballez la blessure avec des bandages et appliquez une pression sur la surface.
- ◆ Laissez le pansement en place afin d'arrêter l'hémorragie et de réduire les risques d'infection. Les balles et éclats ne sont pas stériles et peuvent infecter une blessure. Assurez-vous que les pansements que vous emportez résistent à l'eau.

Il y a d'autres méthodes pour arrêter une hémorragie. Une d'entre elles consiste à appliquer une pression là où les grandes artères croisent le squelette, comme à la clavicule. Ici aussi, la pression doit être maintenue pendant dix minutes. Une autre consiste à poser un garrot, ce qui est la solution la plus adaptée quand la blessure touche un membre. Le garrot (généralement une ceinture, une sangle ou un tissu serré afin d'arrêter le flux de sang) est appliqué en amont de l'articulation au-dessus de la blessure. Si la plaie est située à l'avant-bras, le garrot sera posé au-dessus du coude; si la victime souffre d'une blessure au pied, le garrot sera placé au-dessus du genou. Posez le garrot en passant la sangle autour du membre et en utilisant un bâton pour le serrer jusqu'à ce que l'hémorragie cesse.

Vous pouvez improviser un garrot avec une ceinture. Si vous n'avez pas de bâton, utilisez un stylo pour le serrer. La sangle doit faire entre 2,5 et 5 cm de largeur afin de ne pas causer de dommages à l'endroit où elle est serrée.

Une fois que vous êtes parvenu à arrêter l'hémorragie, vous privez le membre d'oxygène. Cela entraînera des dommages si le garrot est laissé en place trop longtemps. Notez l'heure à laquelle il est appliqué et desserrez progressivement le garrot après 15-20 minutes pendant deux à trois minutes. Si la blessure recommence à saigner, remettez le garrot

et notez de nouveau l'heure. En règle générale, n'utilisez un garrot que si vous n'avez pas d'autre solution ou si vous êtes submergé de victimes et devez en mettre quelques-unes en attente. Quoi qu'il en soit, si vous devez retirer quelqu'un d'une situation dangereuse et savez que vous pourrez mieux l'aider dans quelques minutes, un garrot peut constituer le premier choix.

Une baisse de tension est un signe d'hémorragie. La tension artérielle est relevée en deux fois: lors de la prise du pouls et au repos. Le chiffre le plus élevé (pouls) doit tourner autour de 100 plus l'âge de la victime, et le plus bas entre 60 et 80. Si la valeur au repos dépasse 100, il y a peut-être une hémorragie interne. Vous ne disposerez probablement pas de l'équipement pour prendre la tension, mais il existe un bon test basique. Poussez sur l'ongle du pouce de la victime jusqu'à ce qu'il devienne blanc et relâchez la pression. S'il redevient rapidement rose, la tension est bonne. S'il reste blanc pendant quelques secondes, il y a un problème. Chez les individus à la peau blanche, un léger bleuissement des lèvres ou des lobes des oreilles (cyanose) est un signe de baisse de la tension. Chez les individus à la peau foncée, les lèvres et les lobes tireront sur le gris.

Les blessures aux poumons

Une blessure par balle ou une autre perforation du poumon entraînera une fuite d'air, comprimera le poumon et augmentera finalement la pression sur le cœur. Si vous pouvez voir la plaie, coupez un carré de 6 cm de côté de matériau imperméable à l'air et collez-le sur trois côtés de la blessure, en laissant le bas ouvert. Cette « valve flottante » aura tendance à se fermer quand la victime inspire et à s'ouvrir quand elle expire. Une bande Beta Cam peut être utilisée pour fixer le matériau. Mettez la victime en position semi-assise.

L'examen approfondi

Une fois que vous avez endigué le flux de sang, vous aurez du temps pour un examen approfondi de la victime. Cette fois, examinez de plus près la tête et le corps (tout en veillant à ne pas perturber un traitement déjà administré). Parcourez le cuir chevelu pour détecter les bosses et renfoncements inhabituels indiquant une fracture. Contrôlez les oreilles: une perte de liquide dans les oreilles peut être le signe d'une blessure au crâne. Vérifiez que les mâchoires se ferment et que les membres bougent librement et normalement. Pliez le pied et poussez les orteils vers le corps et demandez au blessé de résister à la pression. Faites attention aux mou-

POSER UN GARROT

- ◆ Utilisez un garrot pour arrêter l'hémorragie quand une victime doit être déplacée rapidement ou quand d'autres méthodes ont échoué.
- ◆ Serrez une ceinture, une sangle ou un tissu large en amont de l'articulation située au-dessus de la blessure.
- ◆ Vous pouvez improviser un garrot et utiliser un stylo pour le serrer.
- ◆ Assurez-vous que la sangle fait entre 2,5 et 5 cm de largeur.
- ◆ Desserrez lentement le garrot après 15-20 minutes.
- ◆ Même si l'hémorragie ne cesse pas, n'appliquez pas un garrot pendant plus 20 minutes sans interruption.
- ◆ Notez ce que vous avez fait, et à quelle heure.



Une valve flottante sert à couvrir une plaie causant une perforation du poumon. La valve plastique improvisée est maintenue en position par un ruban autocollant posé sur trois côtés. Le bas est laissé ouvert.

Photo: Rob Judges



La position de récupération: roulez la victime sur le côté. Placez une de ses mains sous la tête et tirez l'autre sur le côté. La tête de la victime doit reposer sur la paume de sa main.



Pliez la jambe du dessus et passez le pied au-dessus de l'autre jambe.

Photos: Rob Judges



vements instinctifs de protection de certaines parties du corps pouvant indiquer une fracture ou une autre blessure non visible. Si la victime sent que vous lui pincez le pied, sa moelle épinière est intacte.

La position de récupération

Si une victime est inconsciente, semi-consciente ou somnolente, laissez-la en position de récupération, sur le côté, un bras tendu vers le haut et une jambe pliée de sorte qu'elle ne roule pas. Cette position maintiendra les voies respiratoires ouvertes et empêchera la victime d'étouffer si elle vomit.

Les antidouleurs

Prenez les antidouleurs que vous avez sous la main. Veillez à emporter les antidouleurs les plus forts que vous puissiez obtenir, mais assurez-vous qu'ils sont légaux dans le pays où vous travaillez. Réduisez les comprimés en poudre, mélangez cette poudre dans de l'eau, remuez autour de la langue et avalez.

Ayez dans votre kit de secours une lettre du médecin nommant les médicaments que vous emportez et confirmant que ceux-ci sont adaptés aux urgences. Plus la lettre semblera officielle, mieux ce sera.

L'alcool n'est pas recommandé aux victimes parce qu'il dilate la circulation périphérique et encourage l'hémorragie. En revanche, il fait un bon antiseptique d'urgence.

Les balles et les projectiles

Vous ne pourrez probablement pas retirer une balle ou un éclat de la blessure. Si un projectile en bois (par exemple, un grand éclat) transperce la victime, il vaut généralement mieux le laisser en place.

Les fractures

Une fracture est un fragment, un craquement ou une cassure d'un os. Une fracture fermée (simple) est interne. Une fracture ouverte (multiple) consiste en un os sortant de la peau ou en une blessure atteignant le lieu de la fracture. Les fractures complexes peuvent interférer avec un organe interne, causer une hémorragie interne ou endommager les structures nerveuses. La douleur, la morbidité, la perte de mobilité, les mouvements anormaux, une déformation, un gonflement et/ou un renflement

peuvent être un signe de fracture cachée.

Si possible, il faut immobiliser et stabiliser les fractures d'os de grande taille avant de déplacer la victime. Les articulations au-dessus et en dessous de la fracture doivent être immobilisées. Si vous suspectez une fracture du cou ou de la colonne vertébrale (ou si le patient est inconscient, posez la minerve qui se trouve dans votre kit de secours. Cela empêchera le cou de bouger. Si vous n'avez pas de minerve, pliez un journal (de grand format) en quatre et enroulez-le autour du cou.

En cas de fractures ouvertes aux membres majeurs, décidez s'il est préférable de les immobiliser tels qu'ils sont ou de les remettre en place d'abord. Un membre fracturé doit être élevé afin de prévenir une pression sanguine excessive. Utilisez des bandages pour serrer les membres supérieurs (bras et épaules) dans une attelle. Si vous n'avez pas de bandage triangulaire pour tenir le bras en écharpe autour de la poitrine, déchirez-en un d'une chemise.

Une attelle maintient la jambe immobile afin de prévenir l'aggravation de la blessure. Elle doit s'étendre au-delà des articulations en amont et en aval. Si la fracture est située dans le bas de la jambe, l'attelle doit aller du pied au mollet. Si elle touche le haut de la jambe, posez l'attelle depuis en dessous du genou jusqu'au-dessus de la hanche. Un kit de secours complet contient des « fracstraps » ou



Une minerve (en haut) protégera le cou contre les mouvements. De nombreux kits médicaux contiennent une minerve toute faite (à gauche). Si ce n'est pas le cas, faites-en une en utilisant un journal de grand format (en bas).



Les « fracstraps » peuvent être modelées pour former une attelle. Si vous n'en avez pas, improvisez une attelle avec un manche à balai ou un pied de caméra.

Photos: Rob Judges



Une jambe peut être attachée à l'autre pour servir de support. Dans ce cas, la victime ne pourra plus marcher, mais avec de l'aide.

des « Sam-splints », des attelles flexibles qui peuvent être modélées à la forme du membre et serrées de sorte à créer un support immobile. Cependant, on peut improviser une attelle avec un manche à balai, un pied de caméra ou n'importe quoi qui tiendra le membre rigide. Adaptez-la pour la rendre la plus confortable et utilisez des ceintures ou des vêtements pour la serrer dans la bonne position.

Une jambe peut constituer une attelle de fortune pour l'autre. Accrochez la jambe fracturée à la bonne et liez-les à au moins trois endroits. Gardez à l'esprit que si vous attachez les jambes ensemble, la victime ne pourra pas marcher, même avec votre aide, et devrez la porter sur une civière.

Si la victime ne peut pas marcher, placez une civière sur le sol et roulez la victime sur le côté (deux ou plusieurs personnes agissant ensemble). Tirez la civière sous le corps et ramenez la victime en position. La civière



Une civière flexible peut être tendue et fournira un support ferme si plusieurs personnes le portent. Une civière peut être improvisée aux moyens de manches à balai ou de barres passées par les manches de deux manteaux.



Lorsque vous immobilisez une jambe, passez un support flexible autour du pied pour ancrer l'attelle.



Passez le bandage autour de la plante du pied afin de serrer l'attelle et d'empêcher le pied de plier.



Avec une jambe immobilisée de la sorte, la victime peut marcher avec de l'aide.

Photos: Rob Judges

peut maintenant être tendue pour servir de plateforme sûre. Pour improviser une civière, placez deux manteaux sur le sol, têtes placées dans les directions opposées. Passez une barre dans deux manches et une seconde dans les deux autres.

L'évacuation du patient

Une fois que la victime est stabilisée, évacuez-la vers un endroit plus sûr et ensuite vers un hôpital ou une clinique. Accompagnez-la et rendez compte de tout ce que vous avez fait. La victime appréciera la présence d'un visage familier. Administrez-lui des antidouleurs et du plasma (pour remplacer le sang perdu).

Les brûlures

Les brûlures peuvent être causées par une chaleur sèche (flammes et explosions), une chaleur humide (ébullition), des produits chimiques acides ou alcalins, un choc électrique, une friction (traction sur le sol) ou les irradiations (ce qui sort de la portée du présent guide).

Les brûlures superficielles ne traversent pas tout le derme et sont très douloureuses. Les brûlures profondes causent une carbonisation sur toute la hauteur de la peau. Elles semblent très graves. Les terminaisons nerveuses sont détruites, mais la victime souffrira probablement également de brûlures superficielles et aura mal. Les brûlures profondes causent un gonflement interne qui peut bloquer les artères. Si 20% ou plus du corps sont couverts de brûlures superficielles ou 10% de brûlures profondes, la victime est en danger. Les personnes brûlées perdent du plasma et peuvent subir un choc hypovolémique.

Réaction en cas de brûlures

La première priorité est d'empêcher les dégâts ultérieurs. Si quelqu'un est en train de brûler, jetez-le sur le sol et enroulez-le pour éteindre les flammes. Utilisez une couverture ou privez les flammes d'oxygène d'une autre manière. Refroidissez ensuite la brûlure. Utilisez des draps humides ou trempez la victime dans l'eau pendant dix minutes. Coupez ses vêtements mais laissez les tissus qui adhèrent à la brûlure pour éviter de causer plus de dégâts. La victime se plaindra peut-être d'avoir froid. Faites-la boire de grandes quantités afin de remplacer le liquide perdu. Préparez une solution de réhydratation en diluant une demi-cuillère à café de sel et une demi-cuillère à café de levure dans un litre d'eau.

Immergez une brûlure par ébullition dans l'eau froide. Il faut au

IMPROVISER UNE ATTELLE

Improviser une attelle avec n'importe quoi qui tiendra le membre rigide. Sur la photo du haut, l'attelle est une baguette métallique. La photo du bas montre une attelle improvisée avec un pied de caméra. Les deux attelles sont maintenues en place avec des ceintures.

Photos: Rob Judges



Bengt Stenvall et Stefan Borg pénétrèrent à pied dans Goma le 2 novembre 1996. Avec d'autres journalistes, ils s'arrêtèrent pour interviewer des habitants, qui leur dirent que la région était contrôlée par les rebelles tutsis.

Soudain, une grenade explosa. Ils se retournèrent et coururent. Stefan atteignit un côté de la route. Bengt et les autres s'enfuirent de l'autre. Quand Bengt arriva au coin, une sensation de brûlure le parcourut. Il avait été atteint en dessous du genou gauche, probablement par une balle à haute vitesse tirée par un AK47.

Bengt continua à filmer alors que Stefan accourait vers lui. Les tirs ne cessant pas, les autres journalistes étaient pétrifiés de peur, mais la formation suivie par Stefan et Bengt prit le relais. La transcription de la bande révèle le choc subi par Stefan quand il vit que la balle était ressortie, laissant un trou de la moitié de la taille d'une balle de tennis et arrachant des tissus. Il dit toutefois à Bengt: « Ce n'est pas grave. Je vais te soigner ça. » Malgré la douleur, Bengt put parler pendant les soins. Stefan posa un garrot au-dessus du genou de Bengt et recouvrit la blessure de sortie. Bengt et lui confirmèrent qu'ils devaient garder le garrot pendant 20 minutes.

Très exactement 3 minutes et 57 secondes après que Bengt eut été atteint, Stefan put lui dire: « Tu ne saignes plus. » Ils se trouvaient toujours sous le feu et décidèrent de courir, laissant derrière eux le matériel non essentiel. Bengt courut 50 mètres et s'écroula. Stefan et un autre journaliste l'aidèrent pour faire le reste du chemin. Les rebelles les laissèrent passer.

À mi-chemin de la frontière, ils s'arrêtèrent pour poser un nouveau garrot. À la frontière, une ambulance les emmena vers un hôpital local, où ils arrivèrent 35 minutes après l'incident. Stefan rapporta ce qu'il avait fait. Un chirurgien nettoya la blessure. Le lendemain, Bengt fut emmené vers l'ambassade d'Allemagne à Kigali, où un médecin belge l'opéra. Un avion sanitaire de Swissair le ramena en Suède, où il subit deux autres opérations. Il quitta l'hôpital le 13 décembre et travaille désormais de nouveau.

Stefan Borg déclara: « Je pense que Bengt n'aurait pas survécu si je n'avais pas possédé les compétences acquises lors du cours. Nous étions tous les deux mentalement préparés à une situation grave. Nous portions tous les deux à la ceinture un sac contenant des bandages, des pansements, des seringues, des aiguilles et des gants. Nous avons préparé les sacs le matin même. »

Bengt Stenvall ajouta: « L'incident de Goma prouve que la situation peut dégénérer radicalement en une seconde. Mon évacuation fut un marathon pour tout le monde. J'étais totalement vidé à la moitié de la distance, sans doute à cause de la perte de sang et du stress.

Ce n'est pas amusant de se faire tirer dessus. Mon conseil est le suivant: emportez des antidouleurs vraiment forts. Stefan m'a sauvé la vie. Il l'aurait peut-être fait sans le cours, mais je suis personnellement convaincu que ce cours a beaucoup contribué au résultat. » ■

La formation médicale sauve des journalistes suédois pris sous le feu

Le caméraman Bengt Stenvall et le reporter Stefan Borg avaient participé à un cours sur la survie dans les régions hostiles. Cinq mois plus tard, ils se rendirent au Zaïre pour couvrir le conflit.

Source: AKE Ltd (témoignages de Borg et Stenvall).

moins dix minutes pour neutraliser l'effet de brûlure.

Pour les brûlures chimiques causées par les bases, les acides de batteries, etc., retirez tous les vêtements contaminés et mouillez généreusement la zone touchée pendant au moins dix minutes. Si vous disposez d'une solution anti-brûlures CAP, utilisez-la pour neutraliser les acides ou les bases.

L'hypothermie et les coups de chaleur.

Loin de leur base, dans un environnement ou climat peut-être étranger, les journalistes en mission courent des risques liés aux conditions météorologiques, en particulier s'ils ne sont pas préparés. L'hypothermie est la condition où la température du corps descend sous le niveau normal. Elle affecte non seulement les capacités physiques, mais aussi intellectuelles.

Les signes laissant à penser qu'une personne souffre d'hypothermie sont des tremblements prolongés, la pâleur et les changements de personnalité, y compris l'absence de réponse et l'attitude de retrait. Il peut y avoir de brusques accès d'énergie. Si ces symptômes persistent et les tremblements cessent, la personne est proche de l'évanouissement, du coma, voire de la mort.

Votre objectif doit être d'assurer que la victime reste au sec et au chaud et a de quoi boire et manger. Retirez-lui les vêtements humides et remplacez-les par des secs. Mettez la victime dans un sac de couchage ou un dispositif similaire et ajoutez une bouillotte (attention aux ébullitions!). Si cela s'avère impossible, utilisez le système du copain, c'est-à-dire, entrez dans le sac de couchage avec elle et réchauffez-la contre vous. Si vous parvenez à en rire, la situation n'est pas encore totalement désespérée.

Contrôlez les signes vitaux et, si la victime est consciente, donnez-lui des aliments à haute teneur en hydrates de carbone et des boissons chaudes. Recevoir suffisamment à manger et à boire est primordial en cas de froid, et peu importe en général que les

L'épuisement	
se produit petit à petit	
Pouls	rapide et faible
Température	légèrement augmentation
Couleur (type caucasien)	pâle
Peau	humide
État	semi-conscient ou conscient
Traitement:	
Remplacez les liquides.	
Donnez une solution orale de réhydratation (diluez une pincée de sel et une cuillère de sucre dans un litre d'eau).	
Buvez peu et souvent.	

Le coup de chaleur se produit rapidement	
Pouls	lent
Température	> 40 °C
Couleur (type caucasien)	légèrement rouge
Peau	chaude et sèche
État	semi-conscient ou inconscient
Traitement:	
Cherchez l'ombre.	
Retirez les vêtements.	
Éventez la victime.	
Réduisez la température au moyen de tissus humides.	
Si le corps atteint 40 °C, le système de régulation commence à flancher. À 43 °C, le patient risque de mourir.	

aliments soient chauds ou froids, même si la nourriture et les boissons chaudes apportent plus de réconfort.

Dans des conditions de chaleur ou d'aridité extrêmes, vous risquez l'épuisement en raison de la perte de liquide et de se, ou encore le coup de chaleur, quand le cerveau ne parvient plus à réguler la température du corps. Une personne atteinte d'épuisement transpirera beaucoup. La peau d'une victime d'un coup de chaleur sera généralement chaude et sèche.

Dans des conditions extrêmes, soyez attentifs aux signes de perte d'intérêt de vos collègues pour leur état physique.

Par temps froid, le manque de ressort, la perte de moral et l'absence d'intérêt pour les événements des alentours peuvent être des signes de début d'hypothermie.

Le mal de l'altitude

Certains journalistes débarquant pour couvrir le conflit au Cachemire présentèrent les symptômes du mal de l'altitude. Le mal de l'altitude ou mal aigu des montagnes (MAM) est la conséquence d'un voyage au-delà de 2 500 mètres sans acclimatation. Le corps finit par s'habituer à la diminution de la densité de l'air et de la quantité d'oxygène. La plupart des gens remarquent une respiration rapide (hyperventilation), le manque de souffle pendant l'exercice, une mixtion fréquente, en particulier la nuit, une modification du schéma de respiration la nuit et des rêves éveillés.

Le mal de l'altitude consiste en un mal de tête accompagné d'un ou plusieurs autres symptômes, parmi lesquels le manque d'appétit, des nausées et des vomissements, la fatigue ou la faiblesse, le vertige, les troubles du sommeil et une démarche chancelante. Si vous ne montez pas plus haut, cela devrait passer en quelques jours. Si vous montez plus haut alors que vous présentez ces symptômes, vous risquez une des deux formes dangereuses de MAM.

L'œdème cérébral de haute altitude (COHA) peut être mortel en quelques heures. Il est accompagné de confusion mentale et d'incapacité à marcher en ligne droite, comme en cas d'ébriété.

L'œdème pulmonaire de haute altitude (OPHA) est dû à la présence de liquide dans les poumons. Parmi les symptômes, citons: l'épuisement, le manque de souffle, la toux (parfois avec des glaires mousseux ou roses), une respiration gazouillante ou râlante, une sensation d'oppression dans la poitrine et des lèvres et ongles bleus ou gris (cyanose).

L'OCHA et l'OPHA doivent être traités par une descente immédiate. Les deux sont très dangereux. Accompagnez la victime vers une altitude moins élevée. Ne la laissez pas seule.

Quand vous voyagez en altitude, évitez l'alcool, les somnifères et les narcotiques. L'acétazolamide peut aider les personnes atteintes de mal de

Pour en savoir plus sur le mal de l'altitude: <http://www.high-altitude-medicine.com>

l'altitude à s'acclimater plus rapidement.

Les morsures de serpent

Dans le cadre de votre préparation, vérifiez si l'on trouve des serpents venimeux dans la région. La plupart des serpents ne sont pas venimeux et préfèrent fuir le danger et se cacher. Ils ne mordent que quand ils ont peur, se sentent acculés ou se font marcher dessus. Le seul traitement efficace contre les morsures de serpent consiste à administrer à la victime un sérum le plus vite possible. Si vous travaillez dans des régions reculées, emportez le sérum approprié et sachez comment l'administrer. Si vous n'en avez pas, ne sucez pas le venin et n'incisez pas la morsure. Le but doit être d'empêcher le venin de se répandre pendant que la victime est évacuée vers un endroit où du sérum est disponible. Gardez la victime calme. Placez-la à plat et limitez ses mouvements le plus possible. Essayez de garder le membre juste au-dessus du niveau du cœur. Posez un grand bandage en crêpe autour du membre, en commençant à la morsure et en remontant. Le bandage doit être serré comme dans le cas d'une entorse, MAIS PAS comme un garrot. L'objectif consiste à limiter le flux de sang, pas à l'arrêter. Placez une attelle sur le membre bandé pour le maintenir le plus rigide possible. Essayez de garder la victime calme quand vous la déplacez. Moins elle fera d'efforts, mieux ce sera. Ne retirez pas l'attelle ni le bandage avant que du sérum n'ait été administré. ■

Et quand tout est fini, les problèmes commencent...

- ◆ Les individus qui survivent à des événements horribles sont tous affectés d'une manière ou l'autre, même les journalistes.
- ◆ Certains présentent des réactions à court terme, qui s'estompent quand ils évoquent les faits avec des collègues ou la famille.
- ◆ D'autres ont besoin de plus d'aide, en particulier quand les sentiments d'inutilité et de crainte ont disparu.
- ◆ Environ 25% des journalistes possédant une grande expérience des conflits et des guerres souffrent de trouble de stress post-traumatique (TSPT).
- ◆ Il faut modifier la culture machiste qui pousse les journalistes à essayer de s'en sortir tout seuls.
- ◆ Les journalistes doivent être « débriefés » après les missions dangereuses.
- ◆ L'accès volontaire aux conseils indépendants et qualifiés doit être promu.
- ◆ Les journalistes affichant des symptômes doivent bénéficier d'un accès facilité au traitement.
- ◆ Les journalistes doivent savoir qu'ils ne perdront pas leur place, leurs chances et leur prestige.
- ◆ Les journalistes locaux et indépendants courent le risque d'être laissés sans aide.

Chapitre 6

Le stress post-traumatique

Les personnes qui survivent à des événements horribles n'en ressortent inévitablement pas intactes. Les journalistes sont susceptibles de photographier, de filmer ou de relater des faits dans lesquels des individus sont blessés ou tués et où ils sont incapables de les sauver. Personne ne reste sans réaction à la vision d'êtres humains terrorisés, blessés ou tués. En outre, les journalistes peuvent courir des risques personnels et avoir peur. La plupart des gens « font avec » les événements qu'ils traversent et se remettent finalement. Certains affichent des réactions à court terme, comme une perception accrue du danger ou une hypersensibilité au bruit soudain. D'autres peuvent devenir insensibles à la mort et à la souffrance. D'autres encore rencontrent des problèmes à long terme qui perturbent leur vie.

Les journalistes qui couvrent les guerres et conflits peuvent certes prendre une certaine distance en se disant qu'ils ont un travail à accomplir et en reposant sur leurs aptitudes personnelles à affronter certains faits. Cependant, on attend d'eux qu'ils relatent les horreurs également. Les photographes et caméramans passent parfois du temps à analyser les meilleurs angles de vue pour bien saisir les individus apeurés, morts ou agonisants. Aucun reporter de guerre ne peut se dire totalement insensible. C'est probablement vrai aussi pour ceux qui relatent les accidents de train ou d'avion, les crimes horribles ou les longs procès pour meurtre. En temps de guerre, les journalistes qui ne peuvent pas quitter une zone de conflit parce qu'ils font partie de la communauté concernée sont particulièrement susceptibles d'être affectés.

Si des réseaux de soutien sont en place depuis longtemps pour les policiers ou les pompiers, plusieurs facteurs empêchent les journalistes de reconnaître et de traiter les traumatismes. Trop souvent, la bravade pousse les journalistes à croire qu'ils peuvent affronter n'importe quelle catastrophe et que les sentiments personnels ne doivent pas s'immiscer dans le travail.

Les journalistes rechignent également à faire glisser l'attention des individus dont la vie est anéantie ou perturbée par un conflit vers ceux qui en parlent. Les journalistes et preneurs de vues entendent rapporter une

histoire et ne veulent pas se voir comme faisant partie de cette histoire, comme des victimes.

Le BBC World Service et la branche européenne du Dart Center for Journalism and Trauma, basé aux États-Unis, ont organisé en janvier 2002 à Londres une conférence intitulée « Émotions, traumatisme et bon journalisme ». Parmi les orateurs figurait Wilma Goudappel, une journaliste blessée en Albanie à la fin des années 1990, qui s'occupe maintenant de formation à la gestion du stress post-traumatique pour l'association britannique Centurion Risk Assessment Services. Elle pense qu'il est difficile pour les journalistes de reconnaître la mauvaise humeur ou la dépression post-traumatiques: « Les journalistes craignent que le seul fait d'envisager une action, qu'il s'agisse de suivre une thérapie ou de refuser une mission, les mette sur la touche, entrave leur carrière. »

Ces vingt dernières années, on assiste à une augmentation des cas de trouble de stress post-traumatique (TSPT) chez les personnes qui ont survécu à des événements horribles et le personnel d'intervention d'urgence. Récemment, il a été reconnu que les reporters, photographes et caméramans pouvaient eux aussi souffrir de troubles similaires, accompagnés de symptômes qui empêchent de mener une vie normale (voir ci-contre). Un journaliste peut très bien ne commencer à présenter ces réactions qu'après que la fin du conflit ou après avoir quitté la région, quand le besoin de faire son travail a disparu et quand il est submergé par ses sentiments cachés. Les symptômes sont souvent à court-terme, et on ne parle de trouble de stress post-traumatique que si des symptômes inquiétants persistent pendant plus d'un mois. Un « trouble » suggère que la réaction humaine naturelle a disparu et que les blessures psychologiques ne guérissent pas. Les symptômes durant moins longtemps sont parfois appelés « trouble de stress aigu ».

Gabrielle Rifkind, psychothérapeute à l'Institute of Group Analysis, a déclaré lors de la même conférence de Londres que les journalistes doivent souvent réprimer leurs sentiments quand ils travaillent. « Nous voyons des choses horribles qui nous affectent, mais décidons que ce n'est pas le moment d'y penser. Bien sûr, la nature du travail de journaliste alimente cette attitude parce qu'il y a des délais à respecter... Le seul problème, c'est qu'en fin de compte, ces pensées peuvent vous rattraper. Et quand vous commencez soudain à être pris d'accès de panique, à souffrir de terribles maux de tête ou même à présenter des symptômes physiques qui ne semblent pas liés, cela vous entraîne dans un monde où vous ne comprenez pas ce qui vous arrive. »

L'expérience seule ne semble pas protéger contre ces réactions. En effet, on sait maintenant que les reporters et travailleurs des médias plus expéri-

DES SYMPTÔMES QUI AFFECTENT LA VIE QUOTIDIENNE

- ◆ Retours involontaires sur les événements.
- ◆ Surabondance de sentiments de fureur, d'impuissance, de chagrin ou de culpabilité.
- ◆ Cauchemars à répétition.
- ◆ Refus de penser aux incidents les plus dérangeants.
- ◆ Impatience vis-à-vis de la vie sociale ou familiale « normale ».
- ◆ Hébétude émotionnelle.
- ◆ Perte de désir sexuel.
- ◆ Difficultés de concentration.

« J'aurais voulu échanger nos places et être mort »

« J'ai reçu comme un coup de masse quand la personne avec qui je travaillais a été tuée et pas moi. Je ne savais pas comment réagir.

J'ai pensé que c'était ma faute et j'étais convaincu que tout le monde pensait la même chose.

J'aurais voulu échanger les places et être mort.

J'avais entendu parler du trouble de stress post-traumatique, mais je croyais que c'était une excuse. Cela a été une expérience horrible et j'ai commencé à devenir lunatique et paranoïaque, à présenter des troubles du comportement social et à être incapable de travailler. La raison était que j'avais survécu. La seule manière de m'en sortir consistait à demander de l'aide. C'est un de mes chefs - une femme - qui m'a dit que j'étais dans un drôle d'état et qu'elle avait pris rendez-vous pour moi. »

Allan Little, journaliste à la BBC, enquête 2001 du Freedom Forum

mentés courent de plus grands risques. Jeremy Bowen, correspondant pour la BBC pendant 15 ans, a couvert une douzaine de guerres et de conflits. Lors de la conférence, il a expliqué comment il a finalement craqué.

« Le changement qualitatif s'est déroulé au Liban, lors du retrait israélien. Un collègue et ami a été tué sous mes yeux par l'armée israélienne. Il se trouvait dans sa voiture quand celle-ci a été touchée par un obus de char. J'étais tout près. Je suis resté sur place pendant quelques heures, incapable de m'en aller. C'était horrible. Ce fut le pire jour de mon existence.

Par la suite, ma réaction a changé par rapport aux conflits précédents. Je présentais certains des symptômes classiques du stress. Je faisais des cauchemars. J'étais hyper-vigilant. J'ai découvert plus tard de quoi il s'agissait. Je pensais sans cesse que quelque chose allait me tomber dessus et je sursautais au moindre bruit. J'étais au courant de l'existence du service de conseil de la BBC. Je m'y suis rendu et cela me fut vraiment utile. Je n'ai suivi qu'une seule longue séance et j'ai parlé au conseiller au téléphone. Il m'a affirmé que ma réaction était normale et que je ne devais m'inquiéter que si cela continuait. Cela m'a été utile. Ce n'était pas la panacée, mais cela m'a été utile. »

Une enquête commandée par le Freedom Forum à l'Université de Toronto indique que les correspondants internationaux qui couvrent les guerres et conflits courent presque autant de risques de développer un TSPT que les vétérans de l'armée. Le Dr Anthony Feinstein et son équipe ont comparé 140 journalistes de guerre travaillant pour des médias nord-américains ou internationaux et un groupe de contrôle de 69 journalistes actifs dans d'autres domaines. Ils leur ont posé des questions sur leurs sentiments de tristesse, leur manque de goût, leur perte d'estime de soi et leurs pensées suicidaires. Ils les ont également interrogés sur la mesure dans laquelle les journalistes:

- ◆ revivent les événements traumatisants à travers les rêves, flashbacks ou autres souvenirs intrusifs et souvent malvenus,
- ◆ évitent ce qui les fait penser au traumatisme subi,
- ◆ souffrent d'affections physiologiques telles qu'augmentation du rythme cardiaque, sueurs ou angoisses.

L'équipe a relevé:

- ◆ que les journalistes de guerre étaient trois fois plus susceptibles de souffrir de symptômes de stress post-traumatique que le groupe de contrôle,
- ◆ qu'un taux étonnant de 53% d'entre eux étaient célibataires ou divorcés, ce qui constitue une différence énorme avec le groupe de contrôle,
- ◆ qu'ils buvaient plus que le groupe de contrôle (deux fois plus pour les hommes et cinq fois plus pour les femmes),

- ◆ une utilisation accrue de drogues récréatives chez les correspondants de guerre,
- ◆ que les journalistes de guerre souffraient beaucoup plus de dépression que ceux du groupe de contrôle et qu'ils reconnaissaient eux-mêmes présenter de plus grands dysfonctionnements sur le plan social.

Le Dr Feinstein et son équipe ont conclu que les journalistes qui opèrent régulièrement dans des zones de conflit ont plus d'une chance sur quatre de souffrir de TSPT à un moment ou l'autre. C'est plus de deux fois l'incidence de la maladie chez les policiers et à peine moins que chez les vétérans de l'armée.

Le Dr Feinstein reconnaît que la plupart ne souffrent pas de problèmes à long terme: « Notre étude n'était pas une tentative de pathologiser une industrie. Trois quarts des journalistes que j'ai interrogés n'avaient pas de difficultés psychologiques. La majorité d'entre eux avaient couvert la guerre pendant 15 ans et s'en sont bien sortis. »

Il signale toutefois que les personnes rencontrant des problèmes ne bénéficient souvent pas d'un traitement. « Chez certains des journalistes, le trouble de stress post-traumatique est chronique. Il n'y a pas eu d'amélioration, et les patients en sont malheureux. Leur dépression peut être dure à traiter, et la dépression entraîne une morbidité certaine, ce qui affecte la qualité de la vie. Elle cause aussi une mortalité significative en ce qu'elle est la raison de traitement psychiatrique qui affiche le taux de suicide le plus élevé, à savoir 15%. Chez nombre des journalistes, le trouble de stress post-traumatique est passé inaperçu et n'a pas été traité. La dépression et le trouble de stress post-traumatique peuvent toucher les familles en termes de qualité de vie et de bien-être physique. »

Les conflits dans votre pays

L'étude menée par le Dr Feinstein portait sur les correspondants internationaux. Il n'y a pas eu de recherche équivalente sur les journalistes travaillant au sein de leur communauté ou près de chez eux. On a toutes les raisons de croire que le stress serait bien plus important pour ces journalistes, comme le prouve un exemple anecdotique.

Une des conférences les plus réussies organisées après la fin du conflit dans les Balkans le fut par le Media Diversity Institute et le quotidien Vijesti à Igalo (Monténégro) en septembre 2001. Après les bombardements de l'OTAN et le conflit au Kosovo, les journalistes de toute la région s'y retrouvèrent pour parler du journalisme d'investigation et de la couverture de la corruption. La session la plus fructueuse traita du stress post-conflit.

Dans une ambiance où les professionnels n'avaient pas peur de parler, les correspondants endurcis qui avaient couvert les conflits de la décennie précédente purent détecter en eux et parler des symptômes indiquant un « sentiment d'inachevé ».

Le Media Diversity Institute évoqua la conférence en ces mots: « À la surprise de tous, les participants de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine, de Serbie, de Croatie, du Monténégro et du Kosovo s'ouvrirent avec une telle franchise et un tel besoin de contribuer à la discussion que nous avons dû prolonger la session. Plusieurs témoins oculaires rapportèrent des crimes de guerre, certains avec une grande difficulté. Certains avaient travaillé sur les champs de bataille les plus célèbres. Comment ne pas en être affecté? Lors de cette session, les sentiments machistes prévalant dans le journalisme dans les Balkans ont été ramenés au niveau de confessions. Les participants ont découvert en eux les symptômes du TSPT et commencé à envisager de plus près leurs relations avec leur famille et leurs amis. Ils ont souligné le fossé infranchissable séparant les journalistes autochtones et les reporters de guerre « professionnels ». Ils ont parlé de la guerre dans leur pays et ailleurs, parfois avec résignation, souvent avec désappointement. Ceux qui ont pris la parole ont exprimé leur besoin d'une formation appropriée à la conscientisation émotionnelle (conseils, travaux de groupe, ateliers et thérapies). Ils ont posé des questions sur la manière de composer avec ses émotions et demandé pourquoi elles étaient importantes. En général, les participants sont convenus que l'objectif principal de la protection des journalistes devait être d'œuvrer à l'amélioration du journalisme, de créer avant toute chose un journalisme plus équilibré. »

Vedat Spahovic, un journaliste indépendant qui travailla à Sarajevo avant d'aller étudier le TSPT, confirma que les journalistes locaux étaient plus touchés parce qu'ils voyaient des concitoyens se faire tuer, n'avaient pas choisi d'être correspondants de guerre et ne pouvaient quitter la région. « Je ne vois pas ce qu'il y a de chouette à être reporter de guerre. Je n'ai jamais aimé me faire tirer dessus. C'est bien différent d'être un journaliste de guerre dans son pays ou à l'étranger. »

Quand le Dr Feinstein présenta les résultats de son étude au Freedom Forum en 2001, Priyath Liyanage du BBC World Service appela à une intensification du travail sur l'impact sur les journalistes locaux. Il déclara qu'un correspondant de la BBC, payé 12,50 GBP par reportage, venait d'être tué en Afrique. « Aujourd'hui, mes enfants ont un père; les siens, non. Quelqu'un a-t-il mené une étude sur le traumatisme subi par ces personnes? »

Le Centre international de formation des journalistes d'Opatija (Croatie) organisa en janvier 2002 une conférence intitulée « Après la couverture

d'un conflit: comment affronter l'impact émotionnel? », co-parrainée par le Dart Center for Journalism and Trauma et l'école de journalisme de l'Université d'Indiana. Ici aussi, il apparut clairement que ce sont les journalistes locaux qui vivent le plus grand stress. Elza Radulic raconta que son fils s'était accroché tout tremblant à elle lorsque Zadar, la ville où ils habitaient, sur la côte de l'Adriatique, fut la cible de tirs de mortiers en 1991. En tant que journaliste, elle avait toutefois dû le lâcher et sortir faire son travail. Non seulement elle avait dû s'inquiéter de sa propre sécurité, mais s'était aussi demandée si sa famille serait toujours vivante à son retour. « Cela a été un moment horrible. Tous ceux qui ont fait ce travail souffrent encore des conséquences aujourd'hui. »

Que peuvent faire les organisations de journalistes et les employeurs?

La plupart des journalistes couvrant les conflits ne souffrent pas de TSPT, mais tous les journalistes sont affectés dans une certaine mesure. Le premier pas doit être d'encourager les journalistes à parler systématiquement de leurs expériences à leur retour d'une mission traumatisante. Ils doivent admettre qu'avouer des sentiments de déprime ou de tristesse n'est pas une marque de faiblesse. Ces sentiments font partie du mécanisme de réaction du corps.

Chris Cramer refusa l'aide d'un conseiller quand, alors qu'il travaillait pour la BBC, il fut pris en otage lors du siège de l'ambassade d'Iran à Londres en avril 1980. Aujourd'hui président de CNN International, Cramer a changé d'avis (voir ci-contre).

La meilleure manière de surmonter une expérience traumatisante variera d'un journaliste à l'autre. Certains parviendront à parler à la famille ou à un être cher; d'autres ne se sentiront à l'aise que face à des gens qui ont vécu la même expérience. Aller boire un verre avec des collègues pour évoquer des événements traumatisants peut suffire pour évacuer la tension. Cependant, il y a un risque évident de compter sur l'alcool plutôt que sur les collègues. L'alcool peut s'avérer être un problème plus qu'une aide. Un soutien peut être apporté par le biais de programmes tels que les conseils externes gratuits prodigués à tous le personnel de la BBC. Certains journalistes rechignent toutefois à recourir à ce service parce qu'ils craignent pour leur carrière.

Le journaliste qui recourt au service de conseils doit savoir qu'il ne perdra pas son emploi, qu'il ne sera pas écarté des missions essentielles et que son prestige ne sera pas écorné parce qu'il avoue être victime de dépression ou faire des cauchemars. C'est pourquoi le programme de conseils

« Parler doit être aussi naturel que faire sa lessive après un voyage »

« La question des conseils en matière de stress post-traumatique dans les métiers de l'information n'est à mes yeux pas différente de celle de la formation à la sécurité.

Quand vous revenez de mission, vous défaites votre valise et faites votre lessive. Pour moi, parler doit être aussi naturel que laver son linge, à la seule différence qu'il s'agit ici de laver son esprit. Certains choisiront de le faire; d'autres pas. Si j'avais su, je l'aurais fait il y a vingt ans. »

Chris Cramer, président de CNN International, lors du séminaire « Conflits et crimes de guerre: les défis pour la couverture journalistique », mai 2000.

doit assurer la confidentialité et permettre aux journalistes d'y recourir directement sans devoir passer par une structure de gestion. Cependant, il peut être judicieux d'instaurer un service plus orienté quand des journalistes souffrent visiblement. Il est également important que les journalistes apprennent à reconnaître les symptômes l'un chez l'autre, de sorte à pouvoir offrir un soutien et suggérer une intervention.

Les organisations de journalistes doivent encourager les directions à faire en sorte que tous les journalistes aient accès à des conseils confidentiels après des missions traumatisantes. Les organisations de journalistes elles-mêmes doivent envisager la création de groupes d'aide mutuelle au sein desquels les reporters qui ont couvert un conflit puissent parler de leur expérience. Ces groupes doivent susciter un sentiment de sécurité, et ce qui se dit lors d'une réunion ne doit pas devenir un sujet de commérage à l'extérieur.

Il est un fait que l'effondrement personnel ou la dépression nerveuse guettent après un conflit prolongé. Les employeurs doivent fournir un traitement « non stigmatisant » aux journalistes présentant des symptômes à long terme. Panser les blessures psychologiques laissées par le travail dans ces conditions ne doit pas être différent du traitement médical reçu par un reporter blessé au bras avant de reprendre le travail.

Ce sont les journalistes indépendants qui risquent le plus de manquer de ce soutien. Les organisations de journalistes ont un rôle spécifique à jouer dans la garantie que les employeurs étendent les mêmes facilités aux freelances et correspondants. Le service offert par une grande société de médias à ses employés doit également être accessible gratuitement aux journalistes indépendants, les frais étant pris en charge par la société ou par les organisations de journalistes.

La qualité du soutien

La qualité du soutien offert aux journalistes a été identifiée comme un enjeu essentiel. Les journalistes ne veulent pas que leurs réactions humaines soient « médicalisées » et, même quand ils demandent de l'aide, ils craignent d'entrer dans un monde de « bavardages psychologiques ». Les conseillers doivent connaître la pression inhérente à la profession de journaliste et être au fait des horreurs de la guerre.

David Loyn, un journaliste de la BBC qui recourut au service de conseil après avoir assisté à une exécution sommaire, déclara lors de la conférence de Londres: « Je sais que d'autres personnes proposent ce type d'aide et j'en appelle à la communauté psychothérapeutique pour qu'elle veille à ce que ces conseils soient ceux qui doivent être donnés et soient ciblés. Sinon, ils

auront mauvaise presse dans le monde du journalisme. »

La psychothérapeute Gabrielle Rifkind mit elle aussi en garde contre les solutions « rapides », appelant plutôt à des efforts de création d'une culture émotionnelle de base. « Le problème, ce n'est pas le niveau de traumatisme. déclara-t-elle. C'est la manière dont le traumatisme est traité. C'est pourquoi l'autoconscientisation est essentielle. »

Les avancées internationales vers l'amélioration des connaissances

Plusieurs initiatives sont en cours afin d'améliorer la connaissance du stress post-conflit. La conférence « Émotions, traumatisme et bon journalisme » suggéra l'institution d'un Centre européen du journalisme et des traumatismes afin de proposer des formations et des thérapies, de mener une campagne et d'organiser des recherches. Un tel centre est justement en cours de fondation en partenariat entre la BBC et le Dart Center for Journalism and Trauma, basé dans les locaux de l'Université de Washington à Seattle (États-Unis). Dart Europe est dirigé par Mark Brayne, qui fut pendant vingt ans correspondant pour l'agence et la BBC à Moscou, Berlin, Vienne et Pékin. Il couvrit notamment les événements de la Place Tienanmen en 1989, la révolution en Roumanie et le début de la guerre en Yougoslavie.

Dans les années 1990, Mark Brayne suivit des études de psychothérapeute, décrochant son diplôme en 2000 et soutenant une thèse sur l'expérience personnelle du correspondant étranger. En tant que rédacteur en chef des sections en langues européennes du BBC World Service, Mark Brayne a été un des moteurs de l'organisation de la formation obligatoire à la survie pour les journalistes et producteurs travaillant dans des environnements hostiles et zones touchées par des catastrophes naturelles. Il a aidé à l'établissement du premier service d'aide confidentielle de la BBC au début des années 1990.

Le Media Diversity Institute prévoit des manifestations en Europe centrale et orientale afin de promouvoir la compréhension des effets des traumatismes sur les journalistes. L'objectif consiste à intégrer le TSPT dans les programmes de formation des journalistes à l'approche des victimes de violences et de traumatismes. ■

Informations complémentaires

Les transcriptions des interventions de la conférence « **Émotions, traumatismes et bon journalisme** » sont disponibles sur le site web du Dart Centre www.dartcentre.org, rubrique Articles and Info (<http://www.coldasfire.com/dartcentre/confrans1.htm>).

« En fin de compte, il s'agit d'améliorer le travail journalistique »

« En fin de compte, il s'agit d'améliorer le travail journalistique, de permettre aux journalistes de donner une meilleure image du monde à ceux qu'ils servent, de changer la culture qui prévaut au sein des organisations afin d'encourager les journalistes à admettre qu'ils ont une réaction émotionnelle à ce qu'ils font et qu'il est normal d'en parler.

Et, peut-être, de faire en sorte que les journalistes soient si sains dans leur approche qu'ils ne devront plus aller consulter des spécialistes parce qu'ils pourront traiter leurs problèmes eux-mêmes, avec leurs collègues. Mon avis est que, si mon blindage émotionnel est plus solide et si je suis conscient de ce blindage, je pourrai utiliser ces outils internes pour raconter une histoire meilleure et plus authentique. » ■

Mark Brayne, lors de la conférence « Émotions, traumatisme et bon journalisme »

Les résultats de l'étude du professeur Anthony Feinstein et de son équipe ont été publiés sous le titre « **A Hazardous Profession: War, Journalists and Psychopathology** » dans l'American Journal of Psychiatry n° 159, pp. 1570-1575, septembre 2002.

Le projet Crimes of War est le fruit d'une collaboration entre journalistes, avocats et universitaires visant à promouvoir la connaissance du droit humanitaire international, à prévenir les violations du droit et à encourager la punition de ceux qui les commettent (<http://www.crimesofwar.org>).

Le rapport de la conférence « **Conflits et crimes de guerre: les défis pour la couverture journalistique** » (Washington, mai 2000) est disponible à l'adresse <http://www.crimesofwar.org/seminars/seminars.html>. La deuxième journée était consacrée aux conséquences psychologiques.

Le **Dart Center for Journalism and Trauma**, actuellement basé dans les locaux de l'école de communication de l'Université de Washington à Seattle (États-Unis) est un réseau mondial de journalistes, de professeurs en journalisme et de professionnels de la santé visant à promouvoir la couverture médiatique des traumatismes, des conflits et des drames. Il s'intéresse à l'impact du processus de relation sur ceux qui voient les images et lisent les articles et sur les professionnels de l'information (<http://www.dartcenter.org>).

Le **Dart Centre Europe** possède son propre site web (<http://www.dartcentreurope.org>). Sherry Ricchiardi parle du séminaire « **Après la couverture d'un conflit: comment affronter l'impact émotionnel?** » organisé à Opatija (Croatie) en janvier 2002 à l'adresse <http://www.dartcenter.org/newscenters/seeurope>.

Le **Freedom Forum** a fermé ses bureaux internationaux et abandonné ses programmes internationaux (<http://www.freedomforum.org>).

Le **Media Diversity Institute (MDI)** a été créé pour promouvoir la prévention et la résolution des conflits par le biais de la diversité du journalisme. Basé à Londres, il coordonne le réseau de centres de médias en Europe centrale et du sud-est et en Afrique. Il œuvre pour un travail journalistique juste, fiable, correct et approfondi par le biais de la l'éducation, de la formation et de la coopération avec des journalistes professionnels, des universitaires, des propriétaires de médias et des décideurs, ainsi qu'avec des organisations de médias, de défense des droits de l'homme et de défense des minorités (<http://www.media-diversity.org>).

Partie 4

La zone de campagne



Des journalistes macédoniens protestent auprès de la police contre les attaques dont leurs collègues ont été victimes. En septembre 2002, ils marchèrent sur le ministère de l'Intérieur sous le slogan « Nous voilà, frappez-nous! » (voir page 106).

Photo: Association des journalistes de Macédoine

Chapitre 7

La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?

Quand des ennemis déterminés et sans pitié de la liberté de la presse s'en prennent aux journalistes, il est difficile de les arrêter. Chaque année, des dizaines de journalistes sont visés, attaqués et même assassinés. Cela ne signifie toutefois pas que les journalistes, leurs syndicats et les organisations de médias sont incapables de se défendre, loin de là. Ces quinze dernières années, un mouvement de résistance sophistiqué et de plus en plus efficace s'est développé afin de réduire les risques auxquels les travailleurs des médias sont exposés, d'isoler les assassins et les personnes directement responsables des attaques contre les journalistes et d'obliger les gouvernements à rendre des comptes quand ils négligent leurs devoirs de protection des médias ou créent des conditions politiques mettant en danger le travail des journalistes. Ce chapitre se penche sur ce qui est fait, sur ce que les journalistes peuvent faire de plus et sur les actions menées pour placer la sécurité des journalistes en haut de l'agenda des médias.

De simples actes de solidarité sont souvent l'antidote le plus efficace contre les persécutions dont sont victimes les reporters. Prenons le cas de Viokan Ristic, un journaliste indépendant serbe. En 1999, Ristic couvrait le conflit au Kosovo pour plusieurs clients, dont l'agence BETA News, Danas et la radio Deutsche Welle. En tant que journaliste indépendant serbe, il fut visé par le régime Milosevic et quand les bombardements de l'OTAN débutèrent, il fut arrêté et jeté en prison.

Ses geôliers le relâchèrent après 30 jours. Ils lui remirent également un message d'Aidan White, secrétaire général de la FIJ. C'était une copie d'un télégramme envoyé au président Milosevic appelant à la libération de Ristic. Pour Ristic, il ne fait aucun doute que la pression internationale joua un rôle dans sa libération. Elle fit réaliser à ceux qui l'avaient arrêté et emprisonné sans procès qu'il y avait en dehors du pays des gens qui



Le président péruvien Alejandro Toledo allume à Uchuraccay (province d'Ayacucho, Pérou) une flamme à la mémoire de huit journalistes et de leur guide assassinés en 1983. Pendant vingt ans, on célébra la mémoire de Jorge Sedano Falcón du journal *La República*, Eduardo de la Piniella Palao, Pedro Sánchez Gavidia et Félix Gavilán Huamán du journal *El Diario de Marka*, Willy Retto Torres et Jorge Luis Mendivil Trelles du journal *El Observador*, Amador García Yanque du magazine *Oiga*, et Octavio Infante García de la revue *Panorama*. Les journalistes et leur guide, Juan Argumedo García, furent tués alors qu'ils investiguaient sur des meurtres commis dans le cadre du conflit intérieur. Une commission d'enquête accusa 17 habitants locaux, dont trois furent reconnus coupables. Le nom des commanditaires des meurtres ne fut jamais révélé. D'aucuns les imputèrent à la guérilla maoïste du Sentier lumineux (Sendero Luminoso); d'autres à l'armée. Plusieurs témoins et accusés moururent mystérieusement pendant l'enquête. Ces assassinats devinrent le symbole de la douleur et de la division de la société péruvienne. En avril 2002, la commission de vérité et de réconciliation organisa des auditions publiques à Ayacucho. Le président Toledo alluma le mémorial le 3 octobre 2002 et décréta le 26 janvier « journée nationale des martyrs du journalisme péruvien ».

Photo: AP / Oscar Paredes / Prensa Palacio

Mettez un terme au harcèlement de ce rédacteur en chef

À: M. Nisar A. Memon

Ministre fédéral de l'Information
et des médias

République islamique du Pakistan

30 juillet 2002

La Fédération internationale des journalistes est profondément préoccupée par le récent interrogatoire du rédacteur en chef de Jasarat, Muzaffar Ejaz, et les menaces dont il fait l'objet.

D'après nos sources, Ejaz fut enlevé par des membres des renseignements inter-services alors qu'il quittait son bureau le 25 juillet 2002 à 23 heures. Il fut interrogé et relâché le lendemain matin à 4 heures. Son enlèvement et son interrogatoire furent le point culminant de plusieurs semaines de harcèlement qui suivirent la publication d'un article controversé. (...)

La FIJ vous invite à mettre un terme au harcèlement de Muzaffar Ejaz et à garantir que tous les journalistes en poste au Pakistan pourront continuer leur travail sans être victimes de persécutions et d'intimidations.

Christopher Warren

Président de la FIJ

Extrait d'une protestation de la FIJ.

savaient qu'il était en détention et qui se préoccupaient de son bien-être.

Le télégramme s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de routine orchestrée par la FIJ, par des syndicats de journalistes et par un réseau d'organisations de défense de la liberté de la presse, dont le Committee to Protect Journalists, l'Institut international de la presse, Reporters Sans Frontières, Article 19 et bien d'autres. Chaque semaine, des télécopies, courriels et lettres sont envoyés aux dirigeants des quatre coins du monde pour demander des garanties quant à la sécurité d'un journaliste détenu, exiger la libération des journalistes emprisonnés ou plaider pour une enquête de haut niveau sur une des innombrables attaques menées contre les journalistes. Ces actes de solidarité rappellent aux journalistes emprisonnés ou à ceux qui ont été agressés qu'ils ne sont pas oubliés.

Les organisations de journalistes du monde entier cherchent activement une façon de protéger leurs membres des intimidations et des violences. Quand un syndicat ou une association locaux ne parviennent pas à se faire entendre, les organisations internationales comme la FIJ doivent prendre le relais.

La FIJ est la plus vaste organisation de journalistes du monde, représentant plus de 500 000 reporters, rédacteurs en chef, photographes et diffuseurs de plus de 100 pays. Elle fait campagne depuis 20 ans pour l'amélioration des standards de sécurité. La FIJ est membre du réseau IFEX (Échange international de la liberté d'expression) et peut également agir au niveau des Nations unies pour rappeler aux gouvernements leurs devoirs de promotion de la liberté des médias et de protection des journalistes. En reconnaissance de son expertise de la représentation des journalistes, l'UNESCO a récemment octroyé à la FIJ le statut d'organisation associée, le plus haut niveau d'accréditation pour une organisation non gouvernementale (ONG). La FIJ a appelé les Nations unies non seulement à condamner les meurtres des travailleurs des médias, mais aussi à insister pour que les gouvernements mettent un terme à l'impunité en donnant les détails des événements et en mettant tout en œuvre pour arrêter les assassins.

Partager le savoir-faire et l'expérience

La FIJ conseille à ses affiliés d'adopter une approche standard afin d'aider tout journaliste rencontrant des problèmes ou se heurtant à des réactions hostiles. Elle recommande que chaque syndicat affilié désigne un responsable de la coordination du travail et de la préparation sur trois axes:

- ◆ conscientisation des membres aux problèmes et dangers,
- ◆ conclusion d'accords avec les ministères compétents sur les procé-



Des photographes pakistanais défilent dans les rues de Lahore le 1er mai 2000 pour protester contre la mort d'un de leurs collègues, Mehraj-ud-Din Hafiz, au Cachemire. Des journalistes indiens ont également protesté contre les attaques visant leurs collègues, dont certains ont été tués ou blessés dans des attentats terroristes.

Photo: Reuters / Mohsin Raza

dures à suivre en cas d'urgence, et

- ◆ conclusion d'accords avec les employeurs indiquant qui est responsable de quoi en cas de crise.

Pour aider les journalistes en situation difficile, il est essentiel d'obtenir des informations fiables sans minimiser ni gonfler les problèmes, les plaintes exagérées pouvant causer des craintes inutiles et affaiblir les protestations futures. Les premières heures d'une crise sont agitées et il est primordial d'établir les faits afin de réduire les risques de malentendu.

La FIJ a mis au point un système standard de collecte d'informations et de rapport sur chaque affaire. La première étape consiste à établir les faits. Une fois qu'ils sont connus, la direction du syndicat ou son représentant peuvent prendre une décision sur le lancement d'une aide pratique au membre qui a des ennuis.

L'expérience montre que les gouvernements sont sensibles aux incidents impliquant des journalistes et cherchent à éviter les commentaires

LE PLAN D'ACTION DE LA FIJ

Le plan d'action de la FIJ se décompose en six phases:

- ◆ contacts non officiels et pressions dans le pays concerné
- ◆ contacts non officiels et pressions à l'échelon international
- ◆ protestation non officielle
- ◆ protestation officielle
- ◆ mission d'enquête
- ◆ action diplomatique

Les journalistes népalais comptent sur l'unité

Training was delivered in Une formation a été organisée au Népal afin d'aider les journalistes qui doivent composer avec l'état d'urgence depuis novembre 2001. Plus de 150 journalistes ont été arrêtés et nombre d'entre eux ont été torturés ou victimes d'abus physiques. Des journalistes ont également été la cible des rebelles maoïstes. Trois ont même été tués en 2002.

La lutte contre la censure légale et brutale est menée par la Fédération des journalistes népalais (FNL), par le biais d'un front commun à toutes les organisations de journalistes. Cette unité a permis d'organiser des grèves et des manifestations et de nouer le dialogue avec le gouvernement au sujet de la liberté de la presse et des droits des journalistes.

LE PREMIER COURS EN 24 ANS DE CARRIÈRE

« Je suis journaliste depuis 24 ans. Ces deux dernières années, j'ai travaillé pour une ONG.

Au cours de ces deux ans, j'ai participé à 12 séminaires. C'était le premier cours spécifiquement destinés aux journalistes auquel j'assistais en 24 ans de carrière.

Par le passé, nous étions ignorés. »

Samiullah Taza, journaliste pour un hebdomadaire afghan

négatifs des médias. Ces derniers peuvent donc exercer une pression sur ceux qui violent la liberté de la presse et oppriment les journalistes. Cependant, des risques apparaissent si les protestations des médias sont considérées comme un plaidoyer spécial ou exagérées. Quand des organisations internationales entrent en jeu, les gouvernements essaient de présenter l'affaire comme une attaque extérieure contre le pays. Il est donc essentiel de présenter les faits de manière correcte.

Le plan d'action de la FIJ est divisé en une série de réponses graduelles commençant par un contact officieux à l'intérieur du pays concerné. Ce contact est pris par un syndicat ou une association nationale. Il peut être suivi par un contact et des pressions informels au niveau international, par exemple par l'implication officielle de la FIJ. On peut ensuite arriver à une protestation officielle, toujours sans publicité. Si cela ne fonctionne pas ou n'est pas adapté eu égard à la gravité de l'affaire, la FIJ et d'autres associations de défense de la liberté de la presse émettent une protestation officielle.

En cas de dédain persistant pour la liberté de la presse ou de menaces contre les journalistes, la FIJ envoie souvent des missions d'enquête composées de représentants étrangers afin de rassembler des preuves et de publier un rapport.

Dans les cas les plus graves, la FIJ essaie de coordonner une action diplomatique, par exemple de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe ou d'autres organes ad hoc.

La FIJ fournit aux syndicats affiliés les adresses d'autres membres et organisations qui peuvent les aider et donne des exemples de lettres à envoyer. Le fonds de sécurité de la FIJ sert à venir en aide aux journalistes empêchés, techniquement ou physiquement, d'exercer leur métier ou menacés de ou en butte avec une action officielle découlant de leur activité professionnelle.

La formation à la sécurité pour les journalistes autochtones

La FIJ joue un rôle majeur, en partenariat avec une variété d'organisations, dans la fourniture d'une formation interactive aux journalistes autochtones qui n'ont pas accès à la formation à la sécurité généralement offerte aux correspondants de guerre internationaux. Cette formation englobe de petits cours qui peuvent être répétés pendant plusieurs jours afin d'atteindre le plus grand nombre de journalistes possible. Ils peuvent également être adaptés afin d'affronter des problèmes spécifiques de la couverture de chaque conflit.

Le premier cours de la FIJ se tint à Ohrid (Macédoine) en septembre

2000, pour 23 journalistes de la région. Il était organisé par le Centre macédonien de la presse, avec le financement du Conseil de l'Europe. Un deuxième atelier, parrainé par le Conseil de l'Europe et le Freedom Forum, fut organisé par le Centre pour le journalisme indépendant à Bucarest (Roumanie) en mars 2001, à l'attention de journalistes venant de Bulgarie, de Hongrie, de Moldavie, de la République fédérale de Yougoslavie et de Roumanie. Les trois jours de formation traitèrent un large éventail de sujets, dont les armes et leurs effets, l'aide médicale d'urgence, les relations avec la presse militaire, les troubles publics, les mines et objets piégés et les protections personnelles.

En 2002, la FIJ et ses partenaires étoffèrent le programme de formation à la sécurité d'une série de cours dans des endroits chauds, dont la première formation à la sécurité pour les journalistes autochtones couvrant le conflit en Afghanistan. AKE organisa des séminaires, en collaboration avec International Media Support (IMS), le Centre afghan de ressources médiatiques (AMRC) et le Centre afghan pour la promotion de la communication, de l'autre côté de la frontière, à Peshawar (Pakistan). Un cours spécial d'une journée sur les bases de la conscientisation à la sécurité fut reproduit à quatre reprises, et des kits médicaux distribués aux 103 journalistes afghans participants, dont 19 femmes. Chaque séminaire suivait un programme en cinq points:

- ◆ sécurité personnelle,
- ◆ aide médicale,
- ◆ mines et objets piégés,
- ◆ troubles publics et émeutes,
- ◆ prises d'otages.

Des questions similaires furent abordées dans les territoires palestiniens en février 2002, où la FIJ travailla avec le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS), avec le soutien d'IMS et de la Commission européenne. Un cours modifié d'une journée fut proposé à plus de 100 journalistes palestiniens à Ramallah, Hébron, Naplouse, Gaza et Jérusalem. Il fut adapté aux journalistes travaillant dans les conditions particulières des territoires palestiniens, où nombre de journalistes autochtones ne sont pas reconnus par l'armée israélienne. Les journalistes ne bénéficient pas d'une protection physique et se sentent très isolés à cause de ce qu'ils ressentent comme un manque de solidarité de la part de leurs collègues étrangers. Les risques ne sont pas les mêmes en Cisjordanie que dans la Bande de Gaza, et le cours fut donc adapté à chaque territoire.

En septembre 2002, une formation similaire fut proposée à 25 journalistes népalais et, peu après, à 40 journalistes pendant un fragile cessez-le-feu en Côte d'Ivoire. Au Népal, les journalistes se dirent inquiets du danger posé par les mines et les embuscades, et le cours fut aménagé de sorte à couvrir ces sujets.

Une formation axée sur l'extension du cessez-le-feu

La formation organisée en Côte d'Ivoire fut conçue de sorte à tirer avantage d'un cessez-le-feu dans une guerre civile qui avait causé la mort de centaines d'individus.

En dépit d'une tradition de journalisme objectif en Côte d'Ivoire, il y avait de grandes inquiétudes quant à la sécurité des journalistes et à la détérioration de la liberté de la presse.

Des journalistes couvrant les manifestations furent attaqués et certains quotidiens durent suspendre leur publication.

En novembre 2002, un programme d'aide d'urgence fut lancé, avec un séminaire sur la relation des conflits et deux jours de formation à la sécurité. Le message-clé était d'être extrêmement attentif à l'exactitude et à l'équilibre, et de mettre en exergue les véritables effets de la violence.

Les journalistes affichèrent un vif intérêt pour la formation à la sécurité. Le cessez-le-feu fut par la suite rompu, ramenant le conflit à la une des journaux.

- ◆ Le programme fut aménagé par la FIJ, la Fondation pour l'aide à la communication (CAF, Pays-Bas), International Media Support (IMS, Danemark) et Media Assistance International (MAI, Genève), avec le soutien de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) et de l'Association des journalistes d'Afrique occidentale.

L'Institut international pour la sécurité de l'information

Parmi les organisations soutenant l'INSI, on trouve:

Sociétés de médias
ABC News, USA
AFP
ARD, Allemagne
BBC, Royaume-Uni
CBC, Canada
CNN
Frontline TV
Global Radio News
NOS, Pays-Bas
NRK, Norvège
Radio France Internationale
Reuters TV
RTV, Slovénie
SKY News, Royaume-Uni
SVT, Suède
The Statesman, Inde
TV 2, Norvège
TV4, Suède
VRT, Belgique
VTM, Belgique
Wall Street Journal Europe Reporting (UK)

Organisations de journalistes et institutions de soutien aux médias et de défense de la liberté de la presse

Association internationale de la presse, Belgique
Association des journalistes d'Afrique de l'Ouest
Association mondiale des journaux
Centre européen du journalisme
Centre pour le journalisme dans les situations extrêmes, Russie
Committee to Protect Journalists
Dart Centre Europe
Open Society Institute
Pascal Decroos Foundation

Le programme mondial de protection: l'Institut international pour la sécurité de l'information

Cette expansion rapide de la formation à la sécurité incita la FIJ à pousser dans le sens de la création d'un organe international chargé de fournir des informations, une formation et de l'assistance aux journalistes et organisations de médias. La FIJ s'inquiétait de la situation des journalistes n'ayant pas accès aux cours organisés par des sociétés de médias internationales et de l'incapacité des médias écrits à suivre le rythme des radios et télévisions. En mai 2000 ; la FIJ approcha l'Institut international de la presse (IIP) et identifia quatre problèmes:

- ◆ la formation à la sécurité et l'équipement coûtent très cher;
- ◆ nombre des journalistes les plus dans le besoin sont des indépendants;
- ◆ la plupart des victimes de violences sont locales et n'ont aucune possibilité de recevoir une formation de base à la sécurité dans leur langue maternelle;
- ◆ il y a peu d'informations sur la manière de créer un programme de santé et de sécurité pour le personnel des médias, couvrant la conscientisation aux risques, le stress et les conseils en cas de traumatisme, etc.

La FIJ proposa que les organisations professionnelles, les employeurs et les syndicats créent ensemble une institution indépendante afin:

- ◆ de publier des informations dans les différentes langues sur la santé et la sécurité des journalistes et travailleurs des médias;
- ◆ de promouvoir des programmes de formation pour les journalistes et travailleurs des médias;
- ◆ de créer une unité de réponse rapide qui soit capable de mettre sur pied une unité de la sécurité pour les journalistes et travailleurs des médias opérant dans une région où un conflit éclate, qui travaille avec les institutions nationales et intergouvernementales et les forces armées concernées;
- ◆ de fournir un accès au matériel, comme par exemple les kits médicaux, les gilets pare-balles et les casques, en vue d'une distribution au niveau local;
- ◆ de mener une campagne au sein de la communauté internationale (Organisation internationale du travail, UNESCO, Croix-Rouge, OTAN, etc.) dans le sens d'une action en faveur de la sécurité de l'information.

En novembre 2002, une coalition d'organisations professionnelles, groupes de défense de la liberté de la presse, médias internationaux et associations de journalistes décida de fonder l'Institut international pour la sécurité de l'information. L'institut, basé à Bruxelles, était en cours de

création au moment où ce guide était mis sous presse et semblait devoir révolutionner la coopération et la collaboration entre les différentes organisations concernées par la sécurité. L'idée bénéficie du soutien de plus de 80 organisations, dont ABC News, BBC, CNN, Reuters, l'Union européenne de radiodiffusion - le plus grand réseau de radios et de télévisions régionales - et des groupements de défense de liberté de la presse, ainsi que par les 148 syndicats et associations de journalistes affiliés à la FIJ, représentant 106 pays du monde entier.

Aidan White, secrétaire général de la FIJ, a tenu ces mots: « Il s'agit d'un réseau de solidarité unique qui apportera une assistance pratique aux journalistes et travailleurs des médias les plus dans le besoin et ce, n'importe où dans le monde. »

Richard Tait, vice-président de l'IIP et ancien rédacteur en chef d'ITN, a déclaré que l'institut forgerait une approche unifiée des médias audiovisuels et écrits. « Nous devons nous défaire de l'attitude voulant que la sécurité soit facultative. Elle doit être prise au sérieux par tous, y compris les employeurs, estime-t-il. Nous devons modifier la culture d'indifférence. »

Chris Cramer, président de CNN International, est le premier président honoraire de l'institut. Les objectifs seront:

- ◆ d'apporter un soutien et mettre au point des programmes d'assistance en matière de sécurité destinés aux journalistes et travailleurs des médias, y compris les freelances, en particulier ceux qui travaillent dans des régions de conflit ou qui sont régulièrement envoyés dans des missions potentiellement dangereuses;
- ◆ d'encourager les accords couvrant la santé et la sécurité, la formation à la conscientisation aux risques et les cours de premiers secours entre les organisations de médias et les travailleurs, ainsi qu'avec les syndicats et associations;
- ◆ de diffuser l'information (en utilisant l'Internet et les moyens traditionnels) par le biais de manuels de formation, de conseils mis à jour et de guides à l'usage des journalistes et travailleurs des médias opérant dans les zones dangereuses;
- ◆ de promouvoir les bonnes pratiques du secteur en utilisant des exemples de formation et d'assistance développés au sein du monde des médias et du journalisme;
- ◆ de rechercher, de développer et de promouvoir des services de sécurité, y compris des contrats d'assurances abordables, pour tous les journalistes et travailleurs des médias;
- ◆ de favoriser les initiatives sectorielles, y compris les codes et lignes directrices;

Organisations soutenant l'INSI (suite)

Reporters Sans Frontières
 Rory Peck Trust
 Southern Africa Journalists' Association
 West African Journalists Association
 World Association of Newspapers
 Fondation pour les médias en Afrique de l'Ouest
 Fondation Pascal Decroos
 Freedom of Expression Institute, Afrique du Sud
 Institute for War and Peace Reporting, Royaume-Uni
 International Media Support
 Institut international de la presse
 Internews Europe
 Journalistes canadiens pour la liberté d'expression
 Media Action International
 Media Diversity Institute
 Media Watch, Bangladesh
 Media Institute of Southern Africa
 NewsXchange
 News World Asia
 Open Society Institute
 Reporters Sans Frontières
 Rory Peck Trust
 Southern Africa Journalists' Association
 Union européenne de radiodiffusion

Syndicats et associations de journalistes

L'INSI est également soutenu par les 148 syndicats et associations affiliés à la FIJ, représentant 106 pays.

La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?



L'Association des journalistes de Macédoine proteste contre la violence en septembre 2002. Les journalistes portaient des T-shirts disant « Je suis journaliste » à l'avant et « Nous sommes là, frappez-nous! » à l'arrière. La grande banderole indique « Journalistes de Tetovo, Kicevo, Ohrid » et la petite « Allez vous faire voir! », expression que le ministre de l'Intérieur de l'époque Ljube Boshkovski aurait utilisée la veille de la manifestation.

Photo: Association des journalistes de Macédoine

- ◆ d'établir un réseau mondial d'organisations, actif partout dans le monde, engagé dans la réduction des risques courus par les travailleurs des médias;
- ◆ de parrainer les initiatives de conscientisation lors d'événements médiatiques et journalistiques majeurs, notamment des conférences regroupant des professionnels des médias aux niveaux national, régional et international.

La FIJ et l'IIP ont institué un conseil consultatif composé de représentants des groupes professionnels et des leaders du domaine de la sécurité, avec l'aide des groupes de défense de la liberté de la presse, d'éducateurs des médias et d'organisations oeuvrant pour le développement des médias dans des sociétés ouvertes, démocratiques et pacifiques.

Le rôle des organisations nationales

La majeure partie du travail de campagne est effectuée par les syndicats et associations nationaux de journalistes dans le cadre de leur action

quotidienne. Ces syndicats et associations jouent un rôle essentiel dans la défense des journalistes. Cette section donne des exemples de l'impact de ces campagnes pour la vie et le bien-être des journalistes.

Macédoine

Le 30 septembre 2002, les journalistes macédoniens manifestèrent leur indignation face aux plus de 40 attaques menées contre des journalistes au cours des dernières années. Sous le slogan ironique « Nous sommes là, frappez-nous! », l'Association des journalistes de Macédoine (AJM) mena une marche pour la liberté d'expression en direction du ministère de l'Intérieur. L'élément déclencheur de la protestation fut l'attaque contre le journaliste Zoran Bozinovski, agressé en plein travail. Un des assaillants, apparemment un membre d'une unité spéciale de la police, fut arrêté, mais l'association déclara que 40 collègues avaient été victimes de violences les années précédentes et que la plupart des agresseurs n'avaient jamais été inquiétés. Les journalistes demandèrent que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Ljube Boshkovski, les reçoive publiquement pour leur exposer l'état d'avancement de l'enquête. Le ministre attendit toutefois que la manifestation soit terminée avant de faire une déclaration.

L'AJM annonça: « L'objectif de ceux qui frappent les journalistes est de les réduire au silence. L'Association des journalistes de Macédoine s'élève contre tous les types de pressions et défend la dignité du journalisme en tant que métier. C'est pourquoi, chers collègues, au lieu de vous taire, nous vous invitons aujourd'hui à exprimer clairement votre révolte. Parce que le journalisme macédonien ne doit pas demeurer silencieux! Si vous voulez frapper quelqu'un, venez, nous sommes là! »

Slovénie

Le 28 février 2001, Miro Petek gara sa voiture devant chez lui, près de Slovenj Gradec dans le nord de la Slovénie. Alors qu'il parcourait les quelques mètres qui le séparaient de la porte d'entrée, il fut agressé et sauvagement roué de coups. Il eut le nez et les deux pommettes explosés, la mâchoire brisée et le crâne fêlé à plusieurs endroits. Il perdit le goût et une partie de son acuité visuelle à l'œil droit. Il écrivit par la suite: « C'était comme dans un film de gangsters. J'ai essayé de protéger ma tête avec mes bras; je ne voyais que les jambes qui me frappaient. L'attaque a été brutale, professionnelle. Mes agresseurs n'ont pas dit un mot. »

Miro Petek est journaliste d'investigation pour

Miro Petek est transféré à l'hôpital après l'agression qui le laissa grièvement blessé devant chez lui en février 2001.



La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?



Alexander Sami (à droite) et Miro Petek en Slovénie, pendant l'enquête menée par le premier pour le compte de la FIJ.

Vecer, le principal quotidien slovène. Il avait dénoncé des malversations dans des sociétés de la région de Korosko et parlé d'une enquête sur une évasion fiscale à grande échelle. Au vu de la nature de l'attaque, il était évident qu'il avait été visé en tant que journaliste. Immédiatement après l'agression, le directeur général de la police slovène, Marko Pogorevc, déclara que la police était « sur le point d'arrêter les auteurs ». deux ans plus tard, personne n'a toutefois encore été appréhendé.

L'enquête fut critiquée. Le lieu du crime n'avait pas été sécurisé et des indices essentiels auraient pu être écrasés. On s'aperçut que certaines des personnes dont la maison fut perquisitionnée semblaient préparées à l'événement, et les spéculations sur les entrées qu'elles auraient auprès du ministère public ou du tribunal allèrent bon train. Malgré le retentissement de l'affaire, l'enquête fut laissée au parquet et à la police locaux, même si le directeur général de la police était tenu au courant et informait régulièrement le ministre de l'Intérieur.

L'Association slovène des journalistes pressa la police à agir de manière plus décidée, en particulier à remettre l'affaire aux enquêteurs nationaux spécialisés. Elle demanda des explications pour le manque de progrès accomplis.

La FIJ commissionna une enquête, menée par Alexander Sami, avocat et secrétaire général de la Fédération suisse des journalistes. Ce dernier se rendit en Slovénie et questionna des officiels de haut rang, dont le procureur général, le directeur général de la police et le directeur de la police criminelle. Il rencontra également les enquêteurs locaux et le procureur chargé de l'affaire Petek, ainsi que le ministre de l'Intérieur et son chef de cabinet.

Alexander Sami qualifia l'incapacité à trouver les coupables de « très alarmante ». Son rapport à la FIJ dit: « Toute attaque contre un journaliste constitue une forme de censure, et c'est exactement ce qu'est la conséquence dramatique de l'agression contre Petek. Ironiquement, la liberté de la presse dans la région de Korosko et dans le reste de la Slovénie est dans les mains de la police. Si la police ne fait pas correctement son travail dans l'affaire Petek, casser la tête des journalistes pourrait très bien devenir une mission de routine pour les criminels slovènes. Cela ne doit toutefois pas être permis dans un pays mentionné comme un candidat probable à l'adhésion à l'Union européenne dans un avenir rapproché. »

L'enquête et la conférence de presse subséquente organisée par la FIJ à Bruxelles soulevèrent la question de savoir si la police slovène devait demander une aide extérieure. Après la publication du rapport Sami, le secrétaire général de la FIJ Aidan White écrivit à Milan Kucan, le président de la République de Slovénie, l'invitant à désigner une équipe d'enquêteurs

indépendants: « Si de telles mesures ne sont pas prises, la confiance en la capacité des institutions politiques slovènes à répondre aux atteintes à la liberté de la presse et à la démocratie sera gravement écornée. »

Même si les agresseurs de Petek n'ont pas encore été arrêtés au moment de l'impression du présent ouvrage, la campagne pour les retrouver est devenue une initiative en faveur de la liberté de la presse et une marque de soutien au journalisme d'investigation indépendant en Slovénie et à l'étranger. »

Ukraine

Une réponse nationale forte liée à l'aide internationale figure au cœur de la campagne demandant que les assassins de Georgy Gongadze soient traduits en justice. Gongadze disparut en septembre 2000, et son corps décapité fut retrouvé deux mois plus tard dans un bois près de Kiev. Un ancien garde du corps remit une cassette impliquant le président ukrainien Leonid Koutchma, qui qualifia la cassette de faux. En dépit du refus ukrainien de travailler avec une commission d'enquête internationale indépendante, la pression internationale ne s'est pas relâchée. Une commission parlementaire ad hoc ukrainienne suggéra même en 2002 que le président et d'autres hauts responsables de l'État pourraient être arrêtés et inculpés.

En 2002, un nouveau procureur général fut nommé, et en septembre 2002, les manifestants défilèrent à Kiev et dans de nombreux pays du monde pour marquer le deuxième anniversaire de la disparition de Gongadze. Le chargé d'affaires ukrainien à Londres fut un des nombreux officiels à recevoir des délégations de journalistes demandant une intensification de l'action. Il déclara aux représentants du Syndicat national des journalistes de Grande-Bretagne et d'Irlande: « La question figure en haut de notre agenda également. Le peuple se souvient de Georgy Gongadze. » Jeremy Dear, secrétaire général du NUJ, ajouta par la suite: « Les institutions bougent parce que les citoyens protestent. Intensifions la pression. »

Transcaucasie

Un rapport de la FIJ intitulé « Promoting Independent and Ethical Journalism in the Southern Caucasus », rédigé avec le soutien du Conseil de l'Europe, détaille les violences et les intimidations à l'encontre des journalistes en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Arménie. Il donne également des exemples de journalistes se rassemblant pour défendre leurs droits.

En 2001 en Azerbaïdjan, trois journaux furent interdits par les tribunaux et leurs rédacteurs en chef emprisonnés en vertu de l'article 19 de la loi sur la presse. Ils furent libérés après une campagne conjointe des associations de journalistes et du Syndicat des journalistes, soutenus par la pression interna-

Le syndicat presse la police d'agir

Des représentants du Syndicat national indien des journalistes et le président de l'association régionale des journalistes ont rencontré le directeur général de la police de l'État de Haryana (nord du pays) pour demander une enquête approfondie sur l'assassinat de Chaterpatti, rédacteur en chef du quotidien en langue hindi Poora Sach. Chaterpatti mourut à New Delhi en novembre 2002, un mois après avoir été abattu à Sirsa, dans l'État de Haryana. Les tirs étaient sans doute liés aux investigations de Chaterpatti sur les abus sexuels commis au siège d'une secte religieuse à Sirsa.

La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?

tionale. La loi utilisée pour interdire les titres fut abrogée par la suite.

En mars 2002, la police intervint violemment contre des manifestants et des journalistes lors d'une marche d'opposition, un événement relativement courant. Après les protestations et une discussion avec un ministre, le gouvernement accepta une enquête. Le ministre suggéra que les journalistes envoient un avocat pour les représenter au sein d'un groupe de contrôle. D'autres manifestations doivent être filmées, et le club de la presse de Bakou et le syndicat de journalistes Yeni Nesil distribueront des vestes fluorescentes aux journalistes.

Le journaliste indépendant Ronan Brady, auteur du rapport de la FIJ, relata: « Les conditions dans lesquelles les journalistes azéris travaillent sont profondément choquantes. Le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour les diviser et les isoler. (...) J'ai toutefois l'impression que le sens de la solidarité parmi les journalistes azéris l'a emporté contre toute attente à chaque fois qu'il a été mis à l'épreuve. »

Il ajoute: « Les pressions extérieures, en particulier de la part du Conseil de l'Europe, ont été essentielles pour assurer le changement. Selon moi, la manière dont les différentes associations et syndicats de journalistes ont collaboré à des buts communs tels que la création d'un conseil de la presse ou la protection des journalistes contre les attaques de la police, a été tout aussi vitale. (...) J'ai perçu un degré élevé de collaboration et de coordination entre les deux groupes (le Syndicat des journalistes - JuHI - et le Syndicat Yeni Nesil des journalistes d'Azerbaïdjan) au sujet du conseil de la presse et sur d'autres questions. »

La Géorgie possède les lois en matière de presse les plus libérales de la région, mais présente aussi les conditions les plus dangereuses pour les journalistes. En juillet 2000, Giorgi Sanaia, l'animateur d'une émission politique, fut abattu par un agresseur inconnu. En septembre, Antonio Russo de la chaîne italienne Radio Radicale fut assassiné. Certains journalistes estiment que son meurtre fut une mesure de représailles pour sa couverture de la guerre en Tchétchénie.

Les menaces et les attaques contre les journalistes sont courantes, et l'autocensure en est une des conséquences. Il est toutefois possible de s'élever contre les bandits. Quand Akaki Gogichaitchvili, le présentateur de l'émission d'information « 60 Minutes », dénonça la corruption au sein du Syndicat des rédacteurs de Géorgie, il fut emmené au bureau du procureur adjoint, où il s'entendit conseiller de parler à ses parents des dangers de telles émissions. Le lendemain, il reçut des menaces de mort. Au lieu de se rétracter, il tint une conférence de presse et organisa une protestation publique. Après trois jours, le président ordonna que Gogichaitchvili soit protégé.

Colombie

Les risques courus par les journalistes en Colombie ont été exposés au chapitre 4. Après une mission en Colombie en 2002, le Comité exécutif de la FIJ soutint la création d'un Centre de solidarité avec les journalistes colombiens. Ce projet vise à organiser l'aide humanitaire et l'assistance aux journalistes et travailleurs des médias et leurs familles, à enquêter sur les attaques, à améliorer la connaissance des risques et à conscientiser à l'importance d'un journalisme sûr et à la nécessité de défendre la liberté d'expression.

Le centre offrira une aide d'urgence avec le soutien du fonds de sécurité de la FIJ, à travers un accord avec la Fondation pour la liberté de la presse (FLIP), une ONG colombienne membre de l'IFEX (Échange international de la liberté d'expression) et possède un réseau d'alerte national doté d'un système d'investigation, de vérification et de suivi des menaces ou violences contre les journalistes. L'initiative de la FIJ n'est pas tant un lieu physique qu'un projet qui étendra ses objectifs par le biais de campagnes. Il diffusera des informations aux journalistes et à leurs organisations et travaillera avec les ONG colombiennes, les bureaux et affiliés de la FIJ en Amérique latine et le siège de la FIJ à Bruxelles.

La première initiative du Centre de solidarité, lancée à l'occasion de la journée nationale des journalistes de Colombie le 9 février 2003, fut une campagne pour la sécurité. Cette campagne, soutenue par FLIP et des associations locales de journalistes, se penchait sur la liberté de la presse et les violations de la liberté d'expression. Elle invitait les belligérants du conflit colombien et les personnes impliquées dans la corruption à cesser d'assassiner les journalistes. Son message était le suivant: « Plus de journalistes victimes du conflit armé et de la corruption: nous ne sommes pas une cible; nous sommes le fondement de la démocratie. »

Irlande du Nord

Cette capacité à poursuivre un intérêt commun à travers un conflit est un élément caractéristique du journalisme en Irlande du Nord, où les violences ont causé des milliers de victimes, mais où les journalistes ont rarement été visés. Malgré des décennies de conflit armé, c'est seulement le 28 septembre 2001, alors que toutes les organisations paramilitaires étaient censées respecter un cessez-le-feu, qu'un journaliste fut visé et tué.

Martin O'Hagan, 51 ans, un reporter du Sunday World qui avait écrit des articles sur les paramilitaires loyalistes, fut tué dans sa ville de Lurgan, dans le comté d'Armagh, alors qu'il revenait d'un pub en compagnie de son épouse.

Le meurtre de O'Hagan fut revendiqué par les Défenseurs de la Main rouge, une appellation utilisée par les Forces volontaires loyalistes.

NE TRAVAILLEZ PAS SEUL OU SANS PROTECTION...

Dans un article rédigé à la suite de l'assassinat de Martin O'Hagan, le membre du comité exécutif du NUJ Kevin Cooper émit les conseils suivants.

Si vous vous voyez proposer de travailler en Irlande du Nord, refusez la mission sauf si:

- ◆ vous avez déjà de l'expérience de la couverture d'un conflit;
- ◆ votre organisation assure votre protection; et
- ◆ vous n'êtes pas invité à travailler seul, une des choses les plus dangereuses que vous puissiez faire dans un conflit.

Les journalistes travaillent en Irlande du Nord « comme si la carte de presse était un bouclier »

Michael Foley, membre du Conseil exécutif irlandais du NUJ et professeur en journalisme au Dublin Institute of Technology, explique pourquoi les journalistes ont pu couvrir le conflit nord-irlandais pendant des décennies sans devenir des cibles, du moins jusqu'à l'assassinat de Martin O'Hagan en septembre 2001.

Il y a bien des années, je me déplaçais avec un journaliste de Belfast dans la ville quand nous fûmes arrêtés par des hommes armés et encagoulés et invités à sortir de la voiture. Mon chauffeur était indigné: « Comment osez-vous? Je suis journaliste!, déclara-t-il en exhibant une carte du NUJ. Si vous ne nous laissez pas passer, je parlerai de vous à Danny Morrison » (l'attaché de presse de l'époque du Sinn Féin). L'homme bafouilla des excuses et fit signe à ses camarades de nous laisser passer.

Cette histoire illustre la « règle non écrite » voulant que les journalistes ne se fassent pas tirer dessus et explique pourquoi tant de personnes furent choquées voire anéanties lors de l'assassinat de Martin O'Hagan. Mais ce qui n'est pas examiné de plus près, c'est la règle elle-même. Pourquoi Martin O'Hagan fut-il le premier journaliste à être tué? Pourquoi des journalistes, certains travaillant pour des médias sectaires, purent-ils se déplacer comme si leur carte de presse était un bouclier?

Martin O'Hagan ne fut pas le premier journaliste victime de tirs. Cet honneur revient à son ancien collègue Jim Campbell, qui fut grièvement blessé par les UVF en 1984. Couvrir les événements d'Irlande du Nord est dangereux et des journalistes ont déjà été roués de coups ou touchés par d'autres projectiles. Si O'Hagan fut le premier journaliste tué, d'autres travailleurs des médias sont morts des suites directes des violences politiques.

Dans un conflit, de la Yougoslavie au Sierra Leone, travailler en tant que journaliste signifiait souvent essuyer des tirs. Pas en Irlande du Nord. Pourquoi? La société civile nord-irlandaise ne s'est jamais écroulée. Les institutions, de l'école aux services sanitaires en passant par les bibliothèques ou la sécurité sociale, ont continué à fonctionner. Pendant toute la période du « direct rule », les campagnes électorales furent animées. Locales, législatives ou européennes, les élections suscitaient l'enthousiasme et la passion et les journalistes politiques les couvraient avec le même engagement.

L'Irlande du Nord n'a jamais été totalement laissée sans culture démocratique, même imparfaite, et les médias avaient une place. Jamais au cours des trente années de conflit, il n'y a eu de période où personne ne travaillait à une initiative de paix ou l'autre, ou les politiciens cherchaient à influencer l'opinion publique; en ce sens, les médias sont nécessaires. Les journalistes, en particulier de la presse écrite, occupaient une position spéciale en raison de la nature divisée du pays. Les journaux ne doivent pas être impartiaux et équilibrés. Dans une société divisée, les nationalistes ont besoin de l'Irish News et les loyalistes du Newsletter, du Derry Journal ou du Londonderry Sentinel. Cela a fait de l'Irlande du Nord une des plus grandes cultures de lecture de journaux.

Un autre facteur fut que le Syndicat national des journalistes couvrait le Royaume-Uni et l'Irlande. Les journalistes d'Irlande du Nord étaient impliqués dans un syndicat apportant de la solidarité et servant de pont au-dessus du fossé sectaire. Ils étaient membres du NUJ, quelle que soit la ligne éditoriale de leur titre. Ils s'élevaient ensemble, loyalistes et nationalistes, contre la censure. Ils portaient une carte de presse unique, qui ne donnait aucune indication de leur employeur; elle disait juste qu'ils étaient journalistes.

Les collègues britanniques exigeant le retrait de l'armée voyaient leurs propositions rejetées par les membres nord-irlandais, soucieux de délicate solidarité.

Les journalistes étaient nécessaires dans une société où il n'y avait guère de forum de discussion mais où l'opinion publique toujours été un acteur important. Taoiseach (République d'Irlande) Premier ministre (Royaume-Uni et Irlande du Nord), loyalistes nationalistes, SDLP ou DUP, tous avaient besoin des journalistes pour influencer l'opinion publique, parler à leurs partisans ou à leurs opposants. Les journalistes, même ceux qui travaillaient pour des médias sectaires, faisaient preuve du détachement professionnel qui leur permettait d'être considérés comme étant à mi-chemin entre mal nécessaire et l'intermédiaire fiable.

Cela n'a jamais rendu le travail en Irlande du Nord facile. Les journalistes ont appris une forme de métier commercial. Couvrir activités loyalistes signifiait entrer en contact avec l'homme fort d'un quartier. Les journalistes, en particulier les photographes, ont appris à traiter les enterrements, marches et manifestations d'une manière leur permettant d'obtenir des images sans se faire rouer de coups. Quand les émotions remontaient à la surface, les journalistes avaient souvent très peur, mais ils avaient toujours cette carte de presse qui leur servaient de bouclier.

Alors, pourquoi Martin O'Hagan a-t-il été tué? Une des raisons avancées fut le manque de leadership et l'incapacité des organisations paramilitaires à imposer une discipline militaire. Nombre d'entre elles ne sont impliquées que dans des activités criminelles et n'ont que du mépris pour l'opinion publique (lié aux développements internes, en particulier au sein des classes moyennes loyalistes).

Quelque unique qu'ait été la mort de Martin O'Hagan en Irlande du Nord, elle est conforme à une tendance mondiale. Veronica Guerin, une journaliste d'investigation pour l'Irish Sunday Independent, fut tuée le 26 juin 1996 alors qu'elle attendait dans sa voiture à un feu rouge à la sortie de Dublin. Elle avait dénoncé les liens entre la criminalité organisée et les trafiquants de drogue en République d'Irlande.

Les plus vulnérables sont les journalistes locaux, pas les correspondants étrangers renommés portant un treillis dessiné par un grand couturier et portant des protections personnelles. Les journalistes qui risquent le plus d'être tués à cause de ce qu'ils écrivent ou diffusent sont ceux dont le travail est lu et vu par les personnes les plus concernées par l'événement relaté, pas par un public international. Ce sont eux les héros de notre profession. Ils écrivent pour des gens ordinaires, ils racontent aux gens ce qui arrive dans leur propre société et mettent au défi les criminels et auteurs de violences, courant ainsi de grands risques. ■



Martin O'Hagan portant le drapeau du NUJ lors d'une parade du 1er mai, quatre mois avant son assassinat.
Photo: Photoline / Kevin Cooper

La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?

D'autres journalistes avaient certes été menacés et un autre journaliste du *Sunday World*, Jim Campbell, grièvement blessé par les Forces volontaires de l'Ulster (UVF) en 1984. Il est toutefois remarquable que les journalistes aient pu travailler dans une sécurité relative tout au long du conflit, courant plus ou moins les mêmes risques que le reste de la population, si l'on excepte les risques inhérents au métier de reporter ou de photographe travaillant sur les lieux d'affrontements et d'explosions.

Afrique

Dans bien des pays africains, des journalistes ont été attaqués, emprisonnés ou tués, et de nombreux continuent à courir des risques. Là où la liberté de la presse est fragile et où les journaux, télévisions et radios sont souvent associés soit au pouvoir en place soit à l'opposition, les journalistes peuvent trop facilement devenir des ennemis à éliminer plutôt que les acteurs d'un débat politique ou social.

Les campagnes menées par de nombreux syndicats et associations africains contre la violence à l'adresse des journalistes sont liées à une campagne plus large pour la liberté de la presse et des médias et pour des standards professionnels.

Tant l'Association des journalistes d'Afrique de l'Ouest que la Southern Africa Journalists' Association regroupent des associations et syndicats locaux et confèrent à ces campagnes un plus grand retentissement.

La FIJ compte quelque 30 affiliés sur le continent africain et a ouvert un bureau régional à Dakar (Sénégal) en décembre 2001. Depuis 1994, la FIJ gère le programme « Médias pour la démocratie en Afrique », auquel participent des centaines de journalistes et d'éditeurs. Le programme est basé sur le principe que le contrôle public de l'exercice du pouvoir est essentiel dans une démocratie, et que les campagnes en faveur de lois relatives aux médias doivent être conformes aux normes internationales et élaborées uniquement après une consultation extensive des journalistes. Il estime que les organisations indépendantes de journalistes sont les mieux à même de défendre la liberté de la presse et que les professionnels des médias ont le devoir de travailler aux standards les plus élevés et créer des structures d'autorégulation efficaces.

Les organisations de journalistes voient en le soulagement de la pression exercée sur les journalistes une de leurs principales fonctions.

Quand le journaliste libérien Throble Suah du quotidien *Inquirer* fut agressé par des hommes soupçonnés d'être des officiers de la garde présidentielle, l'unité anti-terroriste, le Syndicat de la presse du Liberia appela à une action urgente « afin de traîner en justice les auteurs de cet acte non civilisé, bestial et barbare. »

LA FIJ AFRIQUE EN LIGNE

La FIJ possède un site web spécial sur les questions africaines en langues anglaise, française et portugaise.

<http://www.ifjafrique.org/english/index.htm>

<http://www.ifjafrique.org/francais/index.htm>

<http://www.ifjafrique.org/portugues/index.htm>

Les banquiers qui ont commandité le meurtre d'un journaliste d'investigation condamnés à 23 ans de prison

Six hommes furent condamnés en février 2003 à des peines allant de 23 à 28 ans d'emprisonnement pour le meurtre du célèbre journaliste d'investigation mozambicain Carlos Cardoso en novembre 2000 et la tentative de meurtre contre son chauffeur Carlos Manjate, qui fut grièvement blessé dans l'embuscade. Parmi les six hommes figuraient les trois tireurs et les trois commanditaires: l'usurier Momade Assife Abdul Satar (« Nini »), son frère Ayob Abdul Satar, propriétaire du bureau de change Unicambios, et l'ancien directeur de banque Vicente Ramaya.

Le tribunal estima que les frères Abdul Satar et Ramaya avaient voulu éliminer Cardoso parce qu'il avait enquêté sur la fraude massive dans laquelle la plus grande banque du pays, la BCM, perdit 14 millions de dollars lors de sa privatisation. L'argent fut détourné à l'agence de Ramaya, par le biais de comptes ouverts par des membres de la famille Abdul Satar.

Le procès fut le point culminant des pressions exercées par tous ceux qui veulent éradiquer la corruption au Mozambique. Les journalistes et leurs organisations étaient parmi ceux qui voulaient que la vérité éclate. Cardoso, ancien rédacteur en chef de l'agence de presse officielle du Mozambique, AIM, avait créé et publiait un quotidien indépendant diffusé par fax, Metical, enquêtant sur les scandales financiers. Il fut suivi un jour à la sortie du bureau et abattu dans sa voiture.

Bien que le tribunal ait statué que les trois hommes d'affaires avaient commandité le meurtre, il ne ferma pas la porte à la possibilité que d'autres personnes soient inculpées, dont le fils du président, Nyimpine Chissano. Les juges déclarèrent que les réunions de discussion du meurtre avaient impliqué « d'autres individus que les défendeurs ». Certaines avaient eu lieu au siège d'Expresso Tours, la société dirigée par le fils aîné du président Joaquim Chissano.

Ces réunions, auxquelles Nyimpine Chissano avait sans doute participé, furent rapportées à Antonio Frangoulis, à l'époque chef de la police judiciaire de Maputo.

Frangoulis en parla à ses supérieurs et fut licencié.

Anibal dos Santos Junior (« Anibalzinho »), qui recruta les tueurs et conduisait la voiture au moment des faits, écopa de la peine la plus lourde. Il ne comparut toutefois pas lors du procès et ne put être interrogé sur ses liens avec Chissano parce qu'il fut mystérieusement libéré de la prison de haute sécurité de Maputo avant le début du procès. La police sud-africaine l'arrêta à Pretoria à la fin du procès et il fut renvoyé en prison au Mozambique le jour où sa peine fut annoncée.

Le tribunal ordonna aux six inculpés de verser un dédommagement de 588 000 dollars aux enfants de Cardoso, âgés de 7 et 13 ans, et au chauffeur.

La réaction: que peuvent faire la FIJ et les organisations de journalistes?

Comme dans d'autres régions du monde, les groupes de défense de la liberté des médias suivent également les menaces de violences et d'attaques, et une réponse coordonnée est souvent possible. Par exemple, en septembre 2002, l'association basée à Kinshasa Journalistes en danger protesta contre la détention du journaliste de Radio Okapi Franklin Moliba-Sese par le Mouvement pour la libération du Congo. Le MLC s'était inscrit en faux contre les rapports sur les conditions des anciens enfants soldats démobilisés. À la suite des protestations, le ministère public reprit le contrôle et Moliba-Sese fut libéré après neuf jours.

Indonésie

À l'époque où l'autoritaire « Ordre nouveau » était au pouvoir en Indonésie, les violences à l'encontre des journalistes venaient essentiellement des forces de sécurité, la police et l'armée étant soupçonnées d'actes de torture et d'enlèvements. Aujourd'hui, dans une ère de « réforme », les attaques contre les journalistes sont surtout le fait de factions non gouvernementales de diverses tendances. L'Alliance des journalistes indépendants d'Indonésie (AJI) estime que la plupart des assaillants identifiés sont affiliés au parti politique au pouvoir. Des membres militants d'organisations religieuses menaceraient eux aussi des journalistes. La Lasykar Jihad (Forces de la Guerre sainte) et le Front des défenseurs de l'Islam (FPI) sont deux exemples de groupes religieux qui ont visé les journalistes ou les médias qu'ils considèrent violer leurs croyances. En outre, des groupes suspectés d'être payés par des hommes d'affaires sans scrupules menacent la sécurité des journalistes.

L'AJI enregistra 104 attaques contre des journalistes entre mai 2000 et mai 2001, allant des pressions psychologiques à la force physique. Environ la moitié de ces actes eurent lieu au milieu de la foule. L'année suivante, on compta 118 cas de violences contre des journalistes. L'AJI a la forte impression que l'élite au pouvoir considère la violence de masse comme une vengeance raisonnable contre les médias désinvoltes qui offensent la sensibilité du public, en particulier quand cette violence provient de ses partisans fanatiques.

L'alliance propose une aide juridique aux membres victimes d'attaques et a lancé une campagne de conscientisation du public visant à mettre un terme aux agressions. L'AJI rappelle que toute action empêchant un journaliste d'obtenir et de diffuser des informations constitue une atteinte à la liberté humaine en général. Elle rappelle également à ses membres la nécessité d'adopter les standards professionnels les plus élevés.

L'organisation organisa en août 2002 une formation à la sécurité destinée à ses membres. Les deux jours de cours couvrirent l'aide juridique,

la législation du travail, le soutien syndical et la sécurité dans les zones dangereuses, sur la base de l'expérience de journalistes indépendants. Dans les zones où l'électricité peut faire défaut et les contacts avec la base s'avérer difficiles, les journalistes s'accordèrent sur la nécessité de disposer de plans d'urgence et sur des manières innovatrices de transmettre leurs articles. L'un d'entre eux suggéra même de recourir aux pigeons voyageurs! L'importance de l'indépendance et de la préparation minutieuse fut soulignée, au même titre que la nécessité de connaître la géographie, la culture et les peuples.

Résumé

Une campagne peut être aussi spectaculaire que la grande manifestation organisée en Macédoine ou les grèves au Népal, ou aussi peu retentissante que l'écriture d'une lettre de protestation ou la demande d'un rendez-vous avec un parlementaire. L'expérience a montré que quand les journalistes se rassemblent et agissent de concert, ils parviennent à faire la différence. Les actes de solidarité augmentent la confiance des journalistes, ce qui les aide dans l'exercice de leur profession. Même des actes simples de solidarité collective comme une collecte de fonds en faveur des familles de journalistes blessés ou détenus rapprochent les gens et les aident à percevoir leurs forces plutôt que leurs faiblesses.

Dans de nombreux pays, des organisations œuvrent à l'unité qui rend cette action possible. Cette entente n'a toutefois pas été atteinte partout. La capacité des journalistes à faire campagne est une tâche plus ardue si leurs organisations sont divisées et ne collaborent pas. Les journalistes agissant ensemble en dépit des différences politiques ou ethniques peuvent construire un bouclier de solidarité qui les protégera tous. ■

AU JOURNALISTE

Ce poème a été trouvé dans la poche d'Egon Scotland, un journaliste pour le quotidien munichois *Süddeutsche Zeitung*, tué dans une embuscade tendue par la guérilla serbe lors des premiers jours du conflit en Croatie en 1991.

Prends autant de notes et de photos

Que tu le pourras,

Mon ami.

Mais ne dis jamais au monde

Que seuls des chiffres ont été tués

Dans les champs dorés

De Slavonie.

Parce qu'aucun chiffre ne porte de nom

Ni n'a d'avenir.

Dis au monde que

Ce sont Johann et William

Et Victor et Francesco

Qui ont été tués

Au cœur de la Slavonie.

Et que Gabriel et Gyorgy

Et ton nom aussi

Seront tués demain.

Prends autant de notes et de photos

Que tu le pourras,

Mon ami.

Mais ne dis jamais au monde

Que seul des chiffres ont été tués

Dans les champs ensanglantés

De Slavonie.

Anonyme

Annexe 1

Principaux contacts

Groupes de pression

Fédération internationale des journalistes

Représente 500 000 journalistes dans plus de 100 pays. Mène des campagnes sur des questions professionnelles et sectorielles en communication étroite avec les syndicats et associations de journalistes. Fait depuis longtemps pression pour la sécurité des journalistes.

<http://www.ifj.org/>

Lien direct vers les pages dédiées aux droits de l'homme du site de la FIJ

<http://www.ifj.org/default.asp?Issue=HUMA&Language=FR>

Adresse de contact pour les questions de droits de l'homme et de sécurité
safety@ifj.org

Article 19

Nommé d'après l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Actif dans le monde entier dans la lutte contre la censure et la promotion de la liberté d'expression et de l'accès à l'information

<http://www.article19.org/>

Committee to Protect Journalists

Fondé en 1981 pour suivre les abus perpétrés contre la presse et promouvoir la liberté de la presse dans le monde.

<http://www.cpj.org/>

EPN World Reporter

Magazine en ligne destinés aux journalistes, éditeurs et photographes.

Collecte des informations sur la liberté de la presse et la sécurité.

<http://www.epnworld-reporter.com>

IFEX - Échange international de la liberté d'expression

Réseau mondial de groupes de défense de la liberté d'expression. Stigmatise les violations de la liberté de la presse et des droits des journalistes.

<http://www.ifex.org/>

Institute for War and Peace Reporting

Organise des formations pour les journalistes locaux

des zones de conflit, facilite le dialogue et fournit des informations fiables.

http://www.iwpr.net/home_index_new.html

International Media Support

Promeut la liberté de la presse, le journalisme et l'amélioration des conditions de travail des journalistes locaux dans les zones menacées par un conflit.

<http://www.i-m-s.dk>

Institut international de la presse (IIP)

Réseau mondial d'éditeurs, dirigeants des médias et journalistes de renom, dédié à la liberté de la presse et à l'amélioration des standards et pratiques du journalisme.

<http://www.freemedia.at>

Reporters sans Frontières

Fait pression pour la liberté des médias et pour la protection des journalistes menacés ou emprisonnés.

<http://www.rsf.fr/>

Sites d'information

Crimes of War Project

Informations et discussions sur les crimes de guerre et sur le rôle des journalistes dans les conflits.

<http://www.crimesofwar.org/>

Comité international de la Croix-Rouge

Informations sur les conventions de Genève et sur des sujets connexes.

+41 22 734 60001

<http://www.icrc.org/>

Courriel: press.gva@icrc.org

Cour pénale internationale

Informations sur la Cour et liens vers la Cour internationale de justice et les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda.

<http://www.un.org/law/icc/>

Bibliothèque Perry-Castañeda

Repérez-vous avant de partir. Cherchez et imprimez les cartes de la collection de l'Université du Texas, dont de

nombreuses dressées par la CIA.
<http://www.lib.utexas.edu/maps/index.html>

Stanfords

Ces cartes ne peuvent être visualisées, mais peuvent être achetées en ligne.
<http://www.stanfords.co.uk>

Global Security

Dernières nouvelles et renseignements sur les points chauds. Vise à donner une évaluation réaliste de la situation et des risques.
<http://www.globalsecurity.org/>

Convertisseur de devises

Que vaut une devise par rapport à une autre?
<http://www.xe.com/ucc/>

Autres convertisseurs

Distance, température, vitesse, poids, etc.
<http://www.onlineconversion.com/>

Calendrier mondial

Renseignez-vous sur les fêtes civiles et religieuses avant votre départ.
<http://www.world-calendar.com/>

The Media Safety Net

Offre aux journalistes des informations sur la sécurité provenant du bulletin édité par l'organisateur de formations Centurion Risk. Vous pouvez lire le bulletin même si vous n'avez pas suivi la formation.
<http://www.centurion-riskservices.com/mediasafetynet/>

Kurt Schork

Site dédié à la mémoire de Kurt Schork (tué au Sierra Leone en 2000). Souvenirs de Kurt et liens intéressants vers des articles sur le journalisme de guerre.

Rory Peck Trust

Mène campagne pour la sécurité des journalistes indépendants. A créé un fonds, soutenu par plusieurs grands groupes de presse britanniques, servant à financer jusqu'à 75% des cours de formation à l'approche des situations dangereuses destinés aux journalistes indépendants du monde entier. Les moyens limités sont distribués sur la base du « premier arrivé, premier servi » aux journalistes indépendants de bonne foi.
Tél.: +44 20 7262 5272

rprpa@dial.pipex.com
<http://www.oneworld.org/rorypeck/>

Informations médicales

Voyages internationaux et santé

Informations émanant de l'Organisation mondiale de la santé.
<http://www.who.int/ith/fr/index.html>

International SOS

Offre secours et conseils. Vous rapatrie depuis l'aéroport sûr le plus proche.
<http://www.internationalsos.com/contact/>

MEDEX

Aide médicale internationale
<http://www.medexassist.com/index.html>

VitalLink

Aide les journalistes qui tombent malade via une communication téléphonique par satellite. Vous devez emporter un kit de support.
<http://tvz.tv/vitalink/vitalink.shtml>

The High Altitude Medicine Guide

Si vous devez couvrir un conflit dans un pays montagneux, consultez ce site avant de partir.
<http://www.high-altitude-medicine.com/>

Stress post-traumatique

Dart Center for Journalism & Trauma (USA)

Pionnier dans le domaine du trouble de stress post-traumatique chez les journalistes.
<http://www.dartcenter.org/>

Newscoverage Unlimited

Forum de discussion, ramification du Dart Center.
<http://www.newscoverage.org/>

Dart Centre Europe for Journalism & Trauma Europe

Branche européenne du Dart Center. Développe aujourd'hui son propre travail et ses propres sources d'informations.
<http://www.darteurpe.org/>

Organismes de formation à la sécurité

AKE Ltd, Hereford, Royaume-Uni

Tél.: +44 1432 267 111

<http://www.akegroup.com>

Bruhn Newtech Ltd, Salisbury, Royaume-Uni

Conscientisation aux risques chimiques et biologiques

Tél.: +44 1980 611 776

<http://www.bruhn-newtech.co.uk/>

Également au Danemark

tél.: +45 3955 8000

<http://www.newtech.dk>

et aux États-Unis (Columbia, Maryland)

tél.: +1 410 884 1700

<http://www.bruhn-newtech.com>

Centurion Risk Assessment Services, Hampshire, Royaume-Uni

Tél.: +44 1264 355 255

<http://www.centurion-riskservices.co.uk/>

Chiron Resources, Plymouth, Royaume-Uni

Collecte d'informations, sécurité et aide logistique et formation.

<http://www.chiron-resources.com/>

Global Risk Awareness & Safety Programs

Sydney, Australie

Tél.: +61 2 92526575

<http://www.globalriskawareness.com/>

Objective Team Ltd, Daventry, Royaume-Uni

.+44 1788 899029

<http://www.objectiveteam.com/>

Pilgrims Specialist Training Ltd, Royaume-Uni

Tél.: +44 1932 339 187

<http://www.pilgrimgroup.com/>

Équipements de sécurité

Body Armour (Afrique du Sud)

<http://www.bodyarmour.co.za/>

BSST (Allemagne)

<http://www.bsstgmbh.de/BSSTV20/html/default.htm>

Craig International Ballistics (Australie)

<http://www.ballistics.com.au/>

Seyntex (Belgique)

<http://www.seyntex.com/>

Sikkerhedsraadgiverne (Danemark)

<http://www.seyntex.com/>

Black Armor (États-Unis)

<http://www.blackarmor.com/>

TG Faust (États-Unis)

<http://www.tgfaust.com/>

Lifetek Armor (États-Unis)

<http://www.lifetekarmorinc.com/>

SEMA (France)

<http://www.sema-france.com/>

WWDC Group (Israël)

<http://wwdcgroup.com/>

Hagor Industries (Israël)

<http://www.hagor.co.il/hagor/english1.html>

BodySafe (Pays-Bas)

<http://www.bodysafe.com/old/nederlands/>

Protective Equipment NP-Aerospace (Royaume-Uni)

Casques spéciaux pour caméramans

<http://www.np-aerospace.co.uk/>

Lorica Armour Vest (Royaume-Uni)

<http://www.armorvest.co.uk/>

VestGuard (Royaume-Uni)

<http://www.vestguard.com/>

Swedish Body Armour (Suède)

<http://www.body-armour.se/>

Protections chimiques/ biologiques

Duram Products (Australie)

<http://www.duramproducts.com.au/>

Seyntex (Belgique)

<http://www.seyntex.com/>

Aramsco (États-Unis)

<http://www.aramsco.com/>

Paul Boyé (France)

<http://www.paulboye.fr/index.html>

Bruhn Newtech

(Voir à la section formation pour les sites danois, britannique et américain)

Assurances

Aviabel, Belgique

<http://www.aviabel.be/>

Crisis Insurance, Royaume-Uni

<http://www.crisis-insurance.com/index2.htm>

Annexe 2

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

La FIJ essaie de collecter et d'enregistrer le nom de tous les journalistes et travailleurs des médias tués et les circonstances de leur décès. Elle a établi une liste de 1 192 morts pour la période 1990-2002. Aucune liste ne peut être exhaustive, et celle-ci est accompagnée de toute une série de remarques. La collecte des données est difficile en raison du manque d'informations disponibles et des différentes définitions, du genre: qui est journaliste? ou le journaliste est-il mort en faisant son travail?

En outre, on peut faire remarquer que ne tenir compte que de ceux qui meurent en faisant leur travail ne donne pas une image correcte des risques. Et les personnes blessées, ou dont la confiance ou la santé psychologique sont dévastées, ce qui les rend incapables de travailler? Autant de bonnes questions auxquelles les tableaux et chiffres ne peuvent apporter de réponse. Les tableaux donnent toutefois un aperçu global qui renforce les messages du présent guide. Ils montrent des schémas de risques permettant de tirer d'importants enseignements qui peuvent sauver des vies. Une manière de veiller à ce que ces journalistes ne soient pas morts pour rien consiste à étudier les circonstances de leur décès et à ainsi réduire les pertes de talent et d'engagement.

La liste de la FIJ diffère de celle d'autres organisations sur un aspect essentiel, à savoir qu'elle englobe tous les travailleurs des médias. C'est la bonne approche. Il serait surprenant que, lorsqu'une voiture dans laquelle ont pris place un chauffeur, un traducteur, un reporter, un caméraman et un technicien saute sur une mine, seuls quelques-uns des occupants aillent grossir la liste des victimes travaillant pour la presse. La liste de la FIJ reprend les journalistes dès lors qu'il semble probable qu'ils aient été visés en raison de leur travail. Elle englobe donc les journalistes morts à la suite d'un accident lié à leur travail et ce, même si cette information est limitée, parce que les journalistes décédés dans un accident de la route alors qu'ils se rendent à un travail de routine ne seront sans doute pas repris.

Il y a des leçons instructives à tirer des statistiques des décès accidentels. Ainsi, le nombre de journalistes tués dans un accident d'hélicoptère est élevé. Les chiffres, déséquilibrés bien que découlant de deux incidents à grande échelle, montrent également que photographier des volcans semble être une activité particulièrement dangereuse. Un des événements les plus meurtriers de ces dernières années fut la disparition de 16 journalistes japonais à côté de 40 scientifiques et spectateurs le 2 juin 1991. Ils filmaient l'éruption du mont

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Unzen (Japon), quand une coulée de lave en fusion les emporta avant qu'ils n'aient le temps de fuir. La même année, le Pinatubo (Philippines) tua environ 750 personnes, dont quelques journalistes stationnés à une distance supposée sûre. Le manque d'informations, l'incertitude quant aux événements futurs et la concurrence, qui incite les journalistes à vouloir vivre les choses de plus près, sont autant de facteurs qui poussent à se rapprocher - littéralement et métaphoriquement - du point de non-retour.

Les tableaux proposent une ventilation des décès selon l'endroit où ils se sont produits dans le monde et le type de journaliste ou travailleur des médias tué. Ici aussi, les définitions posent un problème. Le propriétaire d'une station de radio qui passe occasionnellement à l'antenne, est-il un dirigeant ou un journaliste? Les rédacteurs en chef des petits journaux sont des journalistes actifs. Dans les grands journaux, ils sont parfois cadres. Certaines personnes sont considérées comme des travailleurs indépendants; d'autres accomplissant le même boulot seront décrites comme des photographes. Une fois de plus, il faut être prudent avec les chiffres. Cependant, ils fournissent de bonnes indications sur la structure des décès.

Nous donnons ci-après une liste reprenant 274 des 1 192 cas, ceux des journalistes morts dans ce que l'on peut appeler des « zones de guerre ». Elle met en exergue certains des messages du présent guide: combien de travailleurs des médias meurent dans leur propre pays, combien d'indépendants sont tués, combien de personnes sont la cible de tirs, de bombardements, d'obus ou d'embuscades, etc. Plus de 70% des individus tués travaillaient dans leur pays « d'origine ». Sur les 274 morts énumérés, au moins 16 étaient des femmes (le sexe n'était pas toujours mentionné).

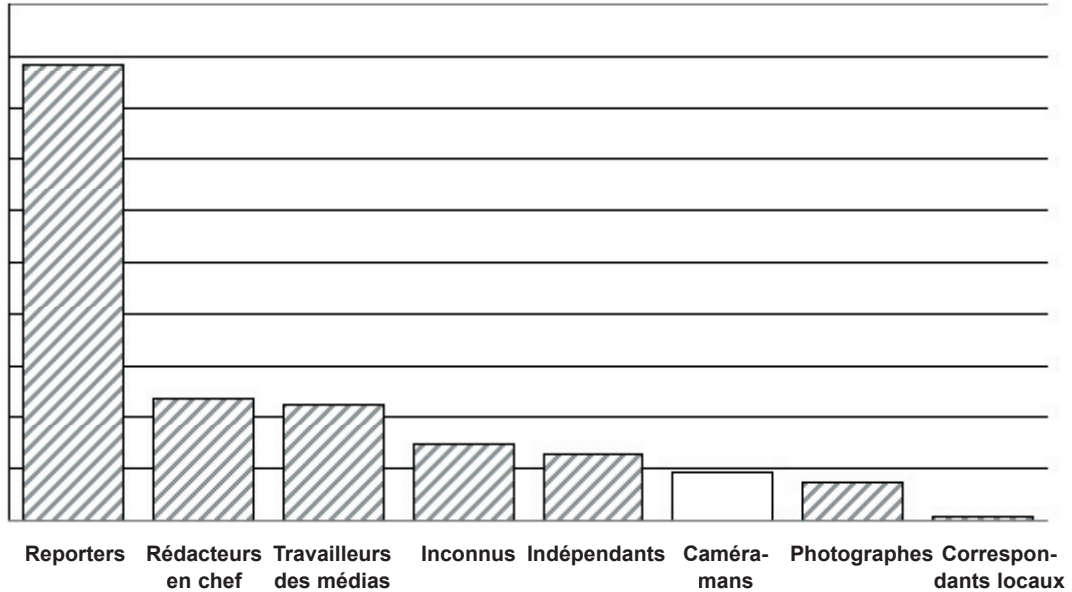
La liste ne reprend pas les personnes tuées ou visées à l'extérieur des zones de conflit. Encore une définition discutable... Les journalistes brutalement assassinés en Algérie, au Sri Lanka, en Colombie ou en Ukraine pourraient tous figurer dans la liste. Le critère utilisé fut l'existence d'une zone guerre identifiable.

Pour diverses raisons, nous n'avons inclus qu'un seul nom pour chaque journaliste de cette liste. Notre intention n'était nullement de leur manquer de respect. Des erreurs figureront inévitablement et, comme tout journaliste le sait, l'endroit le moins adapté pour commettre une erreur, c'est la rubrique nécrologique. La nationalité du journaliste est une des informations délicates, et dans de nombreux cas les dossiers ne l'indiquent pas. Quand nous n'étions pas certains de la nationalité, nous l'avons indiquée en italique et entre parenthèses. Si vous souhaitez apporter des corrections à la présente liste, la FIJ sera heureuse de les recevoir. Envoyez pour ce faire un message à l'adresse safety@ifj.org.

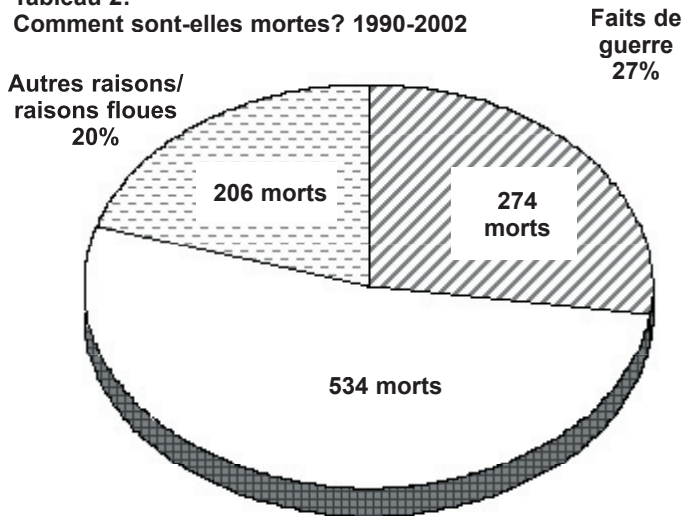
Peter McIntyre

**Tableau 1:
Qui étaient les victimes? 1990-2002**

En raison du manque d'informations dans certains cas, les 1 192 journalistes tués entre 1990 et 2002 ne sont pas tous repris dans ces tableaux. Le tableau 1 englobe 75% de tous les décès et le tableau 2, plus de 85%.



**Tableau 2:
Comment sont-elles mortes? 1990-2002**



CAUSES DU DÉCÈS

Les « autres raisons » englobent les circonstances dans lesquelles on ne sait pas pourquoi un journaliste ou travailleur des médias a été visé (comme dans certains cas au Rwanda en 1994) et les décès découlant d'un accident lié au travail. Le tableau montre que la moitié des décès sont dus à des violences ou à un conflit internes à un pays qui n'est pas en proie à une « guerre » ouverte.

Les journalistes assassinés ou tués à cause de leur travail sont presque deux fois plus nombreux que ceux tués dans des zones de bataille.

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Les tableaux suivants indiquent les risques historiques plutôt qu'actuels. Les chiffres pour l'Afrique sont dominés par l'Algérie et le Rwanda; ceux pour l'Amérique par la Colombie; et ceux pour l'Europe par les républiques de l'ex-Union soviétique ou de l'ex-Yugoslavie.

Tableau 3:
Où des journalistes et travailleurs des médias sont-ils morts?
1990-2002

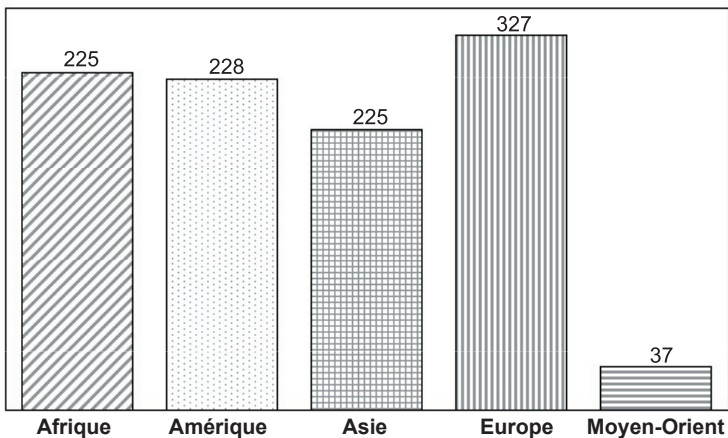


Tableau 4: Décès en Afrique 1990-2002

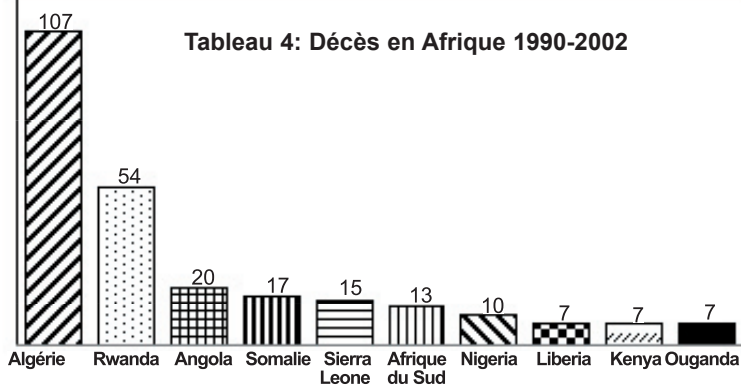


Tableau 5: Décès en Amérique 1990-2002

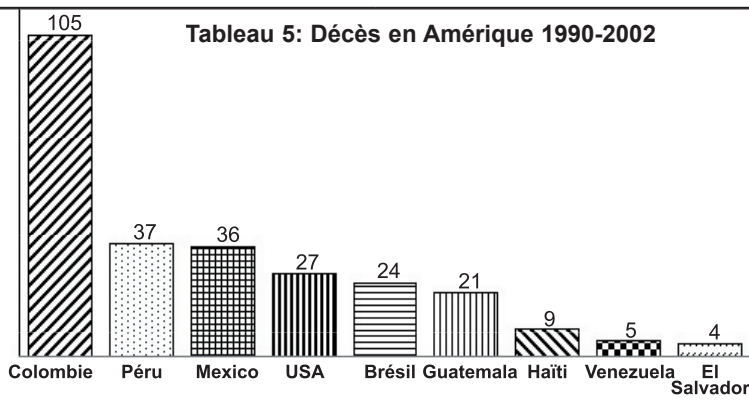


Tableau 6: Décès en Asie 1990-2002

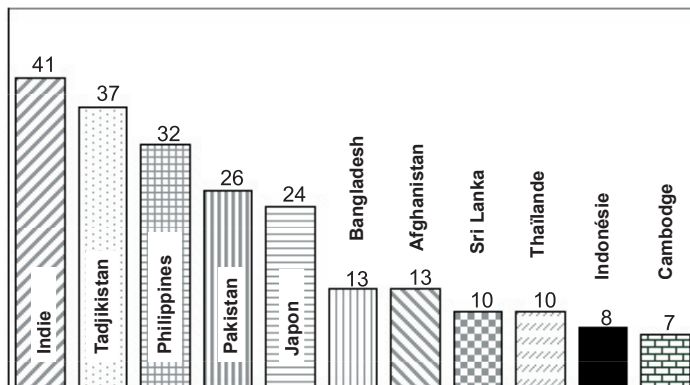
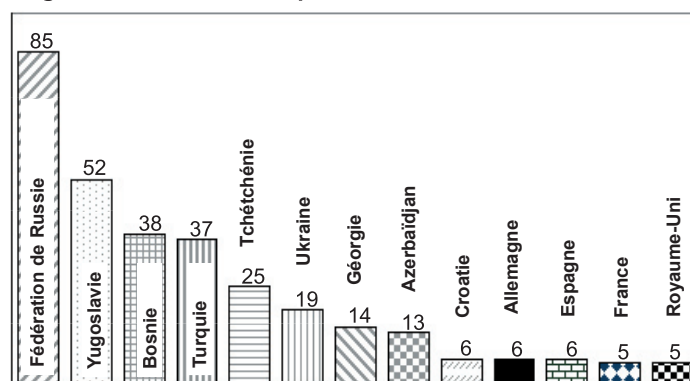


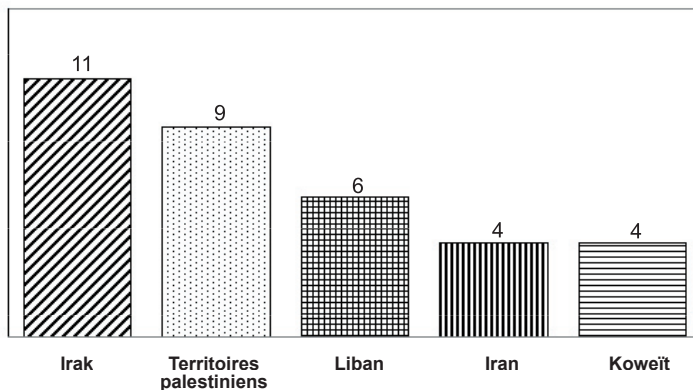
Figure 7: Décès en Europe 1990-2002



La Yougoslavie englobe la Serbie et le Monténégro

La Fédération de Russie englobe les décès survenus dans l'ancienne Union soviétique

Tableau 8: Décès au Moyen-Orient 1990-2002



Journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre 1990-2002

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
1990 7 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre (total pour 1990-2002: 274)			
1 Dheini	Liban	Libanais	Reporter pour Al Masa, tué par un tireur embusqué lors de combats à Beyrouth.
2 Imodibie	Liberia	Nigérian	Rédacteur en chef du Guardian, visé pendant la guerre civile.
3 Awotunsin	Liberia	Nigérian	Reporter pour Champion, visé, sans doute tué en même temps qu'Imodibie.
4 James	Liberia	Libérien	Reporter pour un quotidien, visé pendant la guerre civile.
5 Woloh	Liberia	Libérien	Reporter au Standard, visé pendant la guerre civile.
6 Goll	Liberia	Libérien	Reporter au Standard, visé pendant la guerre civile.
7 Raynes	Liberia	Libérien	Cadre de la radio libérienne, tué pendant la guerre civile.

1991 39 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

8 Mustafayev	Azerbaïdjan	Azéri	Travaillait pour la télévision nationale, une des 23 personnes tuées dans un accident d'hélicoptère. L'Azerbaïdjan a déclaré que l'appareil avait été abattu. L'Arménie a nié.
9 Mirzayev	Azerbaïdjan	Azéri	(Voir ci-dessus).
10 Huseynzade	Azerbaïdjan	Azéri	(Voir ci-dessus).
11 Shakhbasov	Azerbaïdjan	Azéri	(Voir ci-dessus).
12 Askerova (f)	Azerbaïdjan	Azérie	Reporter pour Azerbaijan Gencleri, tuée par la guérilla arménienne au Haut-Karabakh.
13 Dementiev	Azerbaïdjan	Azéri	Travaillait pour le journal Milistivye Gosudari, touché par un tir de mortier.
14 Lazarevich	Azerbaïdjan	Azéri	Reporter à Radio Mayak, tué par un partisan arménien au Haut-Karabakh.
15 Simeon	Haïti	Haïtien	Reporter à Radio Caraïbes, tué par des soldats pendant un coup d'État.
16 Gross	Irak	Allemand	Photographe de JB Photos (Allemagne) travaillant pour Newsweek, tué par des Irakiens pendant une offensive contre les Kurdes.
17 Della Casa	Irak	Britannique	Caméraman d'agence travaillant pour la BBC, présumé tué en Irak.
18 Della Casa (f)	Irak	Britannique	Membre d'une équipe d'agence travaillant pour la BBC, présumée tuée en Irak.
19 Maxwell	Irak	Britannique	Preneur de son de la BBC, vu pour la dernière fois avec les Della Casa dans le nord de l'Irak, présumé tué.
20 Shahine	Israël	Israélien (arabe)	Reporter radio tué à Jérusalem-Est.

(f) la personne tuée était une femme

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
21 Botnik	Lettonie	Letton	Caméraman, tué alors qu'il filmait l'intervention des troupes soviétiques.
22 Slapins	Lettonie	Letton	Membre d'une équipe de tournage (voir ci-dessus).
23 Zvaigzne	Lettonie	Letton	Caméraman et réalisateur (voir ci-dessus).
24 Werner	Yougoslavie*	Autrichien	Reporter indépendant. Voiture touchée par une roquette.
25 Vogel	Yougoslavie	Autrichien	Tué en même temps que Werner (voir ci-dessus).
26 Scotland	Yougoslavie	Allemand	Reporter pour le Süddeutsche Zeitung, tué au volant d'une voiture de presse.
27 Penic	Yougoslavie	Croate	Réalisateur pour la radio Glas Slavonije, enlevé par la milice serbe et tué sur un terrain de football. Son corps fut laissé sur place pendant trois jours, puis brûlé par la milice.
28 Lederer	Yougoslavie	Croate	Caméraman pour la télévision croate Hrvatska, tué par un tir de mortier serbe. L'armée refusa de le laisser retourner à Zagreb pour se faire soigner.
29 Kaic	Yougoslavie	Croate	Travaillait pour la télévision croate Hrvatska.
30 Podboj	Yougoslavie	(Croate)	Technicien de la télévision croate Hrvatska, tué pendant l'attaque serbe sur Beli Manastir.
31 Stojanac	Yougoslavie	Croate	Technicien de la télévision croate Hrvatska, tué alors qu'il filmait.
32 Blanchet	Yougoslavie	Français	Reporter au Nouvel Observateur dont la voiture sauta sur une mine.
33 Ruedin	Yougoslavie	Suisse	Reporter radio suisse tué en même temps que Blanchet.
34 Brysky	Yougoslavie	Canadien	Photographe indépendant travaillant pour AP, tué lors d'une attaque au mortier.
35 Zegarac	Yougoslavie		Reporter pour Vecernje Novosti, tué dans des tirs croisés.
36 Amidzic	Yougoslavie	(Serbe)	Équipe de télévision dont la voiture fut touchée par un tir de mortier.
37 Petrovic	Yougoslavie	(Serbe)	Membre de l'équipe de télévision (voir ci-dessus).
38 Milicevic	Yougoslavie	(Serbe)	Membre de l'équipe de télévision (voir ci-dessus).
39 Ilic	Yougoslavie	(Serbe)	Membre de l'équipe de télévision (voir ci-dessus).
40 Cehajic	Yougoslavie		Reporter pour Vecernje Novosti, tué par l'explosion d'un obus.
41 Marjanovic	Yougoslavie		Journaliste indépendant pris dans des tirs croisés.
42 Urban	Yougoslavie		Photographe indépendant pour Dubrovnik Vjesnik, tué dans un bombardement.
43 Kristicevic	Yougoslavie	Croate	Caméraman de la télévision dont la voiture fut touchée par un tir de mortier.
44 Nogin	Yougoslavie	Russe	Reporter pour la radiotélévision soviétique disparu le 3 septembre. Mort confirmée par après.
45 Kurennoy	Yougoslavie	Russe	Disparu en même temps que Nogin. Mort confirmée par après.
46 Glavasevic	Yougoslavie	Croate	Reporter à Radio Vukovar, enlevé de l'hôpital de Vukovar, torturé et exécuté par les forces serbes. Corps exhumé d'une fosse commune en 1996.

* En 1991, la Yougoslavie n'était pas encore officiellement divisée. Certains de ces décès se produisirent en Croatie ou en Bosnie.127

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
1992 26 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre			
47 Mustafayev	Azerbaïdjan	Azéri	Caméraman pour la télévision azéri, tué au Haut-Karabakh.
48 Kerimov	Azerbaïdjan		Journaliste indépendant tué au Haut-Karabakh.
49 Lazarevic	Bosnie-Herzégovine	Bosniaque	Reporter pour la radiotélévision bosniaque, tué par des éclats d'un obus serbe.
50 Marinovic	Bosnie-Herzégovine	Croate	Reporter radio croate enlevé par l'armée yougoslave ou des miliciens serbes.
51 Tepsic	Bosnie-Herzégovine		Reporter de l'agence de presse SRNA, pris dans des tirs croisés.
52 Tesanovic	Bosnie-Herzégovine	Bosniaque	Reporter pour la radiotélévision bosniaque, tué alors qu'il couvrait les combats à Sarajevo.
53 Tunukovic	Bosnie-Herzégovine	Croate	Caméraman de la BBC, tué par un tir de mortier.
54 Pfuhl	Bosnie-Herzégovine	Allemand	Journaliste pour FADMST, tué par un éclat d'obus à Mostar.
55 Puyol	Bosnie-Herzégovine	Espagnol	Photographe pour l'agence AFNE (Madrid), tué par une grenade.
56 Standeker	Bosnie-Herzégovine	Slovène	Reporter pour le magazine Mladina, blessé par balle, mort sur le chemin de l'hôpital.
57 Kaplan	Bosnie-Herzégovine	Américain	Reporter pour ABC, tué par un sniper.
58 Hondo	Bosnie-Herzégovine	Bosniaque	Tué par un obus alors qu'il photographiait Sarajevo pour Oslobodjenje.
59 Smajlovic	Bosnie-Herzégovine	Bosniaque	Reporter pour Oslobodjenje, peut-être visé.
60 Jenks	Croatie	Britannique	Correspondant local pour l'agence European Photo, tué par balle.
61 Hummelvoll	Soudan	Norvégien	Photographe indépendant pris dans des tirs croisés.
62 Sheraliev	Tadjikistan	Tadjik	Rédacteur en chef de Sadoi Mardum, tué par balle.
63 Shirind(j)zhon	Tadjikistan	Tadjik	Reporter pour la radio tadjike, tué par balle alors qu'il couvrait la guerre civile.
64 Zarobekov	Tadjikistan	Tadjik	Cadre de la radio tadjike, tué en même temps que Shirind(j)zhon (voir ci-dessus).
65 Suyari	Tadjikistan	Tadjik	Reporter pour le magazine gouvernemental Tojikson.
66 Olim	Tadjikistan	Tadjik	Reporter pour la radio tadjike.
67 Murodullo	Tadjikistan	Tadjik	Rédacteur en chef de Sadoi Mardum.128
68 Muborakshoev	Tadjikistan	Tadjik	Reporter pour la télévision nationale, tué par le Front populaire.
69 Tura	Tadjikistan	Tadjik	Travaillait pour le journal Bairaki Dusti, tué pendant le travail.
70 Zarobek	Tadjikistan	Tadjik	Éditeur de Sadoi Mardum.
71 Fernandez	Venezuela	Vénézuélien	Reporter pour El Universal, tué alors qu'il couvrait un coup d'État manqué.

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
72 Vergara	Venezuela	Vénézuélien	Assistant pour Coraven Press, tué par un avion qui tentait de bombarder le palais présidentiel.

1993 44 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

73 Inacio	Angola	Angolais	Reporter pour la télévision nationale, pris dans des tirs croisés.
74 Vujovic	Bosnie- Herzégovine	Serbe	Reporter pour Radio Ildza, touché par un tir de mortier.
75 Begic	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Travaillait pour la radiotélévision bosniaque. Tué par un tireur embusqué à Sarajevo.
76 Filipovic	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Photographe pour Srpsko Slovo, tué par un tir de mortier.
77 Ruzicic	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Reporter à Radio Sarajevo, tué par une bombe.
78 Sipovac	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Caméraman de la radiotélévision bosniaque.
79 Sojanovic (f)	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Reporter pour Oslobodjenje, tuée par un sniper.
80 Puletti	Bosnie- Herzégovine	Italien	Journaliste indépendant pour Mondo Economico et Brescia Oggi, tué par balle dans une embuscade.
81 Lonneux	Bosnie- Herzégovine	Belge	Caméraman pour la télévision mexicaine, tué par balle.
82 Ramic	Bosnie- Herzégovine	(Serbe)	Travaillait pour la radiotélévision bosniaque.
83 Elez	Bosnie- Herzégovine	(Serbe)	Reporter pour Radio Foca, tué sur la ligne de front.
84 Tasar	Bosnie- Herzégovine	Turc	Reporter pour Mili Gazette, tué par balle.
85 Goskel	Bosnie- Herzégovine	Britannique	Reporter indépendant, tué par balle.
86 Novalic	Bosnie- Herzégovine		Travaillait pour Press So.
87 Bodnaruk	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Travaillait pour le journal Oslobodjenje.
88 Arifhodzic	Bosnie- Herzégovine		Travaillait pour le journal Privredne Novine.
89 Karapetian	Géorgie	Arménien	Journaliste de presse écrite.
90 Ezugbaya	Géorgie		Journaliste de télévision.
91 Popiashvili	Géorgie		Journaliste de presse écrite.
92 Gordelazde	Géorgie		Journaliste de télévision.
93 Adanaya	Géorgie	Géorgien	Reporter pour The Press. Neuvième journaliste tué en Géorgie en un an.

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
94 (Inconnu)	Géorgie	Espagnol	Une des 22 victimes de l'attaque d'un avion par une roquette.
95 Tuttle (f)	Géorgie	Américaine	Reporter du Wall Street Journal, tuée dans le même avion.
96 Soloviev	Géorgie	Russe	Photographe indépendant récompensé, tué en prenant des photos pour AP.
97 Haidar	Liban	Libanais	Caméraman pour la télévision Al-Manar, touché par un obus alors qu'il couvrait l'invasion israélienne du Sud-Liban.
98 Belozеров	Russie	Russe	Ingénieur vidéo pour la télévision Ostankin, pris dans des tirs croisés devant les bureaux moscovites d'Ostankin pendant la tentative de coup d'État d'octobre.
99 Peck	Russie	Britannique	Indépendant, tué en filmant les combats devant les bureaux d'Ostankin.
100 Krasilnikov	Russie	(Russe)	Caméraman de la télévision, tué alors qu'il couvrait les combats devant les bureaux de la télévision.
101 Drobyshev	Russie	(Russe)	Reporter pour Priroda i Chelovek, tué pendant des combats à Moscou.
102 Sidelnikov	Russie	Russe	Caméraman pour Lennauchfilm Studio, tué pendant des combats à Moscou.
103 Smirnov	Russie	(Russe)	Reporter pour Molodeshny Kuriyer, tué pendant des combats à Moscou.
104 Skopan	Russie	Français	Caméraman de TF1, tué pendant des combats à Moscou. ¹
105 Evariste	Rwanda	Rwandais	Photographe. Corps retrouvé dans une caserne militaire.
106 Jumel	Somalie	Français	Preneur de son, tué par balle par un sniper.
107 Macharia	Somalie	Kényan	Preneur de son de Reuters, roué de coups, lapidé et lynché par la foule.
108 Mursal	Somalie	Somalien	Correspondant local pour AP, tué par balle alors qu'il tentait de défendre un collègue.
109 Eldon	Somalie	Américain	Photographe de Reuters, roué de coups, lapidé et lynché par la foule.
110 Krauss	Somalie	Allemand	Photographe d'AP, roué de coups, lapidé et lynché par la foule.
111 Maina	Somalie	Kényan	Photographe indépendant pour Reuters, roué de coups, lapidé et lynché par la foule.
112-116	Somalie	5 Somaliens	Somaliens travaillant en tant que journalistes pour CNN, tués lors d'une attaque contre leur voiture.

1994 60 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

117 Gilela	Angola	Angolais	Ingénieur du son de la radio nationale, pris dans des tirs croisés.
118 Hasek	Bosnie-Herzégovine	Canadien	Reporter au Washington Inquirer, mort à l'hôpital après que son véhicule eut sauté.

NB: La FIJ ne possède pas les noms des cinq membres de la télévision somalienne tués quand leur voiture fut touchée lors d'après combats.

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
119 Ota	Bosnie-Herzégovine	Italien	Caméraman de la RAI, tué par un tir de mortier.
120 D'Angelo	Bosnie-Herzégovine	Italien	Technicien de la RAI, tué par un tir de mortier.
121 Luchetta	Bosnie-Herzégovine	Italien	Reporter de la RAI, tué par un tir de mortier.
122 Brinton	Bosnie-Herzégovine	Américain	Photographe indépendant pour Magnolia News, tué lorsque sa voiture sauta sur une mine.
123 Tomasic	Bosnie-Herzégovine	Américain	Traducteur tué quand sa voiture sauta sur une mine (voir ci-dessus).
124 Bandyatuyaga	Burundi	Burundais	Reporter de télévision, arrêté par l'armée et assassiné en public dans un stade.
125 Elbaum (f)	Tchéquie	Américaine	Photographe indépendante, tuée lors de l'explosion d'une bombe.
126 Seruvumba	Rwanda	(Rwandais)	Reporter pour le journal Imbaga, tué pendant la guerre civile.
127 Mukamusoni	Rwanda	(Rwandais)	Directeur du journal d'opposition Le Soleil, tué pendant la guerre civile.
128 Kameya	Rwanda	(Rwandais)	Rédacteur en chef de Rwanda Rushya, tué pendant la guerre civile.
129 Ruhatana	Rwanda	(Rwandais)	Rédacteur en chef de Kanyarwanda, tué pendant la guerre civile.
130 Rukondo	Rwanda	(Rwandais)	Président de l'Association des propriétaires de journaux, dépouillé et assassiné.
131 Mukamana (f)	Rwanda	(Rwandaise)	Directrice de la société de production vidéo Reba Videwo, tuée pendant la guerre civile.
132 Ntawucikayenda	Rwanda	(Rwandais)	Caméraman de télévision, tué par une bombe dans les locaux de la télévision nationale.
133 Rwabukwizi	Rwanda	(Rwandais)	Ancien directeur du journal Kanguka, tué par balle pendant la guerre civile.
134 Karinganire	Rwanda	(Rwandais)	Reporter pour Le Flambeau, tué à la machette chez lui.
135 Rutsindura	Rwanda	(Rwandais)	Rédacteur en chef d'Amakuruki i Butare, tué à la machette en même temps que sa femme, ses enfants et ses parents.
136 Bazimaziki	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Le Flambeau, tué pendant la guerre civile.
137 Bideri-	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Le Messenger-Intumwa, tué pendant
Munyangabe			la guerre civile.
138 Burasa	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Le Partisan, tué pendant la guerre civile.
139 Gatera	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Kanyarwanda, tué pendant la guerre civile.
140 Habineza-Sibo	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Le Partisan, tué pendant la guerre civile.
141 Habinshuti	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Umurwandashyaka, tué pendant la guerre civile.
142 Hategekimana	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Le Tribun du peuple, tué pendant la guerre civile.
143 Kalinda	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Radio Rwanda, tué pendant la guerre civile.
144 Kamanayo	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Kibernika, tué pendant la guerre civile.130
145 Karambizi	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Imbaga, tué pendant la guerre civile.
146 Kayiranga	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Kanguka, tué pendant la guerre civile.
147 Mbunda	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour la télévision rwandaise, tué pendant la guerre civile.
148 Mudatsikira	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Rwanda Rushya, tué pendant la guerre civile.

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
149 Mukama	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour La Tribune du peuple, tué pendant la guerre civile.
150 Munyakazi	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal L'Observateur, tué pendant la guerre civile.
151 Mureramanzi	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal L'Émancipation, tué pendant la guerre civile.
152 Mutesa	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Kanyarwanda, tué pendant la guerre civile.
153 Nkundimana	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Kanyarwanda, tué pendant la guerre civile.
154 Nkubiri	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Kinyamateka, tué pendant la guerre civile.
155 Nsabimana	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Orinfor, tué pendant la guerre civile.
156 Nshimiryo	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour la télévision rwandaise, tué pendant la guerre civile.
157 Nyimbuzi	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour L'Observateur, tué pendant la guerre civile.
158 Rubwiriza	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Orinfor, tué pendant la guerre civile.
159 Rudahangarwa	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal La Relève, tué pendant la guerre civile.
160 Rugaju	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour La Tribune du peuple, tué pendant la guerre civile.
161 Shabakaka	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Kibernika, tué pendant la guerre civile.
162 Twagiramungu	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Iwacu, tué pendant la guerre civile.
163 Funga	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Dialogue, tué par des miliciens.
164 Gakwaya	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour La Tribune du peuple, tué par des miliciens.
165 Kamurase	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Rwanda Rushya, tué chez lui par des miliciens.
166 Kanamugire	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal La Griffes, tué par des miliciens.
167 Kanyabugoyi	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Kanyarwanda, tué pendant la guerre civile par des miliciens Interhahamwe.
168 Mbuguje	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Imbaga, tué par des miliciens.
169 Munana	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Le Flambeau, tué pendant la guerre civile par des miliciens Interhahamwe.
170 Munyarigoga	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour Orinfor, tué chez lui par des miliciens Interhahamwe.
171 Ntaganzwa	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Rafiki, tué pendant la guerre civile.
172 Semusambi	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Unuranga, tué par le FPR.
173 Sibomana	Rwanda	(Rwandais)	Travaillait pour le journal Isibo. Circonstances de sa mort inconnues.
174 Alpi (f)	Somalie	Italienne	Journaliste pour la RAI couvrant le départ des militaires italiens, assassinée par des miliciens.
175 Krovatin	Somalie	Slovène	Reporter pour la RAI, délibérément tué par balle par des miliciens en même temps qu'Alpi (voir ci-dessus).
176 Anceaux	Somalie	Suisse	Reporter pour Caritas News, tué par balle par des soldats somaliens.

1995 20 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

177 Bunyadov	Azerbaïdjan	Azéri	Caméraman pour Reuters/Turan News, tué par une balle dans la gorge alors qu'il filmait.
178 Kolevski	Bosnie-	Bosniaque	Caméraman de la télévision serbo-bosniaque, tué dans des tirs

* By 1999 Yugoslavia (Serbia and Montenegro) had become the Federal Republic of Yugoslavia.

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
	Herzégovine		croisés.
179 Schofield	Croatie	Britannique	Reporter radio de la BBC, tué par balle par un soldat croate qui l'avait pris pour un soldat serbe.
180 Zaimovic	Bosnie- Herzégovine	Bosniaque	Reporter pour le magazine de Sarajevo Dani, tué par une grenade.
181 Alyakina (f)	Tchéchénie	Russe/	Reporter pour le magazine Focus et RUFA. Autorisée à
	Allemande		passer le point de contrôle de Budyonnovsk, mais tuée par balle par un soldat russe.
182 Kagirov	Tchéchénie	Russe	Reporter pour le journal Rossiiskaya Gazeta & Vozrozhdeniye, tué par balle.
183 Piest	Tchéchénie	Allemand	Reporter du magazine Stern, tué par balle.
184 Molchanov	Tchéchénie	Russe	Caméraman de la NTV, tué dans un accident de voiture.
185 Shumack	Tchéchénie	Américain	Photographe pour le Bethlehem Star, disparu à Grozny le 24 juillet.
186 Titov	Tchéchénie	Russe	Photographe pour Nevskoye Vremya. Selon la presse russe, obligés de descendre du bus par des guerriers tchéchènes, Titov et son collègue (voir ci-dessous) furent tués par balle .
187 Shabalin	Tchéchénie	Russe	Reporter pour un quotidien de Saint-Pétersbourg, tué par balle en même temps que Titov (voir ci-dessus).
188 Zhitarenko	Tchéchénie	Russe	Colonel de l'armée et correspondant pour le journal Krasnaya Zvezda (quotidien des forces armées russes), tué par balle près de Grozny alors qu'il couvrait les combats.
189 Yanus	Tchéchénie	Russe	Caméraman de Channel 5, tué par balle par un sniper alors qu'il travaillait à Grozny.
190 Ivanov	Tchéchénie	Russe	Reporter pour Nevskoye Vremya parti à la recherche de ses collègues Felix Titov et Maxim Shabalin. Plus jamais revu.
191 Kerimov	Tchéchénie	Azéri	Caméraman indépendant pour AP, tué par balle.
192 Suleymanova	Tchéchénie	(Tchéchène)	Reporter pour le journal Ichkeriya.
193 Palmisano	Somalie	Italien	Caméraman de la RAI, tué par balle alors qu'il filmait le retrait des troupes de l'ONU.
194 Weerasinghe	Sri Lanka	(Sri Lankais)	Reporter pour le journal Silumina Sinhala. Une des trois personnes tuées lors de l'attaque d'un avion par un missile tiré par les Tamouls.
195 Saputhanthri	Sri Lanka	(Sri Lankan)	Journaliste de presse écrite, tué dans l'attaque d'un avion par un missile (voir ci-dessus).
196 Piyasoma	Sri Lanka	(Sri Lankais)	Journaliste de presse écrite, tué dans l'attaque d'un avion par un missile (voir ci-dessus).

1996 5 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

197 Chaikova (f)	Tchéchénie	Russe	Reporter pour le journal Obshchaya Gazeta, rouée de coups et tuée par balle, les yeux bandés.
198 Yagodin	Tchéchénie		Reporter pour Na Boevon Postu, pris dans une embuscade et tué par des soldats tchéchènes.

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
199 Pimenov	Tchéchénie	Tchéchéne	Caméraman pour la télévision Vaynakh, tué par balle par un sniper à Grozny.
200 Yefimova (f)	Tchéchénie	Tchéchéne	Reporter pour le journal Vozrozhdeniye, enlevée avec sa mère et tuée par balle.
201 Khadzhiyev	Tchéchénie	Tchéchéne	Reporter pour l'ORT, tué par balle par des soldats russes alors qu'il se déplaçait avec sa femme et son enfant de 4 ans.

1997 2 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

202 Bekir Dogan	Irak	Turc	Travaillait pour la télévision MED, disparu à Irbil en mai alors qu'il couvrait des combats.
203 Jalloh	Sierra Leone léonais	Sierra	Indépendant pour Punch, Storm & Vision, mort de ses blessures après la couverture de combats.

1998 3 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

204 Chanya	Géorgie	Géorgien	Reporter pour le journal Rezonats. Corps mutilé par des rebelles abkhazes.
205 Mashtakova (f)	(Tchéchénie)	Russe	Mourut en Russie des suites de blessures encourues en couvrant le conflit tchéchéne en 1997.
206 Smith	Sierra Leone	Sierra léonais	Reporter pour la BBC, tué dans une embuscade.

1999 40 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

207 Ependiyev	Tchéchénie	Tchéchéne	Rédacteur en chef de Groznensky Rabochy, mortellement touché par un tir de roquette.
208 Mezhidov	Tchéchénie		Caméraman de la télévision Tsentri, tué alors qu'il filmait une attaque aérienne contre un convoi de réfugiés.
209 Gegayev	Tchéchénie	Tchéchéne	Caméraman pour la télévision Nokh Cho, tué alors qu'il filmait une attaque aérienne contre un convoi de réfugiés.
210 Motta (f)	Colombie	Colombienne	Tuée par balle alors qu'elle filmait l'attaque d'une ville par les FARC pour le compte de la télévision Garzon.132
211 Thoenes	Timor oriental	Néerlandais	Reporter pour le Financial Times, pris dans une embuscade, tué et mutilé.
212 Muliawan	Timor oriental	Indonésien	Reporter pour la télévision Asia International Press, pris dans une embuscade et tué en même temps que 7 civils.
213 Mitrovic	RFY*	Serbe	Directeur des programmes, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la radiotélévision serbe (RTS).
214 Stukalo	RFY	Serbe	Programmeur étranger, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
215 Stevanovic	RFY	Serbe	Programmeur étranger, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
216 Bancovic	RFY	Serbe	Monteur vidéo, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
217 Munitlak	RFY	Serbe	Maquilleur, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
218 Jankovic	RFY	Serbe	Technicien de télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
219 Tasic	RFY	Serbe	Technicien de télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
220 Deletic	RFY	Serbe	Caméraman, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
221 Stoimenovski	RFY	Serbe	Technicien de télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
222 Stojanovic	RFY	Serbe	Technicien de télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
223 Jontic	RFY	Serbe	Technicien, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
224 Markovic	RFY	Serbe	Membre de la sécurité de la télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
225 Joksimovic	RFY	Serbe	Membre de la sécurité de la télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
226 Jovanovic	RFY	Serbe	Opérateur, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
227 Medic	RFY	Serbe	Concepteur de programmes, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
228 Dragojevic	RFY	Serbe	Membre de la sécurité de la télévision, tué par des missiles de l'OTAN lors de l'attaque contre la RTS.
229 Ying	RFY	Chinois	Reporter, tué lors du bombardement de l'ambassade de Chine par l'OTAN.
230 Yuhuan	RFY	Chinois	Reporter, tué lors du bombardement de l'ambassade de Chine par l'OTAN.
231 Xinghu	RFY	Chinois	Reporter, tué lors du bombardement de l'ambassade de Chine par l'OTAN.
232 Gruener	RFY	Allemand	Reporter pour le magazine Stern, tué par balle par un sniper.
233 Kraemer	RFY	Allemand	Photographe pour le Stern, tué par balle par un sniper.
234 Alit	RFY		Interprète, tué par balle par un sniper en même temps que les deux ci-dessus.
235 Stojkovic	RFY		Travaillait avec l'équipe du Stern, tué par balle par un sniper.
236 Supriadi	Indonésie	Indonésien	Reporter pour le journal Medan Pos, enlevé à Aceh et massacré à coups de couteau.
237 Roeh	Liban	Israélien	Reporter pour Radio Kol Israel, tué lors d'un attentat terroriste au Liban.

* En 1999, la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) était devenue la République fédérale de Yougoslavie.

Statistiques des décès de journalistes et de travailleurs des médias pour la période 1990-2002

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
238 Cole	Sierra Leone	Sierra léonais	Reporter pour la radio SKY-FM 106, tué par le Front révolutionnaire uni (RUF).
239 Oguogo	Sierra Leone	Nigérian	Rédacteur en chef adjoint du Concord Times, tué par balle par le RUF.
240 Kamara	Sierra Leone	Sierra léonais	Reporter pour Radio Kiss 104 FM, tué par balle par le RUF.
241 Mansaray	Sierra Leone	Sierra léonais	Rédacteur en chef du Standard Times, tué avec toute sa famille dans l'incendie criminel de sa maison.
242 Tierney	Sierra Leone	Américain	Producteur d'AP TV, tué par balle par des rebelles alors qu'il se déplaçait avec un convoi de l'ECOMOG (groupe de contrôle de la CEDEAO).
243 Juma Jalloh	Sierra Leone	Sierra léonais	Rédacteur en chef d'African Champion, pris par erreur pour un rebelle et tué par un soldat de l'ECOMOG.
244 Bah Bah	Sierra Leone	Sierra léonais	Journaliste indépendant, roué de coups et tué par balle par des rebelles devant sa famille.
245 Kamara	Sierra Leone	Sierra léonais	Journaliste indépendant pour Vision, enlevé et tué par des rebelles.
246 Turay	Sierra Leone		Reporter pour Punch, Daily Mail et le Sierra Leone Broadcasting Service, tué par balle.

2000 9 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

247 Yatsina	Tchéchénie	Russe	Photographe d'agence, kidnappé et exécuté par des soldats tchéchènes.
248 Yefremov	Tchéchénie	Russe	Journaliste de presse écrite, tué quand sa jeep sauta.
249 Tepsurgayev	Tchéchénie	Tchéchène	Caméraman indépendant, tué par des hommes armés qui firent irruption chez lui.
250 Gallego (f)	Colombie	Colombienne	Corps retrouvé près de rebelles de l'ELN tués lors d'affrontements avec l'armée.
251 Kandolo	RDC	Congolais	Caméraman d'UNESCO TV, tué dans une embuscade. Corps brûlé.
252 Takoush	Liban	Libanais	Chauffeur d'une équipe de la BBC. Tué par un tir de char israélien.
253 Conteh	Sierra Leone	Sierra léonais	Tué par balle alors qu'il couvrait une manifestation.
254 Gil Moreno	Sierra Leone	Espagnol	Reporter d'AP, tué dans une embuscade tendue par des rebelles.
255 Schork	Sierra Leone	Américain	Reporter de Reuters, tué dans une embuscade tendue par des rebelles.

2001 11 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

256 Lawton	Macédoine	Britannique	Reporter d'AP, tué quand sa voiture fut touchée par un obus.
257 Al Bashawi	Palestine	Palestinien	Photographe, tué dans une attaque d'un hélicoptère israélien alors qu'il interviewait des dirigeants du Hamas à Naplouse.
258 Al Qatanani	Palestine	Palestinien	Journaliste de presse écrite, tué dans la même attaque d'hélicoptère (voir ci-dessus).
259 Sutton (f)	Afghanistan	Française	Journaliste de radio, « exécutée » par les Talibans après être tombée d'un véhicule blindé.

Nom	Pays	Nationalité	Circonstances de décès
260 Billaud	Afghanistan	Français	Journaliste de radio, « exécuté » lors du même incident.
261 Handloik	Afghanistan	Allemand	Journaliste de presse écrite, « exécuté » lors du même incident.
262 Burton	Afghanistan	Australien	Caméraman, tué dans une embuscade tendue par les Talibans contre un convoi.
263 Haidari	Afghanistan	Afghan	Photographe, tué dans la même embuscade.
264 Fuentes	Afghanistan	Espagnol	Reporter, tué dans la même embuscade.
265 Cutuli (f)	Afghanistan	Italienne	Reporter, tuée dans la même embuscade.
266 Stromberg	Afghanistan	Suédois	Caméraman de télévision, tué lors du cambriolage de la maison qu'il louait dans une zone de guerre.

2002 8 journalistes et travailleurs des médias tués dans des zones de guerre

267 Ciriello	Palestine	Italien	Photographe indépendant, tué par balle par un soldat israélien qui l'avait pris pour un tireur.
268 Al Alami	Palestine	Palestinien	Caméraman de télévision, tué par des tirs israéliens.
269 Lopez	Colombie	Colombien	Chauffeur pour une station de radio, tué lors de l'attaque de sa voiture par un hélicoptère de l'armée.
270 Sandoval	Colombie	Colombien	Caméraman de la RCN, mort des suites des blessures encourues lors de la même attaque d'hélicoptère.
271 Abu Zahra	Palestine	Palestinien	Caméraman indépendant, tué par balle par un char israélien.
272 McLeod	Afghanistan	Néo-Zélandais	Journaliste indépendant, tué dans un accident de voiture.
273 Tellawi	Palestine	Palestinien	Tué par balle alors qu'il couvrait une manifestation.
274 Scott	Russie	Britannique	Réalisateur de films indépendant, tué dans des combats alors qu'il filmait des guerriers tchéchènes.

Annexe 3

Code international de pratique pour l'exercice d'un journalisme en toute sécurité

Les annales regorgent des dangers courus par les journalistes et le personnel de la presse appelés à travailler dans des conditions dangereuses et des zones en guerre. Dans les régions en guerre, nombre de journalistes sont tués, blessés ou harcelés; ils sont la cible de l'un ou de l'autre belligérant ou pris sous les feux croisés des échanges de violences. D'autres sont victimes d'agressions ou de manœuvres d'intimidation préméditées de la part de criminels, de terroristes ou de forces de sécurité, qui agissent secrètement et en toute illégalité.

Des accidents se produiront inévitablement, quels qu'aient été les soins apportés à la fourniture d'une protection, et l'on ne peut presque rien faire lorsque ceux qui s'en prennent aux médias recourent à des méthodes impitoyables et brutales pour étouffer une enquête journalistique.

Toutefois, il existe des mesures que les journalistes et les groupes de presse pourraient adopter afin de minimiser les risques subis par le personnel. En particulier, les points suivants constituent des éléments vitaux dans toute protection à offrir:

Préparation et formation adaptées, protection sociale. Il est essentiel que les journalistes et le personnel de la presse soient prêts à affronter les difficultés lorsque celles-ci se présentent. Prévoir au bénéfice de chacun un cadre de fourniture de soins de santé et d'une protection sociale.

Les professionnels de la presse doivent être informés et s'informer du terrain politique, physique et social sur lequel ils travaillent. Ils ne peuvent contribuer à accroître les incertitudes et l'insécurité en encourageant leurs conditions par ignorance ou par inconscience.

À des fins purement mercantiles, les groupes de presse éviteront de faire prendre des risques, tout en encourageant la coopération entre journalistes lorsqu'ils se trouvent dans des situations potentiellement dangereuses.

Les pouvoirs publics doivent lever les obstacles au journalisme. Ils ne peuvent restreindre sans nécessité la liberté de mouvement des journalistes, ou bafouer le droit des agences de presse de collecter, fabriquer et diffuser l'information dans des conditions parfaitement sûres.

Ne pas toucher aux travailleurs des médias. Chacun doit respecter l'intégrité physique des journalistes et du personnel de la presse dans

in my opinion, this sentence is BADLY translated!!!!

l'exercice de leur profession. Il convient d'interdire toute intervention physique dans le cadre d'un filmage ou de tout autre travail journalistique.

En gardant ces considérations présentes à l'esprit, la FIJ appelle les associations de journalistes, les groupes de presse et tous les pouvoirs publics compétents à respecter le **code international de pratique pour l'exercice d'un journalisme** en toute sécurité ci-après:

1. Les journalistes et autres travailleurs de la presse bénéficieront d'un équipement approprié à toutes leurs missions, y compris une trousse de secours, des outils de communication, des moyens de transport adaptés et, au besoin, des vêtements de protection;
2. Les groupes de presse, et si nécessaire, les pouvoirs publics, fourniront une formation de sensibilisation aux risques aux journalistes et travailleurs de la presse susceptibles d'être impliqués dans des missions dans lesquelles prédominent des conditions dangereuses ou raisonnablement supposées comme telles;
3. Les pouvoirs publics informeront leur personnel de la nécessité de respecter les droits des journalistes et leur ordonneront de respecter l'intégrité physique des journalistes et des travailleurs de la presse dans l'exercice de leur métier;
4. Les groupes de presse offriront une protection sociale à tout leur personnel exerçant des activités journalistiques en dehors de leur lieu habituel de travail, y compris une assurance-vie;
5. Les groupes de presse offriront gratuitement des traitements médicaux et des soins de santé. Ils prendront à leur charge les coûts liés à la rééducation et à la convalescence de journalistes et de travailleurs de la presse blessés ou malades en raison de leurs activités menées en dehors de leur lieu habituel de travail;
6. Les groupes de presse protégeront les journalistes indépendants ou les salariés à temps partiel. Ceux-ci devront bénéficier d'une protection sociale, d'une formation et d'équipements qui soient égaux à ceux offerts au personnel employé à plein temps.



PUBLIÉ SEPTEMBRE 2005
PAR LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES
Avec le soutien de
**L'INITIATIVE EUROPÉENNE POUR LA DÉMOCRATIE ET LES
DROITS DE L'HOMME**
COMMISSION EUROPÉENNE

